

**PERSPECTIVES DÉMOLINGUISTIQUES DU
QUÉBEC ET DE LA RÉGION DE MONTRÉAL À
L'AUBE DU XXI^e SIÈCLE. IMPLICATIONS POUR
LE FRANÇAIS LANGUE D'USAGE PUBLIC**

Marc Termote avec la collaboration de Jacques Ledent

Institut national de la recherche scientifique
(INRS-Urbanisation)

Rapport soumis au Conseil de la langue française

Montréal, le 15 septembre 1999

Dépôt légal – 1999
Bibliothèque nationale du Québec
Bibliothèque nationale du Canada
ISBN 2-550-34941-5

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS.....	i
REMERCIEMENTS.....	ii
INTRODUCTION.....	1
CHAPITRE I - LE COMPORTEMENT DÉMOLINGUISTIQUE RÉCENT.....	5
CHAPITRE II - HYPOTHÈSES ET SCÉNARIOS.....	35
CHAPITRE III - ANALYSE DES RÉSULTATS POUR LA LANGUE D'USAGE À LA MAISON.....	67
CHAPITRE IV - IMPLICATIONS POUR LA LANGUE D'USAGE PUBLIC.....	101
CONCLUSION.....	113
RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES.....	125
ANNEXE I - DÉCOUPAGE GÉOGRAPHIQUE.....	127
ANNEXE II – TABLEAUX.....	129

AVANT-PROPOS

Afin de parvenir aux résultats les plus robustes et fiables possible, il était important de multiplier les scénarios de prévision, ce qui implique un grand nombre de tableaux. Par souci d'alléger la présentation de ce rapport, nous avons limité notre présentation aux résultats principaux obtenus dans le cadre des scénarios les plus significatifs, et reporté tous les tableaux en annexe. L'auteur tient évidemment à la disposition des lecteurs les résultats détaillés de chacun des scénarios.

REMERCIEMENTS

Ce travail n'aurait pu être réalisé sans l'aide de Jacques Ledent, qui a développé le modèle de projection démographique multirégionale de façon à y intégrer la mobilité linguistique, qui a collaboré à la préparation des données et des scénarios et qui a appliqué l'algorithme de prévision à ces données. Nous tenons à remercier amicalement notre collègue pour sa précieuse collaboration.

Dans la réalisation de ce travail, nous avons également pu bénéficier des conseils précieux de Pierre Georgeault, directeur de la recherche du Conseil de la langue française, et de Paul Béland et Michel Paillé, également du Conseil, qui outre, leurs commentaires fort pertinents, nous ont permis d'accéder facilement à des données non publiées. Sans le soutien logistique considérable que nous ont accordé Ginette Casavant, Hélène Houde, France Lamontagne, Michèle Riendeau et Nicole Wragg, de l'INRS-Urbanisation, ce rapport final n'aurait pu être terminé dans des délais aussi brefs. Que toutes et tous veuillent bien trouver ici l'expression de notre profonde gratitude.

Bien entendu, l'analyse du comportement démographique, le choix des hypothèses et des scénarios pour l'avenir et les résultats obtenus relèvent uniquement de la responsabilité de l'auteur.

INTRODUCTION

L'objectif du travail dont le présent rapport rend compte était double : produire des prévisions démologiques par langue d'usage à la maison pour le Québec et la région de Montréal à l'horizon 2021, et estimer quelles pourraient être les implications de ces tendances en ce qui concerne l'évolution prévisible de la fréquence d'utilisation publique des langues.

Étant donné la dynamique démologique particulière de la Communauté urbaine de Montréal (« l'Île-de-Montréal »), nous avons découpé la région métropolitaine de Montréal en deux sous-régions : l'Île-de-Montréal et le reste de la région métropolitaine, ce qui, avec le reste du Québec (le Québec moins la région métropolitaine) porte à trois le nombre de régions considérées pour le Québec. Il importe de noter que les limites territoriales de la région métropolitaine utilisées ici ne sont pas toujours exactement semblables à celles de la région métropolitaine de recensement, selon la définition de Statistique Canada. En effet, vu que les données de naissances et de décès par langue d'usage de la mère ne sont disponibles que par division de recensement (depuis 1991, par municipalité régionale de comté MRC), dans l'analyse de la fécondité et de la mortalité nous avons dû définir la région métropolitaine par sommation de divisions de recensement et ajuster par la suite. Comme la différence en termes de population couverte est minime (voir, en annexe, la définition de la région métropolitaine obtenue par sommation des MRC), l'impact d'une erreur éventuelle dans cet ajustement est négligeable. Pour fermer le système, c'est-à-dire pour pouvoir prendre en compte les migrations interprovinciales, il nous faut cependant ajouter une quatrième région, à savoir le « reste du Canada ». Enfin, la prise en compte des migrations internationales nécessite l'introduction d'une cinquième région, le « reste du monde ».

Avant de présenter les principaux résultats obtenus, il importe cependant de brièvement décrire le comportement démographique récent de la population québécoise et montréalaise, car la « vitesse démographique » observée au point de départ de la période de prévision affecte évidemment de façon fondamentale l'évolution future. En outre, la connaissance du comportement actuel, en conjonction avec celle du comportement passé, nous permettra de mieux étayer les hypothèses relatives au comportement futur. C'est à cette brève analyse que sera consacré le premier chapitre de ce rapport.

Sur la base de cette analyse, nous pourrons alors examiner les diverses évolutions futures possibles de ce comportement, c'est-à-dire tenter de dégager les tendances comportementales les plus plausibles pour l'avenir à court et à moyen terme (à l'horizon 2021). Sans prétendre en aucune manière faire des prévisions à long terme, nous prolongerons néanmoins jusqu'à l'an 2041 les tendances prévisibles pour le court et le moyen terme. Il serait certes vain de prétendre prévoir ce que sera le comportement de la population dans un demi-siècle, mais cette manière de procéder permet de dégager les implications sur longue période du comportement actuel : après tout, ce que sera la population québécoise dans cinquante ans est fondamentalement déterminé par la manière dont elle se comporte aujourd'hui.

Aux hypothèses « plausibles » pour la prévision à court et moyen terme, nous ajouterons des hypothèses qui, tout en étant parfois irréalistes, nous permettront d'effectuer des études d'impact, cela afin de pouvoir dégager plus nettement l'influence qu'exerce un phénomène particulier (par exemple, l'immigration internationale, la fécondité ou encore la mobilité linguistique) sur l'évolution démographique future de la société québécoise.

Une telle analyse d'impact présente un double intérêt. D'abord, elle nous permet de dégager les phénomènes dont l'évolution est cruciale pour l'avenir démolinguistique du Québec, phénomènes pour lesquels il importera donc de développer l'analyse prévisionnelle. En second lieu, cette analyse d'impact peut conduire à des implications « politiques » importantes, dans la mesure où elle précise les domaines dans lesquels une intervention gouvernementale peut se révéler efficace pour sinon renverser, du moins freiner les tendances futures.

Les multiples combinaisons possibles entre les diverses hypothèses retenues mènent à l'élaboration d'un grand nombre de scénarios, parmi lesquels nous aurons à choisir les plus plausibles pour l'avenir et les plus significatifs en fonction de l'analyse d'impact. L'examen des diverses hypothèses et des divers scénarios retenus fera l'objet du deuxième chapitre de ce rapport.

Au total, 20 scénarios (prévisionnels et d'impact) ont été retenus. Le chapitre III est consacré à la présentation et à l'analyse des principaux résultats qui se dégagent de ces scénarios. Comme il y a une convergence remarquable entre les résultats obtenus dans les divers scénarios, et afin de maintenir ce rapport dans des limites raisonnables, l'analyse qui accompagnera la présentation de ces divers résultats sera relativement succincte. Seules les tendances dominantes seront analysées.

Les résultats prévisionnels présentés dans le chapitre III ne concernent cependant que la langue d'usage à la maison, que l'on peut considérer comme représentative de la langue d'usage dans le domaine privé. Mais qu'en est-il de la langue en usage dans le domaine public ? Grâce aux résultats d'une vaste enquête réalisée en 1997 par le Conseil de la langue française, nous disposons de l'information de base nécessaire pour estimer, à partir de la population répartie selon la langue d'usage « à la maison », la fréquence d'utilisation d'une langue publique. Dans une dernière

étape, nous tenterons donc d'estimer ce que pourraient être les implications, sur le plan de la langue d'usage public, des résultats prévisionnels obtenus pour la langue d'usage à la maison.

Une brève conclusion résumera les principaux résultats obtenus et tentera prudemment d'en dégager les implications « politiques » majeures.

CHAPITRE I : LE COMPORTEMENT DÉMOLINGUISTIQUE RÉCENT

Au départ, il nous faut répondre à une question conceptuelle : comment définir les groupes linguistiques auxquels s'appliquera notre exercice prévisionnel ? La réponse à cette question dépendra évidemment des données disponibles. Dans le cas du Québec, nous disposons de données démolinguistiques relatives à trois définitions. Lors du recensement de la population canadienne, il est en effet demandé à chaque individu de spécifier sa langue maternelle, sa langue dite « d'usage » (celle qu'il utilise le plus fréquemment « à la maison ») et les langues « officielles » (l'anglais et le français) dans lesquelles il est capable de tenir une conversation. Sans être aussi riches que l'information produite par le recensement suisse qui, très significativement, ne pose pas de question sur la langue maternelle, mais demande dans quelle langue on « pense » (sic) et qui distingue la langue d'usage « à la maison et avec les proches » de la langue d'usage « à l'école ou au travail », les données disponibles nous placent donc dans la situation plutôt privilégiée de pouvoir faire un choix.

Des trois définitions mentionnées ci-dessus, il nous semble évident qu'il faut choisir la langue d'usage à la maison, et cela pour trois raisons : d'abord, parce qu'elle est la plus significative au plan du comportement démographique (la langue parlée dans la petite enfance ou la connaissance des langues ne détermine guère, par elle-même, le comportement actuel de fécondité ou de migration, par exemple); ensuite, parce que la langue d'usage utilisée dans un ménage devient normalement la langue d'usage des enfants de ce ménage et revêt donc une importance particulière dans une perspective générationnelle; et enfin, parce qu'elle pose moins de problèmes pour l'algorithme de projection. En ce qui concerne ce dernier point, il « suffit » (mais, comme nous le verrons plus loin, la tâche est loin d'être aisée) de connaître les probabilités de passage entre chaque langue d'usage pour chaque période de la prévision.

C'est donc par langue d'usage à la maison que seront effectuées nos prévisions démologiques, du moins dans une première étape, car – comme il a été signalé antérieurement – à partir de ces prévisions par langue d'usage à la maison nous tenterons de dégager des estimations de ce que pourrait être l'évolution future de la fréquence d'utilisation des langues d'usage public. Il en résulte que c'est également selon la langue d'usage à la maison que sont définis les groupes linguistiques dont le comportement initial (celui observé avant que ne débute la prévision) est décrit dans les tableaux présentés en annexe. Trois groupes linguistiques ont été étudiés : le groupe francophone, le groupe anglophone et le groupe allophone. Comme l'on sait, ce dernier groupe est loin d'être homogène sur le plan du comportement démologique. Cela est particulièrement vrai dans le cas des allophones de l'Île-de-Montréal, qui comprennent à la fois des immigrants et des descendants d'immigrants, et de celui des allophones en dehors de la région métropolitaine, qui comprennent en outre des Amérindiens et des Inuit. Sous peine de nous retrouver très rapidement avec de petits effectifs de population (par âge et région), nous ne pouvons cependant pas désagréger le groupe des allophones, car cela aurait conduit à des taux et donc à des indicateurs de comportement peu significatifs.

Les données censitaires nous permettent de connaître, pour la période quinquennale précédant le recensement et pour chacun des trois groupes linguistiques, les migrants interprovinciaux et intraprovinciaux par âge et origine-destination, ainsi que les immigrants internationaux. Quant aux naissances et décès, et donc au comportement de fécondité et de mortalité, seul le Québec produit (annuellement) des données par langue d'usage (et âge) de la mère et des données par langue d'usage des personnes décédées. Pour le reste du Canada, nous avons donc dû recourir à des estimations : les naissances par groupe linguistique ont été estimées à partir des données censitaires sur le groupe linguistique des enfants âgés entre 0 et 4 ans au moment du

recensement et, en l'absence de toute information, les décès ont été répartis en supposant une mortalité identique entre les trois groupes.

Le tableau 1 présente une première mesure « synthétique » du *comportement de fécondité* des trois groupes linguistiques dans chacune des régions. L'indicateur de fécondité retenu ici est le taux brut de reproduction, c'est-à-dire le nombre de personnes qui remplaceront une personne actuellement membre de la population si les conditions de fécondité restent constantes. Pour qu'une population se renouvelle « naturellement », il faut évidemment que ce taux soit supérieur à l'unité (en réalité, il doit être supérieur à 1,05, pour tenir compte de la mortalité). Comme le montrent les chiffres du tableau, seuls les allophones ont manifesté un comportement de fécondité leur permettant d'assurer le renouvellement de leur effectif. Ces chiffres illustrent également à quel point le groupe francophone a perdu le seul avantage qu'il détenait sur les autres groupes : son taux brut de reproduction est nettement inférieur à l'unité dans toutes les régions, et dans celle de l'Île-de-Montréal, il rejoint celui des anglophones, pourtant très bas.

Ces taux de reproduction sont calculés sans distinction de sexe, en rapportant le nombre de naissances par âge de la mère au nombre total (hommes plus femmes) de personnes de cet âge. Le recours à ces taux est pertinent lorsque, comme cela est notre cas, les prévisions sont effectuées sans distinction de sexe.¹ Pour passer d'un taux de reproduction à l'indice synthétique de fécondité, indicateur plus fréquemment utilisé, il suffit à toutes fins pratiques de multiplier le taux par deux, puisque cet indice est obtenu en rapportant le nombre de naissances d'une mère d'âge donné à l'effectif de femmes de cet âge plutôt qu'au nombre total (hommes

¹ Pour éviter le problème des petits effectifs, problème qui apparaîtra malgré tout très rapidement, nous avons décidé de ne pas réaliser de prévisions démolinguistiques par région pour chacun des deux sexes séparément. Cela ne porte guère à conséquence en ce qui concerne les objectifs de notre étude, car la distinction selon le sexe n'est pas nécessaire pour des prévisions à court et moyen terme : la structure par sexe ne se modifie que très lentement.

plus femmes) de personnes de cet âge. Le tableau 2 présente le résultat de ces derniers calculs, qui permettent donc d'estimer le nombre moyen d'enfants qu'une femme débutant aujourd'hui sa vie reproductive peut espérer avoir si, tout au long de sa vie reproductive, elle adoptait le comportement de fécondité actuellement observé à chaque âge reproductif. Il s'agit bien d'une mesure synthétique de la fécondité observée à un moment donné.

Comme l'on sait, après une longue période de déclin amorcée au début des années 1960, le Québec a connu au cours de la période 1987-1992, tout comme d'ailleurs la quasi-totalité des autres pays industrialisés, une hausse prononcée de la fécondité. Depuis 1992 cependant, la fécondité québécoise, comme d'ailleurs celle des autres pays industrialisés, a renoué avec sa tendance à la baisse sur longue période, pour se retrouver à 1,63 en 1996 et à 1,45 en 1998, soit à peu près au même bas niveau que celui qu'elle avait atteint avant la remontée de 1987-1992.

Le fait que les points de retournement (1987 pour le début de la remontée, 1992 pour le début de la nouvelle baisse) aient été pratiquement les mêmes pour la quasi-totalité des pays industrialisés (que ceux-ci aient adopté ou non des politiques « natalistes »), montre bien que le comportement de fécondité de nos sociétés n'est guère déterminé par des mesures natalistes, mais repose bien plus sur une hiérarchie des valeurs commune, dont l'expression comportementale peut certes fluctuer selon les conditions conjoncturelles, mais en demeurant liée à une structure mentale partagée.

Lorsqu'on les compare à ceux du tableau 1, les chiffres du tableau 2 semblent indiquer que la remontée de la fécondité entre 1987 et 1992 a surtout été le fait des francophones et des allophones, alors que la baisse depuis 1992 est nettement plus marquée chez les anglophones que chez les francophones, et très faible chez les

allophones. Dans chacune des régions, ce dernier groupe garde un indice de fécondité supérieur au seuil de renouvellement (2,1), sauf dans la région « reste de la région métropolitaine », où les allophones sont relativement peu nombreux. En outre, entre 1990-1991 et 1996, la fécondité de ce groupe a même augmenté dans chacune des régions, sauf dans celle du reste du Québec (où la fécondité des Amérindiens et des Inuit, qui y représentent une part importante des allophones, a fortement baissé). L'augmentation de la fécondité au sein de la population allophone de l'Île-de-Montréal, comme dans l'ensemble de la région métropolitaine, s'explique sans doute essentiellement par le fait qu'une part croissante des nouveaux immigrants provient de pays du tiers monde à haute fécondité. On peut en effet supposer que les allophones nés au Canada ont, du moins en partie, adopté le comportement de fécondité de l'ensemble de la population née au Canada et que l'immigration contribue donc à maintenir le niveau de fécondité des allophones. Cela semble effectivement le cas pour la région métropolitaine de Montréal, où l'indice de fécondité des immigrantes (tous groupes linguistiques confondus) s'élevait, en 1991-1995, à 2,5 alors que celui des non-immigrantes était de 1,6.

Si, en 1996, les allophones manifestent donc toujours une fécondité suffisante pour assurer le renouvellement de leur effectif, par contre les francophones et les anglophones continuent à témoigner d'une très forte sous-fécondité, et ce dans toutes les régions. Les évolutions différentes qu'ont connues ces deux groupes entre 1987 et 1992 (remontée chez les francophones, stagnation chez les anglophones) et entre 1992 et 1996 (baisse beaucoup plus rapide chez les anglophones) ont eu pour résultat qu'en fin de période, les anglophones ont à nouveau le niveau de fécondité le plus faible, sauf dans l'Île-de-Montréal où francophones et anglophones se retrouvent au même bas niveau (1,45, comparé à 2,23 pour les allophones).

D'une manière générale, on peut donc conclure qu'en matière de fécondité, la situation relative des francophones s'est améliorée par rapport aux anglophones et détériorée par rapport aux allophones, pendant que la situation absolue (le niveau de la fécondité) continue à exprimer une sous-fécondité chronique (et donc un important déficit des naissances) aussi bien pour le groupe francophone que pour le groupe anglophone.

Le tableau 3 résume le *comportement de mortalité*, exprimé ici par l'espérance de vie à la naissance, qui est présentée pour la population totale (hommes plus femmes), par région et par groupe linguistique, et ce tant pour 1996 (année de base de la prévision) que pour la période 1986-1991. Il ressort de ces chiffres que les disparités linguistiques sont beaucoup plus marquées que les disparités régionales. S'il est né dans l'Île-de-Montréal, un nouveau-né francophone aura une espérance de vie de plus de trois ans inférieure à celle d'un nouveau-né du groupe anglophone et de plus de 11 ans inférieure à celle d'un nouveau-né du groupe allophone.

La très forte sous-mortalité des allophones s'explique sans doute en partie par le fait que, du moins sur l'Île-de-Montréal, ces allophones sont presque tous des immigrants ou descendants d'immigrants et que ces derniers sont, comme l'on sait, soumis à un examen médical très sévère avant d'être admis au Québec. Il ne faut en outre pas exclure des erreurs d'enregistrement, dues au fait que la déclaration de décès est faite par le médecin ayant constaté le décès, ce qui peut tendre à sous-estimer le nombre de décès parmi les allophones et donc surestimer le nombre de décès dans les deux autres groupes (surtout dans le groupe anglophone).

Les différences notables dans le régime de mortalité de chacun des trois groupes semblent cependant en voie de se réduire. Entre 1986-1991 et 1996, l'espérance de vie des francophones a en effet augmenté de 1,9 an dans l'Île-de-Montréal, de 1,3

dans le reste de la région métropolitaine et de 2,0 ans en dehors de la région métropolitaine, ce qui est beaucoup pour une période aussi courte. Pendant ce temps, l'espérance de vie des anglophones restait stable (sauf dans le reste de la région métropolitaine, où on note une légère augmentation). En matière de mortalité, la situation relative des francophones semble donc s'améliorer, du moins par rapport aux anglophones, même si, dans toutes les régions, le groupe francophone continue à être celui dont la mortalité est la plus élevée.

Il importe de souligner qu'en ce qui concerne le « reste du Canada », l'absence de désagrégation des décès selon le groupe linguistique nous a amené à supposer des espérances de vie identiques. Si cette hypothèse était plus ou moins vérifiée, cela impliquerait que les francophones du Québec auraient une espérance de vie moindre que les francophones du reste du Canada, alors que l'inverse serait vrai pour les anglophones et les allophones.

Après la fécondité et la mortalité, le troisième phénomène dont il faut tenir compte est la *migration*. Pour celle-ci, il importe cependant de distinguer la migration intraprovinciale (entre régions du Québec), la migration interprovinciale et la migration internationale. Nous commencerons notre analyse par *la migration interne* (à l'intérieur du Canada).

Le tableau 4 présente, par groupe linguistique, le nombre total (tous âges et sexes confondus) de migrants internes selon la région d'origine (le lieu de résidence en début de période, c'est-à-dire cinq ans avant le recensement) et la région de destination (le lieu de résidence en fin de période, c'est-à-dire au moment du recensement). Afin de pouvoir apprécier l'évolution du comportement migratoire, cette information est produite pour les deux dernières périodes censitaires, soit 1986-1991 et 1991-1996. Puisque le recensement ne produit, par définition, que le nombre

de migrants ayant au moins 5 ans au moment du recensement (car la question censitaire porte sur le lieu de résidence cinq ans auparavant), nous avons dû estimer le nombre d'enfants âgés de 0 à 4 ans (âges révolus) au moment du recensement qui ont migré au cours des cinq années précédant le recensement. Cette estimation a été réalisée en utilisant, entre autres, les données censitaires relatives au lieu de naissance : en comparant le lieu de naissance des enfants âgés de 0 à 4 ans à leur lieu de résidence (au moment du recensement), on obtient directement leur mouvement migratoire.

Le fait de disposer de données censitaires de migration interne (plutôt que de données issues d'un registre de la population, comme cela est le cas dans d'autres pays, surtout européens) présente un avantage considérable lorsqu'il s'agit de faire des prévisions. Par définition, ces données (ventilées par origine-destination et par âge) portent en effet sur des migrants survivants, ce qui permet de calculer directement les probabilités d'émigrer et de survivre en fin de période (à l'âge $x + n$) dans chaque région de destination possible, si en début de période (n années plus tôt) on était résident (d'âge x) d'une région donnée. C'est précisément l'information dont nous avons besoin, car ce qui importe lorsqu'on effectue des prévisions régionales, c'est de prévoir (à toutes les n années) le nombre de personnes qui résideront dans chaque région, et non le nombre de migrations effectuées au cours de la période entre t et $t + n$.

Comme le montrent les chiffres du tableau 4, relativement peu de francophones du Québec émigrent vers le reste du Canada. La plupart de ces rares émigrants francophones proviennent d'une région située en dehors de la région métropolitaine de Montréal (dans ce cas, il s'agit en fait, pour l'essentiel, de francophones de l'Outaouais). Le solde des échanges migratoires interprovinciaux francophones est d'ailleurs légèrement positif pour le Québec (autour de 2 000 par an) et stable. On

remarquera que par rapport à 1986-1991, moins de francophones sont sortis du Québec en 1991-1996, mais moins y sont arrivés. Les francophones du Québec, lorsqu'ils migrent, le font très majoritairement à l'intérieur de la province. Ces échanges intraprovinciaux n'affectent guère la répartition de la population entre la région métropolitaine de Montréal et le reste du Québec. Entre ces deux macro-régions, on semble avoir atteint une situation d'équilibre dans les échanges de population avec, pour les deux derniers lustres, un solde légèrement négatif d'environ 2 000 personnes par an au détriment de la région métropolitaine.

Comme on peut s'y attendre, cette situation de quasi-équilibre des échanges migratoires ne se vérifie plus lorsqu'on considère les relations entre l'Île-de-Montréal et le reste de la région métropolitaine. Entre 1986 et 1991, l'Île-de-Montréal avait perdu 69 000 francophones, perte à laquelle s'est ajouté un nouveau déficit de 43 000 entre 1991 et 1996. Il semble important de souligner que cette baisse notable des pertes francophones – liée à ce qu'il est convenu d'appeler « l'étalement urbain » – est due uniquement à la diminution du nombre de sorties (de 115 000 à 89 000), alors que le nombre d'entrées est resté au même niveau (46 000). La période 1991-1996 est donc effectivement caractérisée par un essoufflement de l'étalement autour de l'Île-de-Montréal, ce que confirme une analyse des probabilités de sorties par âge, qui, d'une manière générale, ont baissé de 20 % par rapport à 1986-1991.

Cet étalement urbain reste cependant essentiellement un phénomène francophone. En 1986-1991, les francophones représentaient 79 % des sorties de l'Île-de-Montréal vers le reste de la région métropolitaine. En 1991-1996, ils prennent à leur compte 82 % des départs, alors que leur part dans la population de l'île ne s'élevait (en 1991) qu'à 57 %. Corrélativement, le nombre de sorties de non-francophones a

diminué : l'émigration des anglophones de l'île vers le reste de la région métropolitaine a baissé du tiers, et l'émigration des allophones de près de la moitié.

Les données par âge (non présentées ici) montrent que, comme on pouvait s'y attendre, la majorité de ces sorties sont le fait de jeunes adultes avec enfants. En 1986-1991, les 25-39 ans et les 0-4 ans représentaient 58 % des émigrants francophones de l'île vers le reste de la région métropolitaine; en 1991-1996, cette part avait cependant baissé à 52 %, pour les sorties des francophones comme pour celles de l'ensemble des trois groupes linguistiques.

Le comportement migratoire des anglophones est très différent de celui des francophones. Lorsque les anglophones migrent, c'est d'abord pour quitter le Québec. En 1986-1991, 63 % des émigrants allophones de l'Île-de-Montréal et 73 % des émigrants anglophones en dehors de la région métropolitaine avaient choisi le reste du Canada; en 1991-1996, ces pourcentages ont augmenté jusqu'à 70 % et 77 % respectivement. Par contre, les émigrants anglophones en provenance du reste de la région métropolitaine sont plus partagés : ils choisissent quasiment à parts égales l'Île-de-Montréal et le reste du Canada.

Si « le reste du Canada » fait donc clairement partie de l'espace migratoire des anglophones du Québec (alors que le Québec lui-même ne semble guère en faire partie), par contre, le Québec ne semble pas faire partie de l'espace migratoire des anglophones du reste du Canada. Entre 1986 et 1991, à peine 42 000 anglophones de cette dernière région étaient venus s'établir au Québec (soit deux habitants sur mille), alors que 74 000 anglophones du Québec (soit près de 10 % de la population anglophone) avaient émigré vers le reste du Canada, et cela pendant une période qui du point de vue migratoire a été plutôt calme. Entre 1991 et 1996, les entrées au Québec ont baissé de 42 000 à 35 000, alors que les sorties vers le reste du Canada

restaient plus ou moins au même niveau (71 000 au lieu de 74 000). Au total, ces échanges interprovinciaux ont donc entraîné une perte nette de 32 000 personnes pour le groupe anglophone du Québec entre 1986 et 1991, et de 36 000 personnes entre 1991 et 1996. En d'autres termes, la migration interprovinciale fait perdre chaque année au groupe anglophone du Québec près de 1 % de sa population.

Quant au groupe allophone, son comportement migratoire se situe entre celui des deux autres groupes : il est moins porté à émigrer vers le reste du Canada que le groupe anglophone, mais plus que le groupe francophone. On remarquera qu'en 1986-1991, il y avait autant d'allophones qui quittaient l'Île-de-Montréal pour une autre province que le Québec, qu'il n'y avait de francophones à le faire, et qu'en 1991-1996, le flux allophone correspondant est deux fois plus important que le flux francophone. Très peu d'allophones (à peine un millier en cinq ans) quittent la région métropolitaine de Montréal pour le reste du Québec, alors que, sur une période de cinq ans, plus de 6 % des allophones du reste du Québec choisissent de s'établir dans la région métropolitaine (la très grande majorité dans l'Île-de-Montréal). Et encore, parmi ces allophones du reste du Québec figurent les Amérindiens et les Inuit, peu portés à venir s'établir à Montréal. Si l'on suit par cohorte, selon leur période d'arrivée au Québec, les immigrants qui se sont installés en dehors de la région métropolitaine à leur arrivée, on peut observer qu'après une durée de séjour moyenne de deux ans et demi, environ un sur six se retrouve à Montréal (Termote, 1992; Séguin et Termote, 1993). Lorsqu'il s'agit d'immigrants allophones, cette proportion est sans doute encore plus élevée.

La volatilité est une caractéristique bien connue de la migration : d'une année à l'autre, le niveau d'un flux migratoire donné peut varier considérablement. Lorsque, cependant, on prend un peu de recul et que l'on observe le phénomène sur des périodes quinquennales, on s'aperçoit que le processus migratoire est beaucoup plus

stable. Les seuls flux migratoires interprovinciaux dont le niveau a significativement changé entre 1986-1991 et 1991-1996 sont celui des francophones du reste du Québec vers le reste du Canada, celui des allophones de l'Île-de-Montréal vers le reste du Canada et celui des anglophones de cette dernière région vers l'Île-de-Montréal, mais, dans les deux derniers cas, les effectifs en cause sont relativement petits. Lorsqu'on considère les flux intraprovinciaux, et si l'on néglige les flux anglophones et allophones (pour lesquels, à cause des petits effectifs, les variations ne sont guère significatives), les écarts d'une période quinquennale à l'autre sont de l'ordre de 20 %, lorsque différence il y a, car de nombreux flux sont restés pratiquement au même niveau. Il semble donc bien que dans l'ensemble, le système migratoire québécois se trouve, depuis une dizaine d'années, dans un état sinon d'équilibre, du moins de relative stabilité. Il nous faudra en tenir compte dans l'élaboration de nos hypothèses.

La dernière composante migratoire à examiner porte sur *la migration internationale*. En ce qui concerne l'émigration, la seule information disponible est celle fournie annuellement par Statistique Canada, sur la base des fichiers de l'impôt et des allocations familiales, information qui est publiée par division de recensement (par MRC depuis 1991). Cette émigration est très faible, de l'ordre de 6 000 sorties par an pour l'ensemble du Québec. Pour estimer la structure par âge de ces émigrants, ainsi que leur répartition selon la région de départ et le groupe linguistique, nous avons utilisé les données sur la migration vers le reste du Canada (analogie qui semble plausible dans le cas des anglophones) ainsi que sur le taux de rétention des immigrants (ce qui semble particulièrement pertinent pour les allophones). Sans doute les estimations de l'émigration internationale que nous avons dû introduire dans notre processus prévisionnel reposent-elles sur des hypothèses parfois difficilement vérifiables, et donc sujettes à caution, mais comme cette émigration est

de toute façon très faible, les erreurs que nous avons pu faire à ce sujet ne peuvent avoir qu'un impact négligeable sur les résultats de la prévision.

Étant donné le rôle marginal de l'émigration internationale, nous ne poursuivrons pas plus avant l'examen de cette composante. Par contre, nous nous attarderons sur l'immigration internationale, dont l'impact sur l'évolution démographique et la structure linguistique du Québec est majeur, particulièrement à Montréal. Le tableau 5, obtenu grâce à des compilations spéciales des recensements de 1991 et 1996, présente – par région et groupe linguistique – le nombre d'« entrées internationales survivantes », c'est-à-dire le nombre de personnes recensées en 1991 et 1996 dans une région et ayant déclaré avoir résidé cinq ans plus tôt en dehors du Canada (par définition, la population sur laquelle porte ce tableau est donc celle qui est âgée de 5 ans et plus au moment du recensement). Nous nous permettons de signaler qu'il s'agit d'entrées « survivantes », donc après prise en compte de l'émigration (interne aussi bien qu'internationale) et de la mortalité parmi les personnes entrées au cours de la période. En outre, il importe de souligner que les entrées dont il s'agit concernent aussi bien celles des « immigrants reçus » (la grande majorité, du moins à Montréal) que celles des Canadiens de retour au pays et celles des immigrants reçus au cours des périodes antérieures mais qui séjournaient à l'extérieur du pays cinq ans avant le recensement.

Les chiffres du tableau 5 illustrent bien la faiblesse de l'apport que l'immigration internationale représente pour le groupe francophone : environ huit mille par an en moyenne depuis dix ans, pour près de 6 millions de francophones au Québec. Ces entrées francophones ne représentent qu'un peu plus de 30 % du nombre total des entrées, mais la tendance est à la hausse (32 % en 1991-1996 contre 27 % en 1986-1991). Cependant, même si l'on parvenait à augmenter significativement le pourcentage d'entrées de francophones, l'immigration internationale ne peut que

diminuer le poids du groupe francophone, surtout dans l'Île-de-Montréal, où la part de ce dernier groupe dans la population totale s'élève à 55 %, mais où les entrées de francophones ne représentent même pas le tiers.

À cet égard, la problématique est très différente pour le groupe anglophone. Sans doute celui-ci ne voit-il guère son effectif alimenté par les entrées internationales (4 000 à 5 000 entrées anglophones par an), mais, compte tenu du nombre d'anglophones, ce faible niveau des entrées est quand même trois fois plus élevé que celui des francophones. En outre, contrairement à ce qui se passe pour le groupe francophone, cette immigration internationale n'affecte guère le poids du groupe anglophone, puisque le pourcentage des entrées d'anglophones est relativement proche du pourcentage de ce groupe dans la population totale.

Le tableau 5 montre également à quel point l'immigration internationale contribue à réduire le poids du Québec au sein de l'ensemble canadien, puisque, aussi bien en 1986-1991 qu'en 1991-1996, le Québec n'a reçu que 15 % des entrées internationales « survivantes », alors qu'il représente le quart de la population canadienne.

On retrouve également dans ce tableau la tendance bien connue des immigrants à se concentrer dans la région métropolitaine de Montréal : en 1991, quelque 87 % des immigrants de la période 1986-1991 résidaient dans cette région et, en 1996, quelque 85 % des immigrants de la période 1991-1996 y habitaient; la très grande majorité (plus de 85 %) d'entre eux étaient établis dans l'Île-de-Montréal. Cette concentration est encore plus forte dans le cas des immigrants anglophones et surtout dans celui des allophones, dont à peine 6 % résidaient en dehors de la région métropolitaine.

La période 1986-1991 avait été caractérisée, du point de vue de l'immigration internationale, par le passage d'un bas niveau d'immigration (19 000 immigrants reçus en 1986) à un niveau très élevé (51 000 en 1991). On sait que depuis, l'immigration internationale a connu une baisse marquée, surtout au cours des années 1994 et 1995, de sorte que l'on se retrouve, en 1998, avec un niveau d'environ 27 000 immigrants reçus. Si l'on ne s'attarde donc qu'à l'évolution annuelle, on conclura à la très forte variabilité du phénomène. Ce qui nous importe cependant, ce sont les moyennes sur des périodes de cinq ans, puisque nos prévisions se font par bond de cinq ans. On constatera alors une stabilité remarquable, du moins pour les deux dernières périodes : en 1986-1991, le nombre d'entrées internationales survivantes s'élevait à 142 000 et, en 1991-1996, il était de 140 000, soit une moyenne annuelle d'environ 28 000. Ce chiffre est par ailleurs fort proche de la moyenne annuelle sur longue période (trente ans).

La dernière composante dont il faut tenir compte est *la mobilité linguistique*. Pour pouvoir réaliser des prévisions par groupe linguistique, il nous faut disposer, pour chaque période quinquennale de la prévision, d'une estimation des probabilités de passage d'un groupe linguistique (défini ici selon la langue la plus fréquemment utilisée « à la maison ») à chaque autre, et cela par âge et, dans notre cas, également par région. Pour obtenir ce type d'information, il faudrait que le questionnaire du recensement (ou de tout autre type d'enquête) comporte non seulement une question sur la langue la plus fréquemment utilisée le jour du recensement, mais également une question sur la langue la plus fréquemment utilisée cinq ans auparavant (c'est-à-dire une question analogue à celle portant sur la mobilité géographique). À notre connaissance, aucun recensement, dans aucun pays, ne pose ce type de question.

La seule information dont on dispose en matière de mobilité linguistique concerne la mobilité dite « durée de vie ». Ce que l'on appelle communément « transfert

linguistique » ne porte en effet que sur un type particulier de mobilité linguistique, celui qui s'effectue entre la langue maternelle et la langue d'usage « à la maison » au moment du recensement. Ce type de données ne permet pas de connaître le moment auquel a été effectué le transfert, ni donc l'âge au moment de ce transfert. Cette dernière information est cependant cruciale, surtout lorsqu'il s'agit d'évaluer la mobilité linguistique des immigrants internationaux de langue maternelle « autre », dont on ne peut déterminer s'ils ont effectué un transfert avant ou après leur arrivée au Québec. Par exemple, si un immigrant de langue maternelle arabe arrivé en 1990 au Québec déclare au recensement de 1996 que le français est sa langue d'usage, on ne peut savoir s'il a effectué ce transfert après 1990 ou avant (par exemple, lors de ses études en France ou ailleurs). Une telle situation pose donc un sérieux problème de direction de la causalité : un immigrant recensé comme ayant effectué un transfert vers le français (par exemple) a-t-il réalisé ce transfert parce le contexte socio-économique, culturel et politique (y compris la législation linguistique) l'a poussé à abandonner sa langue maternelle au profit du français, ou a-t-il choisi le Québec ou été choisi par le Québec (dans le cadre du processus de sélection) parce que déjà « francisé » ? Les deux situations sont sans doute présentes, mais il n'est pas possible, compte tenu de l'information disponible, de déterminer l'importance relative des deux processus.

Une autre implication, et non des moindres, de ce type de données « durée de vie » est que, d'un recensement à l'autre, le nombre de transferts vers une langue donnée peut varier, même si la force d'attraction de cette langue reste identique. Par exemple, il suffit qu'il y ait émigration ou mortalité parmi les membres ayant effectué un transfert pour que la force d'attraction de la langue vers laquelle a été réalisé ce transfert apparaisse en déclin. Ainsi, dans le cas du Québec, la forte émigration des anglophones (parmi lesquels il y a certes nombre d'immigrants de langue maternelle « autre ») y fait baisser le nombre de transferts effectués vers

l'anglais, de telle sorte que l'on pourrait conclure à une baisse de la force d'attraction de cette langue, même si, en réalité, ce n'est pas le cas.

Tout comme on ne peut faire de prévision des mouvements migratoires en utilisant des données de migration « durée de vie » (obtenues en comparant le lieu de naissance au lieu de résidence au moment du recensement), de même on ne peut utiliser directement les données sur les transferts linguistiques « durée de vie ». Par contre, sur la base des données « durée de vie » à deux recensements successifs, on peut tenter une estimation du nombre de transferts effectués au cours de cette période censitaire qui soit compatible avec le nombre de transferts « durée de vie » observé en fin de période. Une telle estimation a été réalisée pour l'ensemble du Québec pour la période 1981-1986 (Girard, 1992; Robitaille *et alii*, 1992). Le tableau 6 reproduit les résultats obtenus par ces auteurs.

Il ressort de ce tableau que le nombre de transferts linguistiques effectués au cours d'une période quinquennale donnée est très faible : pour l'ensemble du Québec, on obtient un grand total de moins de 34 000 transferts (toutes langues « d'origine » et toutes langues de « destination » confondues), soit moins de 7 000 transferts par an. Un tel résultat ne devrait guère surprendre, car un individu ne change pas de langue d'usage à la maison comme il change de chemise. Un transfert linguistique ne se fait que dans des circonstances exceptionnelles et après un processus d'« assimilation » particulièrement long, s'étendant souvent sur plusieurs générations. Des études américaines tendent à conclure que, même dans le contexte sociolinguistique des États-Unis – très différent de celui du Québec –, il faut attendre en moyenne deux générations (Li, 1983; voir aussi le numéro spécial de 1987 du *International Journal of the Sociology of Language*, consacré aux transferts linguistiques).

Les estimations du tableau 6 peuvent évidemment apparaître fragiles. Pour tester leur robustesse, nous avons modifié parfois de façon très significative les hypothèses qui les sous-tendent, pour finalement obtenir des résultats peu différents. Nous pouvons donc, comme point de départ, les considérer comme représentatives du régime de mobilité linguistique en vigueur en 1981-1986. Bien sûr, pour nos prévisions, nous ne pouvons pas les reprendre telles quelles, car on peut espérer que, depuis 1981-1986, grâce en partie au fait que la loi 101 a commencé à exercer ses pleins effets, la force d'attraction du français s'est améliorée, surtout auprès des personnes de langue maternelle « autre ».

À titre d'information, car – comme nous l'avons souligné – la mobilité « durée de vie » et son évolution entre deux recensements ne permettent guère d'évaluer les modifications dans le comportement linguistique, nous présentons dans les tableaux 7 à 10 la répartition, selon le recensement de 1996, des personnes de langue maternelle (unique) autre que française et anglaise, selon la langue parlée à la maison, le groupe d'âge et le lieu de naissance (au Canada ou à l'étranger), et cela respectivement pour l'Île-de-Montréal, le reste de la région métropolitaine, le reste du Québec et le reste du Canada. Nous nous limitons aux personnes de langue maternelle autre à la fois par souci de brièveté et parce que l'essentiel de la problématique de la mobilité linguistique se retrouve dans ce groupe.

Comme on pouvait s'y attendre, le lieu de naissance est une catégorie cruciale, du moins pour la région métropolitaine et le reste du Canada. Une personne de langue maternelle « autre » née à l'étranger a, par définition, été soumise moins longtemps au « risque » d'adopter le français ou l'anglais que si elle est née au Canada et, donc, le taux de « rétention » de sa langue maternelle est plus élevé : dans l'Île-de-Montréal, il est de 66 % pour les non-natifs et de 42 % pour les natifs et, dans le reste du Canada, il est respectivement de 59 % et de 35 %. Cela n'est cependant pas

vrai pour les personnes de langue maternelle « autre » en dehors de la région métropolitaine, pour lesquelles le taux de rétention de la langue maternelle est plus élevé parmi les natifs (79 %) que parmi les non-natifs, une situation qui s'explique par le fait que la plupart des natifs de langue maternelle « autre » résidant dans cette région sont des Amérindiens et des Inuit, dont la dynamique linguistique est très différente de celle des autres personnes de langue maternelle « autre ».

Le lieu de résidence est également un facteur déterminant du comportement linguistique. Les personnes de langue maternelle autre qui résident dans l'Île-de-Montréal et qui ont effectué un transfert ont choisi majoritairement l'anglais comme langue d'usage à la maison (14 % contre 11 % pour le français si elles sont nées à l'étranger, 39 % contre 8 % si elles sont nées au Canada). Par contre, si elles habitent en dehors de l'Île-de-Montréal, elles ont pour la plupart choisi le français si elles sont nées à l'étranger : les proportions sont de 18 % pour le français contre 15 % pour l'anglais si elles habitent dans le reste de la région de Montréal, et de 32 % contre 13 % si elles résident en dehors de la région métropolitaine. Si elles sont nées au Canada, celles qui ont fait un transfert ont très majoritairement adopté l'anglais (38 % contre 13 % pour le français), sauf celles qui habitent en dehors de la région métropolitaine (les rares transferts sont dans ce cas, pour la plupart, vers le français : 9 % contre 7 %).

Le profil par âge varie également selon le lieu de naissance et le lieu de résidence. Ainsi, parmi les personnes de langue maternelle « autre » nées à l'étranger et résidant à Montréal en 1996, le taux de rétention de la langue maternelle est le plus élevé aux âges jeunes, ce qui n'est guère surprenant, et baisse progressivement jusqu'aux alentours de 45-49 ans, pour ensuite remonter de façon significative. On peut avancer deux hypothèses pour expliquer ce type de profil. La première est une interprétation « longitudinale » (chronologique) des données « transversales » du

recensement et consiste à supposer que le fait d'avoir passé par le processus de scolarisation et de participer au marché du travail favorise la mobilité linguistique, tout comme le fait, d'abord, de voir ses enfants quitter le noyau familial et, ensuite, de se retirer du marché du travail favorise un certain retour à la langue maternelle d'origine. La seconde hypothèse est que, puisque la plupart des personnes nées à l'étranger sont des immigrants, lorsqu'elles arrivent comme travailleurs (les immigrants ont en moyenne une trentaine d'années), elles sont plus prêtes à adopter une langue d'usage autre que leur langue maternelle, ou encore, elles avaient déjà réalisé ce transfert avant d'immigrer et leur immigration a été facilitée par ce transfert; par ailleurs, celles qui arrivent à des âges très jeunes n'ont pas encore eu le temps d'effectuer un transfert, tandis que celles qui arrivent à des âges avancés n'ont guère intérêt à investir dans une langue nouvelle.

On remarquera que, parmi les personnes de ce groupe de non-natifs qui ont effectué un transfert complet (un quart dans le cas de l'Île-de-Montréal, 32 % dans le reste de la région métropolitaine), la majorité des enfants et des jeunes adultes ont choisi le français (dans le reste de la région métropolitaine, cette préférence pour le français se poursuit jusqu'à 50-54 ans), alors que l'inverse est vrai pour les classes d'âge plus avancé. Cela reflète bien sûr le fait que, de manière générale, les enfants nés à l'étranger ou nés de parents nés à l'étranger doivent, en vertu de la loi 101, entrer dans le système scolaire de langue française. Nous y reviendrons.

Le profil par âge est tout autre pour les personnes de langue maternelle « autre » qui sont nées au Canada. Dans ce cas, plus l'âge augmente et, donc, plus le temps de séjour s'accroît, plus le taux de rétention de la langue maternelle d'origine diminue. Parmi ces personnes, celles qui ont réalisé un transfert le font toujours très majoritairement vers l'anglais, et ce, quels que soient l'âge et le lieu de résidence

(sauf en dehors de la région métropolitaine, à cause de la présence des Amérindiens et des Inuit).

Puisque le lieu de naissance est une variable fondamentale du comportement démographique, plutôt que de considérer l'ensemble des personnes de langue maternelle « autre », il est important de distinguer, parmi ces dernières, les personnes immigrantes. Le tableau 11 présente la répartition des immigrants de langue maternelle (unique) « autre » que française et anglaise, arrivés de 1986 à 1996, selon la langue parlée à la maison et le groupe d'âge. Comme la très grande majorité de ces immigrants se trouvent dans l'Île-de-Montréal, nous nous limiterons à cette dernière région.

La partie droite du tableau porte sur les immigrants arrivés de 1992 à 1996. Comme il s'agit d'immigrants récents, qui n'ont séjourné en moyenne qu'un peu plus de deux ans au Québec, il n'est guère surprenant de constater que la plupart (les trois quarts) ont gardé leur langue maternelle d'origine, ce taux de rétention atteignant même 80 %, voire 90 %, parmi les immigrants âgés de 45 ans et plus, alors que chez les jeunes ce taux varie entre 70 % et 75 % selon les âges. Parmi les rares qui ont effectué un transfert, le français est la langue la plus fréquemment adoptée (10 % contre 6 % pour l'anglais), les écarts étant particulièrement importants aux âges très jeunes, ce qui est bien sûr un des effets de la scolarisation obligatoire en français pour les enfants de la plupart de ces immigrants.

Même si, comme nous l'avons déjà souligné, il est éminemment dangereux de dégager de la comparaison entre deux recensements des indications sur les modifications dans le comportement linguistique des individus, une telle comparaison permet cependant de susciter des pistes de réflexion. La première comparaison, la plus évidente, consiste à considérer la répartition selon la langue

parlée (toujours pour le même groupe des immigrants de langue maternelle « autre ») à deux recensements successifs, soit dans le tableau 11, les recensements de 1991 et 1996. Pour ce faire, il suffit de comparer les chiffres de la partie droite du tableau (qui porte sur la situation en 1996) aux chiffres relatifs à 1991 dans la partie gauche du tableau, en prenant soin de décaler de cinq ans les groupes d'âge. Ainsi, les 5-9 ans arrivés entre 1992-1996 et recensés en 1996 doivent être comparés à ceux qui, arrivés en 1986-1991, ont été recensés à l'âge de 10-14 ans en 1996, et qui donc avaient entre 5-9 ans en 1991 au moment où ils ont été recensés la première fois. Par exemple, le chiffre de 13,9 % de transferts vers le français observés en 1996 pour les 5-9 ans se compare à celui de 8,5 % observé en 1991 pour des enfants qui, à ce moment-là, avaient également entre 5 et 9 ans, et qui, donc, avaient entre 10 et 14 ans en 1996.

Lorsqu'on fait ce type de comparaison, on constate que, pour presque tous les âges, le pourcentage de transferts vers le français a augmenté (les exceptions se retrouvant surtout parmi les très âgés). Cette augmentation est relativement forte : pour l'ensemble des groupes d'âge, on passe de 8,6 % à 10,3 %, soit une augmentation de 20 % du taux de transfert vers le français. Mais cette augmentation ne contribue guère à l'effectif du groupe francophone, car elle ne porte que sur un très petit nombre d'individus : en 1996, on observait, au sein de ce groupe, moins de 10 000 transferts « durée de vie » vers le français pour tout le Québec et tous âges confondus. C'est uniquement le groupe anglophone qui pâtit de cet accroissement de l'attraction relative du français, car le taux de rétention des immigrants de langue maternelle autre arrivés en 1992-1996 et recensés en 1996 est le même (74 %) que celui observé en 1991 pour les immigrants arrivés en 1986-1991.

Il existe une seconde manière de comparer les résultats de deux recensements successifs : plutôt que de comparer les taux de transferts pour le même groupe d'âge

à deux recensements, on peut, en tenant compte de la période d'arrivée des immigrants, comparer les taux observés à deux recensements successifs pour la même cohorte d'immigrants. C'est ce que permet de faire l'information produite dans la partie gauche du tableau 11. Par exemple, parmi les immigrants de langue maternelle « autre » âgés de 30-34 ans en 1996 qui ont déclaré être arrivés en 1986-1991, quelque 12,7 % avaient effectué un transfert vers le français. En 1991, quelque 10,7 % des immigrants arrivés en 1986-1991 et âgés de 25-29 ans (en 1991) avaient déclaré avoir effectué un tel transfert. Or, il s'agit bien (à quelques mois près) de la même cohorte. On pourrait donc dire que le fait d'ajouter cinq années de séjour a permis à cette cohorte d'augmenter son taux de francisation de 2 % en points de pourcentage.

Une telle interprétation est cependant discutable, car – comme nous l'avons signalé – tout décès et surtout toute émigration (vers une autre région ou un autre pays) parmi les immigrants de langue maternelle autre ayant effectué un transfert vers l'anglais ou n'ayant effectué aucun transfert, augmente nécessairement le pourcentage de transferts vers le français, même si la force d'attraction réelle de ce dernier est restée identique. Sans doute, la même chose vaut-elle dans l'autre sens lorsqu'il y a décès et émigration parmi les transferts francophones. Mais les données croisées par langue maternelle, langue d'usage, lieu de résidence au moment du recensement et lieu de résidence cinq ans auparavant, montrent clairement que peu d'immigrants de langue maternelle autre et de langue d'usage française émigrent, alors que le phénomène est loin d'être rare parmi ceux qui ont adopté l'anglais comme langue d'usage.

C'est évidemment parmi les âges jeunes que la progression du français au sein d'une même cohorte est la plus importante. Ces jeunes immigrants, recensés une première fois en 1991 et une seconde fois en 1996, ont vécu l'essentiel de leur vie au Québec

et y ont pour la plupart été scolarisés en français. Cette francisation croissante des enfants et des jeunes adultes ne se fait pas au détriment de l'anglais, pour lequel le taux de transfert augmente également, du moins jusqu'au groupe des 25-29 ans. Corrélativement, avec le passage du temps (cinq ans, en l'occurrence) et l'augmentation de la durée de séjour, les immigrants de langue maternelle autre ont apparemment moins tendance à utiliser leur langue maternelle à la maison. Cela ne vaut cependant que jusqu'à 40-44 ans : à partir de cet âge, le taux de rétention de la langue maternelle augmente avec la durée de séjour. Ceci confirme l'hypothèse généralement admise selon laquelle rares sont les transferts effectués après 40 ans. Corrélativement encore, à partir de la cohorte de ceux qui avaient 55-59 ans en 1991, et donc 60-64 ans en 1996, les rares qui, en 1991, étaient francisés se sont « défrancisés » entre 1991 et 1996, pour retourner sans doute à leur langue maternelle.

De manière générale, si l'on prend l'ensemble de la cohorte des immigrants de langue maternelle « autre » arrivés entre 1986 et 1991, le fait de passer d'une durée moyenne de séjour de deux ans et demi à une durée de séjour de sept ans et demi, fait passer le niveau de francisation de 8,6 % à 12,7 %. Encore une fois, une telle progression est remarquable en termes relatifs (le taux a augmenté de près de 50 % en cinq ans), mais derrière cette progression, le gain en nombre absolu est très faible (de l'ordre de quelques milliers).

L'analyse a été limitée ici aux seuls transferts dits « complets », c'est-à-dire à ceux d'une langue maternelle unique vers une langue d'usage unique. On pourrait y ajouter une partie des quelque 9 % de déclarations de langues d'usage multiples : celles-ci représentent le plus souvent des transferts en cours. Ce type de bilinguisme ou plurilinguisme « à la maison » est d'ailleurs normalement une étape nécessaire dans le processus d'assimilation linguistique, car il semble difficilement concevable

que l'on puisse passer directement d'une langue à une autre. Ces déclarations de langues d'usage multiples pourraient donc être considérées comme exprimant en quelque sorte le « réservoir » de transferts pour le court et le moyen terme. Si l'on se base sur le pourcentage de ces déclarations de langues multiples (entre 9 % et 10 %) parmi les immigrants de langue maternelle autre, pourcentage très stable d'un recensement à l'autre, il ne semble pas que la progression de la part des transferts vers le français puisse s'accélérer de manière significative.

Jusqu'à présent, nous n'avons relevé que les transferts d'une langue maternelle unique vers le français et l'anglais, parce que les transferts vers une langue maternelle autre à partir du français ou de l'anglais sont rares, et parce que les transferts du français vers l'anglais sont relativement peu nombreux (moins de 1 %), quoiqu'en termes absolus, ils puissent être importants. Pour terminer ce bref survol de la mobilité linguistique « durée de vie », nous examinerons donc les transferts réalisés par les personnes de langue maternelle anglaise au Québec et nous les comparerons aux transferts effectués par les personnes de langue maternelle française en dehors du Québec. C'est cette comparaison entre le comportement linguistique de la minorité linguistique de chacune de ces deux régions que permet le tableau 12.

Rares sont les personnes de langue maternelle anglaise du Québec à avoir effectué un transfert : à peine 10 % ont effectué un transfert complet, la quasi-totalité vers le français. Le taux de transfert varie peu en fonction de l'âge : il reste stable autour de 10 % à 12 % de 20-24 ans à 65-69 ans, pour ensuite diminuer progressivement; il est très faible (de l'ordre de 2 % à 5 %) aux âges jeunes. Si les anglophones du Québec sont peu enclins à abandonner leur langue maternelle, tel n'est pas le cas des francophones du reste du Canada, dont plus du tiers (36 %) ont adopté l'anglais comme langue à la maison. Le profil par âge du taux de rétention est assez

semblable à celui des anglophones du Québec : il est le plus élevé aux âges jeunes, mais, dans ce cas-ci, il descend très rapidement à partir de 20-24 ans, jusqu'à 52 % dans le cas des adultes âgés de 45 à 59 ans, pour ensuite remonter lentement. Il semble donc bien qu'après une vingtaine d'années de participation au marché du travail, à peine la moitié des personnes de langue maternelle française du reste du Canada parlent encore le français à la maison. Comme les transferts vers une langue « autre » sont rarissimes et les cas de langues d'usage multiples peu nombreux, cela implique que près de la moitié (45 %) de ces personnes ont été assimilées par le groupe anglophone.

D'une manière générale, il faut se méfier des taux de transferts observés pour les groupes d'âge jeunes. D'abord, parce que le nombre de cas est faible et que se pose le problème des petits effectifs. Ensuite, parce que, par définition, ces déclarations de transfert ont été faites par les parents (ou plutôt le parent qui a rempli le questionnaire du recensement) au nom de leurs enfants. Et enfin, et surtout, parce que des transferts effectués aux âges jeunes ne sont guère définitifs : ce n'est que plusieurs années après leur sortie du système scolaire, lorsque ces jeunes auront en quelque sorte « fixé » leur choix linguistique après quelques années de participation au marché du travail et éventuellement de vie matrimoniale, que l'on peut considérer qu'un transfert est pleinement significatif. Par ailleurs, des profils par âge analysés précédemment, il semble bien que l'on puisse conclure que rares sont les transferts linguistiques réalisés après 40 ans.

Pour l'élaboration de nos prévisions, nous supposons donc que les transferts se font entre 20 et 40 ans (âges en fin de période) et, dans une première étape, nous appliquerons cette hypothèse aux estimations du tableau 6 sur le nombre de transferts entre chaque langue, obtenu pour la période 1981-1986. Bien sûr, puisque l'on peut espérer que, grâce entre autres à la loi 101, la force d'attraction du français

a augmenté depuis lors, nous ne reprendrons pas tels quels les taux de transferts estimés pour 1981-1986. Plus précisément, les taux de transferts des personnes de langue maternelle autre vers le français devront être augmentés. L'intensité prévisible de cette croissance de la force d'attraction du français sera étudiée dans le chapitre suivant, consacré spécifiquement aux hypothèses de prévision.

À cause du passage des données « durée de vie » à des estimations et des prévisions par période quinquennale, toute hypothèse de mobilité linguistique est d'ailleurs nécessairement très fragile. Selon que l'on est optimiste ou pessimiste quant à la capacité des individus de changer de langue d'usage à la maison et quant à la force d'attraction d'une langue par rapport à une autre, et selon que l'on est optimiste ou pessimiste quant à l'efficacité des mesures gouvernementales visant à influencer cette capacité individuelle, on jugera qu'il y a ici un risque de biais dans la prévision démilinguistique. Heureusement, le nombre de transferts linguistiques au cours d'une période quinquennale est tellement faible que l'impact d'une erreur, même considérable, dans l'estimation et la prévision des probabilités de transfert est relativement marginal. C'est d'ailleurs ce qui ressortait des résultats de nos études prévisionnelles antérieures (Termote, 1994 et 1996; voir aussi Termote, 1998).

Le comportement démilinguistique passé (celui antérieur à 1991, pour l'analyse de laquelle nous nous permettons de renvoyer le lecteur à Termote et Gauvreau, 1988, et à Termote, 1994 et 1996) et le comportement observé en 1991-1996, que nous venons de décrire succinctement, ont conduit à une structure linguistique (et par âge) pour l'année 1996, que nous allons rapidement examiner pour clore ce chapitre. Le tableau 13 présente les effectifs et la structure linguistique de chaque région, et le tableau 14 tente de résumer la structure par âge de chaque groupe linguistique dans chaque région en utilisant l'âge moyen comme indicateur. Dans les deux cas, la comparaison avec 1991 sera également effectuée.

L'image fondamentale qui se dégage du tableau 13 est bien connue : plus on s'éloigne de l'Île-de-Montréal, plus le poids du groupe francophone augmente. Sur l'île, en 1996, les francophones ne représentent que 55,6 % de la population, mais, dans le reste de la région métropolitaine ils comptent pour près de 86 %, et en dehors de celle-ci pour plus de 94 %. Corrélativement, pour les anglophones et les allophones, l'image est exactement inversée : plus on s'éloigne de l'Île-de-Montréal, plus leur poids diminue. Les anglophones représentent plus du quart de la population de l'île, mais moins de 10 % de celle du reste de la région métropolitaine et à peine 4 % de celle du reste du Québec. Pour les allophones, les chiffres correspondants sont respectivement de 19 %, 12 % et 6 %.

La part des francophones dans la population totale de l'ensemble du Québec est de près de 83 %, alors que les anglophones y représentent moins de 11 % (contre près de 15 % en 1971). Même s'il n'est guère négligeable dans l'Île-de-Montréal, le poids du groupe allophone (6 %) reste marginal dans l'ensemble du Québec. On remarquera que le poids du groupe allophone du Québec est plus du double de celui du groupe francophone hors Québec, et que le Québec est moins francophone que le reste du Canada n'est anglophone. En dehors du Québec, la part du groupe allophone est près de quatre fois plus élevée que celle du groupe francophone.

Comme nous avons pu le constater dans ce chapitre, la dynamique démolinguistique de chacun des trois groupes linguistiques de chacune des régions est très différente. Cela explique l'évolution différentielle observée entre 1991 et 1996. Si, durant cette période, le groupe francophone n'a connu qu'une très faible diminution de sa part dans la population totale du Québec (à un peu moins de 83 %), on observe, par contre, une baisse significative de son poids dans l'Île-de-Montréal, une augmentation dans le reste de la région métropolitaine et une légère baisse dans le reste du Québec. Le groupe anglophone a connu une baisse relativement faible de sa

part dans la population totale de l'Île-de-Montréal, une diminution plus forte dans le reste de la région métropolitaine, et une stabilisation de sa part (d'ailleurs devenue marginale) dans le reste du Québec. La part des allophones croît de façon marquée dans l'Île-de-Montréal, mais reste stable dans les autres régions du Québec.

Des chiffres du tableau 14, qui présente l'âge moyen de la population de chaque groupe linguistique dans chaque région, on peut conclure que si les francophones représentent encore le groupe linguistique le plus jeune (en fonction de l'âge moyen) dans l'ensemble du Québec, ce n'est cependant pas le cas dans l'Île-de-Montréal, où ils ont l'âge moyen le plus élevé. L'âge moyen des francophones québécois augmente rapidement : de 33,6 ans en 1986, il est monté à 35,5 ans en 1991 et à 36,3 ans en 1996, soit une augmentation de près de trois ans sur une période de 10 ans. Entre 1986 et 1991, l'âge moyen de la population des deux autres groupes linguistiques du Québec avait augmenté beaucoup moins vite que celui du groupe francophone (moins d'un an en cinq ans, contre près de deux ans pour les francophones) et, alors que cet âge moyen continuait à croître entre 1991 et 1996 pour ce dernier groupe, l'âge moyen des anglophones et des allophones du Québec diminuait. Le rôle de l'immigration internationale est évidemment crucial dans l'explication de ces divergences : les immigrants internationaux sont très majoritairement non francophones et ont un âge moyen nettement moins élevé que la population d'accueil (30 ans contre 36).

Sur la base du comportement démographique et linguistique récent de la population des régions du Québec et du reste du Canada, comme nous l'avons brièvement exposé dans ce premier chapitre, nous pouvons maintenant tenter de dégager les tendances les plus plausibles quant à l'évolution future de ce comportement. C'est à l'examen de ces hypothèses d'évolution future et des scénarios auxquels ces hypothèses conduisent, que nous consacrons le chapitre suivant.

CHAPITRE II : HYPOTHÈSES ET SCÉNARIOS

Avant d'explicitier les diverses hypothèses que nous avons retenues et les scénarios obtenus à partir de ces hypothèses, il n'est sans doute pas sans intérêt de rappeler brièvement les caractéristiques principales de l'algorithme utilisé pour nos prévisions, car ces caractéristiques définissent la manière dont est exprimée chacune des hypothèses.

Sur le plan mathématique, toute prévision peut être considérée comme une succession de bonds impliquant le passage d'un vecteur initial à un vecteur final (au moment $t + 5$, avec, en ce qui nous concerne, $t = 1996, 2001, \dots$, jusque 2021). Pour effectuer ce passage, nous avons besoin d'une matrice G (appelée « opérateur de croissance ») qui, appliquée au vecteur initial, produira le vecteur final.

Lorsqu'on réalise des prévisions démographiques régionales « pures » (celles qui ont pour objet l'évolution future des effectifs de population résidant dans les diverses régions d'un territoire donné), le vecteur initial est un vecteur P_t exprimant la distribution de la population par âge et région au moment t , et l'opérateur de croissance G exprime – sous forme de taux – tout le comportement démographique de cette population entre le moment t et le moment $t + 5$, c'est-à-dire le comportement de fécondité (par âge de la mère et région), de mortalité (par âge) et de migration (par âge, région d'origine et région de destination). Pour tenir compte du fait que l'ensemble du territoire n'est pas fermé, mais ouvert au « reste du monde », il suffit de considérer (dans la matrice G) l'émigration internationale comme un décès et d'ajouter au produit de G par P_t un vecteur P' exprimant le nombre d'immigrants internationaux survivants (par âge et région), ce vecteur étant multiplié par une matrice G' exprimant le comportement de fécondité des

immigrants au cours de la sous-période qui s'étend entre le moment de leur arrivée et le moment $t + 5$.

Il s'agit là de l'essence même du modèle multirégional développé par Rogers (1968, 1975, 1995), modèle qui est à la fois un modèle analytique (la matrice G exprimant tout le comportement démographique d'une population, on peut en extraire tous les indicateurs de ce comportement) et un modèle prévisionnel (en spécifiant l'évolution future de cette matrice). Dans la formulation présentée ci-dessus, deux « dimensions » seulement ont été prises en considération : l'âge (en ce qui nous concerne, 18 groupes quinquennaux, de 0-4 ans à 85 ans et plus) et la région (dans notre cas, trois au Québec, plus le reste du Canada pour pouvoir introduire la migration interprovinciale), ce qui nous mène à une matrice carrée de dimension (72×72) , soit une matrice comprenant au total 5 184 cellules (dont beaucoup sont évidemment nulles, puisqu'il y a un grand nombre de transitions impossibles, comme par exemple le passage de l'âge $x + 5$ à l'âge x). On remarquera que la dimension « sexe » n'est pas introduite ici, puisqu'il n'y a pas – du moins au plan démographique – de possibilités de transition d'un sexe à l'autre.

Une prévision démographique multirégionale ne signifie rien d'autre que l'ajout d'une nouvelle dimension aux deux autres déjà considérées, en l'occurrence la dimension « langue d'usage à la maison ». Plus précisément, cela implique que l'algorithme de prévision devient

$$P_{t+h} = G_t [L_t P_t] + G'_t P_t$$

où L_t est une matrice exprimant les probabilités de passage (par âge et région) entre groupes linguistiques au cours de la période t à $t + h$.

Lorsqu'on fait des prévisions, il est très important de tenir compte de toutes les interdépendances entre tous les phénomènes considérés. Ce principe

d'interdépendance implique que l'on ne peut effectuer des prévisions séparées pour les naissances, les décès et les migrations, puisque durant chaque période de la prévision, un individu peut effectuer plusieurs types de transition (un nouveau-né de la période peut émigrer, une immigrante peut mettre un enfant au monde, etc.). Lorsqu'on tient compte de la dimension régionale, ce principe d'interdépendance s'applique également aux prévisions régionales. Plus précisément, il faut que la prévision nationale soit cohérente avec la somme des prévisions régionales. La seule manière de réaliser cette cohérence est d'utiliser des taux de migration interne à la fois par région d'origine et région de destination.

Il importe de souligner que plus une population est désagrégée en catégories homogènes (dans notre cas, par âge, région et groupe linguistique), plus la prévision sera fiable. C'est ainsi qu'une prévision nationale sera meilleure si elle est obtenue à partir d'un ensemble de prévisions régionales interdépendantes (c'est-à-dire réalisées grâce au modèle multirégional) que si elle est obtenue directement sur la base de données nationales. Toutes autres choses étant égales, une prévision nationale obtenue de cette dernière manière sous-estimera toujours la population nationale future, par rapport à ce que produirait une prévision multirégionale. La même chose vaut pour la dimension linguistique : une prévision effectuée sans distinction linguistique sous-estimera toujours la population totale future, par rapport à ce que produirait une prévision multilinguistique.

Par rapport à des modèles prévisionnels plus traditionnels, notre modèle « multidimensionnel » s'avère donc beaucoup plus performant. Encore faut-il que les « intrants » qu'on lui « injecte » soient correctement estimés. Cela nous amène à l'examen des diverses hypothèses de l'évolution future du comportement démographique. Le nombre d'hypothèses à considérer ne sera cependant pas le même pour chacune des composantes de ce comportement. En effet, il est inutile de

multiplier le nombre d'hypothèses lorsque l'évolution future du phénomène pris en considération n'exerce qu'une influence minimale sur les résultats (c'est le cas de la mortalité). Par ailleurs, le fait qu'un phénomène n'exerce qu'un rôle secondaire n'exclut pas qu'on examine plusieurs hypothèses pour ce phénomène : à titre d'analyse d'impact, il peut être intéressant de multiplier les hypothèses, afin de pouvoir étudier la sensibilité et la robustesse des résultats. C'est pourquoi nous multiplierons le nombre d'hypothèses de mobilité linguistique.

Dans les pages qui suivent, nous décrirons brièvement les hypothèses retenues pour la mortalité, la fécondité, la migration interprovinciale, la migration intraprovinciale (entre régions du Québec), la migration internationale et la mobilité linguistique, en justifiant bien sûr nos choix lorsque cela apparaîtra nécessaire.

1. La mortalité

Dans le cadre d'une analyse d'impact, nous avons supposé que le régime de mortalité observé en 1996 pour chaque région et groupe linguistique continuera à prévaloir dans l'avenir (hypothèse D0). Par souci de brièveté, les résultats de cette analyse d'impact ne sont pas incorporés dans le présent rapport. Nous nous contenterons de souligner que, comme on pouvait s'y attendre, la comparaison entre ces résultats et ceux obtenus avec l'hypothèse utilisée pour la prévision permet de conclure qu'une erreur dans l'évolution prévue pour la mortalité n'a guère d'influence sur l'évolution future des effectifs et de la structure de la population (sauf pour les âges très avancés), ce qui justifie l'emploi d'une seule hypothèse pour la prévision.

Selon cette hypothèse prévisionnelle unique, les taux de mortalité (par âge et région) des francophones et des anglophones observés en 1996 devraient évoluer à la baisse

au cours des lustres suivants, avec la réserve que le rythme de la baisse de la mortalité devrait ralentir progressivement jusqu'à devenir nul après 2036. Les taux actuels de mortalité du groupe allophone, manifestement sous-estimés (sans doute à cause des petits chiffres, mais également par suite d'erreurs dans la déclaration des décès), devraient se maintenir dans l'avenir, ce qui implique la convergence des taux des francophones et des anglophones vers les taux des allophones, qui sont de loin les plus bas.²

Cette hypothèse de baisse tendancielle de la mortalité fait monter de 75,9 années (en 1996) à 78,8 (en 2016-2021, fin de la période de prévision) l'espérance de vie des francophones de l'Île-de-Montréal, de 79,1 à 81,4 celle des anglophones, et elle maintient à 87,5 années celle des allophones. Dans le reste de la région métropolitaine, on passerait de 76,2 à 78,8 pour les francophones et de 79,7 à 82,1 pour les anglophones. Enfin, dans le reste du Québec, on passerait, selon cette hypothèse, de 78,1 à 80,8 pour les francophones, de 79,4 à 81,7 pour les anglophones, les allophones maintenant une espérance de vie (surestimée) de 85,0 ans.

2. La fécondité

Outre l'hypothèse F0 de constance du régime de fécondité observé en 1996, hypothèse utilisée dans le cadre d'une analyse d'impact (dont les résultats ne sont pas incorporés, par souci de brièveté, dans le présent rapport) et qui équivaldrait à

² Nous aurions évidemment pu corriger à la hausse les taux de mortalité des allophones, mais il eût alors fallu corriger à la baisse les taux de mortalité des francophones et des anglophones. Comme il était dans ce cas nécessaire de faire, sans guère de balises, des hypothèses sur l'intensité de ces corrections à la hausse et à la baisse, et cela pour chaque groupe d'âge et région, nous avons préféré nous abstenir de toute correction, une erreur localisée étant préférable à une multiplication des erreurs.

supposer – de façon très peu réaliste – que la fécondité actuelle remonte fortement et immédiatement, quatre hypothèses d'évolution de la fécondité ont été retenues.

- F1 : cette hypothèse maintient, pour chacun des lustres de la prévision, le régime de fécondité en vigueur actuellement (en 1998). Comme la dernière observation relative aux taux de fécondité par groupe linguistique et région porte sur l'année 1996, et que le niveau global de la fécondité québécoise de cette année était de 1,63 enfant par femme, nous avons réduit de 10 % les taux observés en 1996, pour obtenir un indice de fécondité très proche de celui observé pour 1998, ce qui implique que nous supposons qu'entre 1996 et 1998, les disparités entre régions et entre groupes linguistiques n'ont pas été modifiées. Ces taux de 1996 réduits de 10 % sont supposés représentatifs de la période 1996-2001 et gardés constants par la suite. Il importe de souligner qu'une telle hypothèse de constance des taux de fécondité implique une baisse du nombre de naissances, à cause de la diminution du nombre de femmes en âge de reproduction (les cohortes nombreuses du *baby boom* sortent des âges reproductifs).
- F2 : selon cette hypothèse, la baisse de la fécondité observée depuis 1992 devrait se poursuivre, mais à un rythme plus lent, jusqu'en 2006 : pour 1996-2001, nous supposons, comme dans l'hypothèse précédente, des taux de fécondité réduits de 10 % par rapport à ceux observés en 1996, et pour 2001-2006, nous ajoutons encore 5 % à cette baisse, c'est-à-dire que nous supposons des taux réduits de 15 % par rapport à 1996, ce qui ferait passer le niveau de fécondité du Québec de 1,63 en 1996 à 1,47 en 1996-2001 et à 1,39 en 2001-2006, avec constance par la suite.
- F3 : comme l'hypothèse précédente de poursuite de la baisse de la fécondité est loin d'être irréaliste, surtout lorsqu'on considère le niveau actuel de la fécondité

dans certains pays comparables au Québec, il est sans doute plus prudent de prendre en considération une poursuite ultérieure de la baisse de la fécondité. Certaines provinces espagnoles et certaines régions italiennes ont déjà aujourd'hui des indices de fécondité de l'ordre de 0,8 enfant par femme. Aussi estimons-nous réaliste (et peut-être même optimiste !) de supposer que la fécondité québécoise puisse diminuer jusqu'à 1,30 en 2006-2011 (après tout, la fécondité québécoise était déjà descendue jusqu'à 1,37 en 1986). Dans cette hypothèse F3, nous avons donc réduit les taux observés en 1996 de 10 % pour la période 1996-2001, de 15 % pour la période 2001-2006 et de 20 % pour la période 2006-2011, avec constance par la suite.

- F4 : cette hypothèse suppose que la baisse actuelle de la fécondité n'est que temporaire. Comme, cependant, aucun indice ne permet de croire qu'une remontée de la fécondité soit imminente, nous avons supposé qu'utiliser pour 1996-2001 les taux de 1996 réduits de 10 % (pour retrouver la situation de 1998) reste réaliste, mais que, dès 2001-2006, la remontée serait suffisamment nette pour permettre de retrouver le niveau de fécondité de 1996.

3. La migration interprovinciale

Deux hypothèses ont été retenues : une hypothèse de constance et une hypothèse de détérioration des échanges migratoires pour le Québec.

- MP0 : selon cette hypothèse, le comportement migratoire observé en 1991-1996 (années censitaires) se poursuivra au cours des prochains lustres. Une telle hypothèse implique un solde migratoire négatif de quelque 7 000 personnes par an en moyenne, pour l'ensemble du Québec, ce qui est d'ailleurs fort proche de ce qui avait déjà été observé en 1986-1991. Cette hypothèse équivaut à garder

constant non seulement le comportement de 1991-1996, mais également celui de la décennie 1986-1996.

- MP1 : même s'il n'y a pas, pour l'instant, d'indications portant à croire à une détérioration significative et durable du solde migratoire du Québec, ce type d'évolution n'est cependant pas à exclure. C'est pourquoi nous avons introduit également l'hypothèse selon laquelle, dès 1996-2001, les taux d'émigration de chacune des régions du Québec vers le reste du Canada augmenteraient de 10 % et les taux d'émigration de cette dernière région vers chacune des régions du Québec baisseraient de 10 %; ces nouveaux taux resteraient stables par la suite. Cette hypothèse implique que le solde interprovincial du Québec passerait de - 7 000 (observé en 1991-1996) à - 11 000 en 1996-2001 avec, par la suite, une très lente et faible amélioration (à cause du vieillissement de la population), qui porterait ce solde aux alentours de - 10 mille aux alentours de 2021.

4. La migration intraprovinciale

En ce qui concerne les échanges migratoires entre les régions du Québec, nous avons retenu deux hypothèses, l'une de constance et l'autre d' « essoufflement accéléré » de l'étalement urbain autour de l'Île-de-Montréal.

- MR0 : selon cette hypothèse, les taux de migration observés au cours de la période 1991-1996 restent constants tout au long de la période de prévision. Cette hypothèse implique une baisse régulière de l'étalement urbain autour de l'Île-de-Montréal : à cause du vieillissement de la population de l'île, le nombre de personnes « soumises au risque » de s'établir en banlieue diminue (beaucoup sont d'ailleurs déjà parties) et, parallèlement, à cause du vieillissement de la population du reste de la région métropolitaine, le nombre de « retours en ville »

augmente, de telle sorte que le solde migratoire de l'Île-de-Montréal dans ses relations avec le reste de la région métropolitaine passerait d'une moyenne annuelle de quelque - 10 000 (en 1991-1996) à - 9 000 en 1996-2001 et - 5 000 en 2016-2021 par le seul fait du vieillissement de la population, en supposant qu'à chaque âge, les probabilités de migration entre ces deux régions restent constantes.

- MR1 : même si l'hypothèse précédente implique une baisse de *l'étalement urbain*, nous avons pris en considération une seconde hypothèse. En effet, comme nous l'avons vu dans le chapitre précédent (tableau 4), le solde négatif des échanges migratoires entre l'Île-de-Montréal et le reste de la région métropolitaine s'est amélioré beaucoup plus rapidement que ne le laisserait prévoir le seul vieillissement de la population : la perte annuelle pour l'île est passée de - 16 000 en 1986-1991 à - 10 000 en 1991-1996, une amélioration de 6 000, alors que, comme nous venons de le voir dans l'examen de l'hypothèse précédente, le vieillissement ne permet de gagner qu'environ un millier de personnes tous les cinq ans. En d'autres termes, l'essoufflement marqué de l'étalement urbain au cours des dernières années est dû essentiellement à une baisse de la propension à sortir de l'Île-de-Montréal et très peu au vieillissement de la population (et moins encore à une augmentation de la propension à « retourner en ville » : comme le montre le tableau 4, le nombre de retours en ville est resté stable).

Nous avons donc analysé, pour chacun des groupes d'âge et pour chacun des groupes linguistiques, les taux de migration de l'Île-de-Montréal vers le reste de la région métropolitaine, et effectivement ces taux ont considérablement diminué entre 1986-1991 et 1991-1996 : la baisse est de 20 % pour les francophones et même de 60 % pour les allophones (mais, dans ce cas, il faut tenir compte des petits effectifs),

les anglophones se retrouvant dans une situation intermédiaire; l'intensité de la baisse des taux est remarquablement similaire à tous les âges.

Il serait évidemment périlleux de supposer que l'évolution récente en matière d'étalement urbain représente une tendance sur longue période. Comme le démontre clairement l'analyse de l'évolution de l'étalement urbain au cours des quarante dernières années, cette évolution est fortement conjoncturelle, liée entre autres à l'évolution des taux hypothécaires, dont le niveau est un facteur déterminant dans la prise de décision pour les jeunes ménages. On ne peut cependant exclure que l'évolution récente en matière d'étalement urbain se reproduise dans l'avenir. C'est pourquoi nous avons supposé, dans notre hypothèse MR1, que les taux de migration de l'Île-de-Montréal vers le reste de la région métropolitaine sont tous réduits de 20 % entre 1991-1996 et 1996-2001 et restent constants par la suite. La très forte baisse observée entre 1986-1991 et 1991-1996 pour les taux des anglophones et surtout des allophones pouvant difficilement être extrapolée sous peine d'éliminer très rapidement toute possibilité d'étalement urbain pour ces deux groupes, il nous a semblé raisonnable de supposer la même réduction pour tous les groupes linguistiques. Une telle hypothèse d'une nouvelle baisse de 20 % des taux d'émigration vers le reste de la région métropolitaine fait baisser la perte annuelle de l'Île-de-Montréal de - 10 000 en 1991-1996 à - 4 000 en 1996-2001, et à - 3 000 par la suite (à cause du vieillissement de la population).

Dans cette nouvelle hypothèse, tous les autres taux de migration (pour les autres paires origine-destination) sont maintenus constants au niveau observé en 1991-1996, comme dans l'hypothèse précédente, car le solde migratoire entre la région métropolitaine et le reste du Québec est resté relativement stable au cours des dernières périodes censitaires, les échanges entre ces deux régions étant d'ailleurs proche de l'équilibre.

5 . La migration internationale

Puisque nous ne pouvons travailler ici sur les taux origine-destination (un taux d'émigration du « reste du monde » vers le Québec n'aurait guère de signification), il nous faut distinguer l'émigration de l'immigration. Nous avons expliqué dans le chapitre précédent comment nous avons procédé pour estimer *l'émigration internationale* par âge, région et groupe linguistique. Les taux obtenus à partir de cette estimation ont été supposés constants tout au long de la période de prévision (ces taux sont tellement bas qu'une erreur dans l'estimation et dans la prévision de cette émigration ne peut avoir qu'un impact négligeable sur les résultats).

Si nous n'avons donc retenu qu'une seule hypothèse d'émigration internationale, par contre, nous avons multiplié les hypothèses d'*immigration internationale*, car cette composante exerce un rôle majeur dans l'évolution de la structure démographique du Québec, surtout à Montréal, et en outre elle varie considérablement dans le temps : la « fourchette » des évolutions plausibles est particulièrement large lorsqu'il s'agit de l'immigration. Outre une hypothèse MIO d'immigration internationale nulle, introduite dans le cadre d'une analyse d'impact, six hypothèses d'immigration ont été retenues, toutes exprimées, pour des raisons déjà discutées, en nombres absolus (et non plus sous forme de taux, comme cela est le cas pour les autres composantes).

- MIO : cette hypothèse suppose qu'au plan de la moyenne annuelle calculée sur une période censitaire (donc quinquennale), le nombre d'entrées internationales survivantes observé en 1991-1996 est maintenu constant tout au long de la période de prévision. Pour que cette hypothèse de *constance du niveau de 1991-1996* puisse se réaliser dès 1996-2001, il faudrait que le nombre annuel d'immigrants reçus au Québec augmente très fortement au cours des prochaines

années, car avec le niveau actuel de 27 000 immigrants reçus et avec un taux de rétention de ces immigrants de l'ordre de 65 % (estimé pour 1991-1996 en comparant le nombre d'immigrants arrivés en 1991-1996, soit 191 000, avec le nombre d'entre eux qui ont été recensés en 1996, soit 124 000), nous serons loin de pouvoir retrouver la moyenne annuelle de 28 000 entrées survivantes observée en 1991-1996 (comme en 1986-1991, d'ailleurs) si la situation actuelle (celle des années 1996-1998) se maintient.

- MII : plutôt que de maintenir constant le niveau d'immigration internationale observé au Québec en 1991-1996, ce qui – comme on vient de le voir – est peu probable, on peut supposer que la baisse enregistrée entre 1991-1996 et 1996-1998 se poursuivra, mais à un rythme moindre, au cours de la période 2001-2006. Plus précisément, nous supposons que le niveau actuel (celui de 27 000 immigrants reçus observé en 1998) sera représentatif pour toute la période 1996-2001 (ce qui implique, en tenant compte des Canadiens de retour et des résidents non permanents, une baisse de 27 % par rapport au nombre d'entrées internationales survivantes observé en 1991-1996), et que, pour la période 2001-2006, le niveau annuel d'immigrants reçus diminue encore, jusqu'à 22 000 (ce qui implique que, pour cette période, nous réduisons de 38 % le nombre d'entrées survivantes de 1991-1996), après quoi il demeurerait constant à ce bas niveau pour le reste de la période de prévision. Cette hypothèse de *poursuite de la baisse* ne vaudrait cependant que pour le Québec, car pour le reste du Canada, rien n'indique une telle évolution. Pour cette dernière région, nous supposons donc le maintien du nombre d'entrées internationales survivantes observé en 1991-1996, ce qui implique que la baisse du pourcentage d'immigrants reçus par le Québec dans le total canadien se poursuive.

- MI2 : l'hypothèse précédente d'une poursuite de la baisse du nombre d'immigrants reçus au Québec, et ce jusqu'à un niveau annuel de 22 000, est plutôt pessimiste. En effet, le nombre actuel d'immigrants reçus (27 000), bien que nettement inférieur à celui observé au début des années 1990 (plus de 50 000), est fort proche de la moyenne annuelle sur longue période. L'hypothèse MI2 supposera donc que le niveau actuel (celui de 1998) non seulement sera représentatif de l'ensemble de la période 1996-2001, mais sera également valable pour les périodes suivantes, ce qui implique que, pour 1996-2001 et pour toutes les périodes quinquennales suivantes, le nombre d'entrées internationales survivantes observé en 1991-1996 est réduit de 27 %. Cette hypothèse de *constance du niveau de 1998* ne vaut cependant que pour le Québec : comme précédemment, nous supposons, tout comme dans l'hypothèse précédente, que le reste du Canada continuera à connaître, en moyenne annuelle, les mêmes niveaux que ceux observés en 1991-1996.

- MI3 : comme l'expérience (y compris la nôtre ...) démontre que, dans le choix des hypothèses d'évolution future de l'immigration internationale, on a très souvent tendance à se laisser influencer par l'évolution la plus récente, il paraît opportun de se ménager des ouvertures vers un renversement de tendance. Encore faut-il préciser jusqu'où peut aller ce renversement. Notre hypothèse MI3 considère une *faible remontée de l'immigration*, jusqu'à un niveau annuel de 32 000 immigrants reçus, et ce à partir de 2001 seulement. Cela implique que, pour 1996-2001, nous réduisons, comme dans les hypothèses MI1 et MI2, de 27 % (par rapport à 1991-1996) le nombre d'entrées internationales survivantes, mais qu'à partir de 2001-2006 et pour toutes les périodes suivantes, cette réduction (toujours par rapport à 1991-1996) n'est plus que de 16 %. Encore une fois, pour le reste du Canada, le niveau d'immigration de 1991-1996 est supposé demeurer constant.

- MI4 : puisque cette augmentation (après 2001) de 27 000 à 32 000 immigrants reçus annuellement peut paraître faible, nous avons introduit une hypothèse de *forte remontée de l'immigration*, qui consiste à supposer que le nombre annuel d'immigrants reçus se situerait en moyenne à 37 000 à partir de 2001. Cela implique que, pour 1996-2001, comme pour les hypothèses MI1, MI2 et MI3, nous réduisons de 27 % (par rapport à 1991-1996) le nombre d'entrées internationales survivantes, mais qu'à partir de 2001-2006 et pour toutes les périodes suivantes, cette réduction (toujours par rapport à 1991-1996) n'est plus que de 5 %. Ici également, nous supposons que, pour le reste du Canada, le niveau d'immigration de 1991-1996 demeure constant tout au long de la période de prévision.

- MI5 : sans pouvoir imaginer que l'on puisse retrouver le nombre exceptionnellement élevé d'immigrants reçus au cours des années 1991 et 1992 (aux alentours de 50 000), on pourrait cependant prendre en considération l'hypothèse selon laquelle une situation proche de celle observée au cours de la période quinquennale 1989-1993 (années civiles), soit 44 000 immigrants reçus en moyenne par an, puisse se reproduire. C'est pourquoi nous avons introduit une dernière hypothèse, dite de *très forte remontée de l'immigration*, selon laquelle on retrouverait, dès 2001-2006, un niveau proche de celui observé au cours de la période de forte immigration des années 1989-1993, soit quelque 42 000 immigrants reçus par an. Cela implique que, tout comme pour les quatre hypothèses précédentes, pour la période 1996-2001, nous réduisons de 27 % (par rapport à 1991-1996) le nombre d'entrées internationales survivantes, mais que, pour 2001-2006 et les périodes ultérieures, le nombre d'entrées survivantes soit augmenté de 6 % par rapport à 1991-1996. Pour le reste du Canada, le niveau d'immigration de 1991-1996 sera ici également considéré constant tout au long de la période de prévision.

6. La mobilité linguistique

Même si, comme nous l'avons souligné à plusieurs reprises (et comme d'ailleurs le confirment les travaux de Girard, 1992 et de Robitaille *et alii*, 1992), la mobilité linguistique en termes de « langue d'usage à la maison » ne joue qu'un rôle secondaire dans l'évolution de la structure démolinquistique de la société québécoise, nous avons cependant multiplié le nombre d'hypothèses pour cette composante, car il était important de vérifier la robustesse de nos résultats par rapport au comportement linguistique supposé prévaloir dans l'avenir. L'estimation des probabilités de passage d'une langue à une autre étant particulièrement fragile, elle ouvre la voie à des interprétations facilement subjectives. Aussi, afin d'éviter que ne soient remis en cause nos résultats sous prétexte d'une mauvaise estimation du comportement démolinquistique présent et futur, nous avons non seulement multiplié le nombre d'hypothèses, mais nous les avons systématiquement – et parfois outrancièrement – biaisées en faveur du français.

Outre l'hypothèse de mobilité linguistique nulle (MLo), introduite dans le cadre d'une analyse d'impact, nous avons envisagé cinq hypothèses de mobilité linguistique. Avant d'explicitier les taux de mobilité retenus (par âge, groupe linguistique et région), il importe d'essayer de dégager la structure fondamentale de ce que pourrait être – à court et moyen terme – le comportement linguistique de la population québécoise.

Une première caractéristique sur laquelle la plupart des études s'entendent, et que notre brève analyse du profil par âge des transferts « durée de vie » dans le chapitre précédent semble confirmer, est que la mobilité linguistique n'est guère significative avant 20 ans. Les rares transferts déclarés pour ces âges jeunes peuvent difficilement être considérés comme définitifs, car, dans la majorité des cas, ils sont liés à la

langue utilisée à l'école, langue qui, dans la plupart des cas, est la langue « obligatoire ». Le contexte vécu à la sortie de l'école, dans le milieu de travail et au sein du ménage (selon qu'il y a endogamie ou exogamie) est beaucoup plus déterminant, car il jouera éventuellement un rôle de « fixation ». C'est pourquoi nous supposons qu'il n'y a pas de mobilité linguistique avant 20 ans. De même, nous supposons qu'il n'y en a pas après 40 ans, ce que les études sur les transferts « durée de vie » (Termote et Gauvreau, 1988, pp. 138-142), tout comme d'ailleurs la brève analyse du chapitre précédent, font clairement apparaître : plus on avance en âge, plus il est difficile de changer de langue d'usage.

Une deuxième caractéristique de nos hypothèses de mobilité linguistique réside dans le fait qu'elles sont basées sur le postulat selon lequel aucun transfert ne se fait vers les langues « autres ». Cette hypothèse n'est sans doute pas réaliste, mais le nombre de transferts « durée de vie » de ce type est tellement faible qu'il est fort probable qu'il n'y en ait que quelques centaines par période quinquennale pour l'ensemble du Québec.

La troisième caractéristique de nos hypothèses est que la propension des francophones à changer de langue d'usage à la maison est très faible. En 1991, parmi les membres du groupe de langue maternelle française résidant dans l'Île-de-Montréal (région la plus susceptible de connaître de tels transferts), 3,7 % avaient effectué un transfert « durée de vie », et ce pourcentage était exactement le même en 1996 (le tiers de ces transferts étant d'ailleurs partiels, c'est-à-dire vers des langues multiples). Nous avons supposé que, dorénavant, ils seront encore moins enclins à abandonner leur langue, et nous leur avons attribué des taux de mobilité linguistique qui impliquent, sur le plan de la durée de vie, un total de 2,7 transferts par 100 personnes, une réduction du tiers par rapport à la réalité observée en 1991 et 1996.

Par contre, toujours dans le souci de maximiser la chance de voir apparaître un impact positif pour le groupe francophone qui soit suffisamment prononcé pour être significatif, nous avons supposé des taux de passage du groupe anglais vers le français qui impliquent 13,5 transferts, soit un tiers de plus que ce que l'on a pu observer en 1996 (voir les résultats du tableau 12, qui indiquent, après répartition des langues multiples, quelque 10 transferts de l'anglais vers le français pour 100 membres du groupe de langue maternelle anglaise).

Pour établir les probabilités de passage au français et à l'anglais parmi les membres du groupe « autre », il nous faut d'abord faire une hypothèse sur le moment auquel ont lieu les transferts « durée de vie » déclarés lors d'un recensement. Une personne de langue maternelle autre qui a immigré au Québec et qui déclare, au recensement, une langue d'usage différente de sa langue maternelle peut avoir effectué ce transfert aussi bien avant son arrivée qu'après. Comme l'âge moyen d'un immigrant est relativement élevé (autour de la trentaine), il est probable que peu feront encore un transfert au cours de leur vie (la quasi-totalité des transferts ayant lieu avant 40 ans, surtout entre 20 et 30 ans). Lors de prévisions précédentes (Termote, 1994), nous avons supposé que la moitié des transferts de ce groupe avaient eu lieu au Québec après l'arrivée des immigrants, ce qui était sans doute déjà une forte surestimation de la rapidité du processus d'assimilation linguistique. Cette fois et, à nouveau, pour donner au groupe francophone le maximum de chances de faire des gains importants grâce à la mobilité linguistique des « allophones », nous avons supposé que 80 % des transferts avaient lieu au Québec (ce qui, bien sûr, est également à l'avantage du groupe anglophone)

Encore faut-il répartir ces transferts entre ceux destinés au groupe français et ceux destinés au groupe anglais. On sait que, sur le plan de la « durée de vie », la majorité (selon le recensement de 1996, quelque 64 % pour l'ensemble du Québec et 69 %

pour l'Île-de-Montréal) des transferts ont eu lieu vers l'anglais (après répartition des déclarations de langues multiples). Mais on sait aussi que, grâce en partie à la législation linguistique en vigueur depuis 20 ans, la force d'attraction du français par rapport à celle de l'anglais a augmenté, du moins parmi les jeunes immigrants récents. En fait, pour pouvoir évaluer les conditions dans lesquelles peut se modifier la force d'attraction relative d'une langue, il nous faut voir la structure de la population concernée. Nous distinguerons, au sein du groupe de langue maternelle « autre », quatre sous-groupes : les autochtones (Amérindiens et Inuit), les natifs autres qu'autochtones, les immigrants d'avant 1982 et les immigrants plus récents.

Les autochtones (Amérindiens et Inuit) de langue maternelle « autre » constituent un bloc non négligeable (quelque 10 % du total des allophones) et leur propension à effectuer un transfert vers le français est plutôt faible et le restera sans doute encore longtemps. Les natifs dont la langue maternelle n'est ni le français, ni l'anglais, ni une langue autochtone, constituent un second groupe, dont le poids dans le total des allophones (environ le tiers) est important. Comme le montraient les résultats de notre étude antérieure (Termote, 1996, tableau 10), en 1991, les membres de ce sous-groupe avaient très majoritairement choisi l'anglais : le rapport était presque de 1 à 4 (10 % avaient adopté le français, 40 % l'anglais). La force d'attraction de l'anglais parmi les jeunes natifs était particulièrement impressionnante : au sein du groupe des 15-24 ans, près de 40 % avaient choisi l'anglais et à peine 6 % le français, et, parmi les 25-29 ans, plus de 55 % avaient préféré l'anglais, contre à peine 7 % le français. Même parmi les enfants de moins de 15 ans (c'est-à-dire nés après la promulgation de la loi 101), le rapport entre le nombre de transferts effectués vers le français et ceux réalisés vers l'anglais était de 1 à 2, soit à peu près le même que celui observé pour l'ensemble des membres du groupe de langue maternelle « autre » (toutes catégories confondues).

La situation ne semble guère avoir évolué entre 1991 et 1996. Nous ne disposons malheureusement pas d'exactly la même information pour 1996, dans la mesure où nos données de 1996 comprennent la population de langue maternelle autochtone, alors que, dans les données de 1991 que nous venons d'examiner, ce sous-groupe était exclu. Comme l'a amplement démontré l'analyse des tableaux 7 à 9 (qui présentent les résultats pour chacune des trois régions du Québec) dans le chapitre précédent, les personnes de langue maternelle autre nées au Canada et résidant au Québec préfèrent toujours (sauf en dehors de la région métropolitaine), dans une très large mesure, effectuer un transfert vers l'anglais lorsqu'elles font un transfert, cette préférence étant particulièrement forte parmi les jeunes adultes. Pour l'ensemble du Québec, en 1996, le rapport est de 1 à 3 (10 % contre 29 %) lorsqu'il s'agit de l'ensemble des âges, de 1 à 2 (8 % contre 15 %) pour les 0-14 ans, de 1 à 2 également pour les 15-24 ans (11 % contre 26 %), de 1 à 5 (8 % contre 40 %) pour les 25-29 ans, de 1 à 5 encore pour les 30-34 ans (9 % contre 45 %), pour diminuer progressivement jusqu'à un rapport de 1 à 3 aux âges suivants. Dans ces conditions, il ne semble guère réaliste de compter sur les membres de ce sous-groupe pour augmenter de façon significative la propension de l'ensemble du groupe de langue maternelle autre à devenir francophone, surtout lorsqu'on tient compte du fait que, même parmi ces personnes nées au Canada et résidant au Québec, à peine 38 % ont effectué un transfert complet, la majorité préférant tout simplement garder leur langue maternelle (dans le reste du Canada, le pourcentage correspondant est de 57 %).

Le troisième sous-groupe est celui des immigrants de langue maternelle « autre » arrivés avant que la loi 101 ne commence à exercer ses premiers effets. Nous avons choisi 1982 comme année de référence, entre autres raisons parce que les données censitaires de 1996 par période d'immigration distinguent les immigrants selon qu'ils sont arrivés avant ou après 1982. Le tableau 15 présente la répartition de ces

immigrants selon la langue d'usage à la maison en 1996, par groupe quinquennal d'âge, et ce tant pour l'ensemble du Québec que pour l'Île-de-Montréal, où est concentrée la très grande majorité de ces immigrants. Ce tableau ne concerne que la population âgée de 15 ans et plus (en 1996), puisque – par définition – les personnes recensées en 1996 aux âges de 0-14 ans ne pouvaient avoir immigré avant 1982.

Les chiffres de ce tableau confirment les résultats obtenus dans des études antérieures (voir, entre autres, Termote, 1996, graphique 1), selon lesquels les immigrants « anciens » préfèrent d'une manière générale l'anglais au français lorsqu'ils font un transfert : dans l'ensemble du Québec, 14 % ont choisi le français contre 22 % l'anglais et, dans l'Île-de-Montréal, ces pourcentages sont de 10 % et 22 % respectivement (ce qui démontre, une fois de plus, que les immigrants qui s'installent en dehors de Montréal sont beaucoup plus enclins à choisir le français s'ils ne l'ont pas déjà adopté avant d'arriver au Québec).

Ce tableau permet également de saisir l'importance qu'a exercée la loi 101, obligeant les enfants de la plupart des immigrants à s'inscrire dans le réseau scolaire francophone : contrairement à ce qui se manifeste pour les autres groupes d'âge, les âges jeunes (les 15-29 ans) présentent des taux de transfert vers le français supérieurs à ceux observés vers l'anglais, ce qui n'était pas le cas antérieurement. Un grand nombre de ces jeunes (et certainement ceux âgés de 15 à 19 ans) ont connu l'application de la loi 101. Dans l'Île-de-Montréal, par contre, ce renversement dans les comportements des jeunes est moins net : les écarts en faveur du français sont beaucoup moins prononcés et, dès le groupe des 25-29 ans, l'anglais reprend le dessus.

On peut donc espérer qu'avec le vieillissement de cette population d'immigrants arrivés avant 1982, la part des transferts vers le français augmentera. Il ne faut

cependant pas surestimer l'impact de ce vieillissement sur les transferts. D'abord, parce que ces transferts sont peu nombreux. Comme le montre le tableau 15, moins de la moitié de ces anciens immigrants ont effectué un transfert (à peine 40 % dans l'Île-de-Montréal) et, pour l'ensemble du Québec, le total des transferts vers le français parmi les 15-29 ans (les âges où le français prédomine) est de moins de 14 000. Même si tous ces transferts avaient été effectués au Québec après l'arrivée de ces immigrants et même si ces 15-29 ans étaient tous arrivés en 1981, cela ne ferait encore qu'un gain de quelques centaines d'unités par an pour le groupe francophone.

Cela montre bien que le problème pour le groupe francophone n'est pas seulement que trop peu de transferts se font vers le français, mais aussi que, au départ, très peu d'immigrants effectuent un transfert. Comme nous l'avons déjà signalé, au Québec, un peu moins de 36 % des immigrants d'avant 1982 avaient, en 1996, déclaré avoir effectué un transfert complet vers l'une ou l'autre des deux langues officielles; dans le reste du Canada, ce pourcentage s'élève à 50 %. Le contexte québécois semble favoriser, parmi les immigrants, même de longue date, le maintien de la langue maternelle, ou encore, ne semble pas favoriser l'adoption de la langue de la majorité. Alors que, dans le reste du Canada, 50 % des immigrants de langue maternelle « autre » arrivés avant 1982 avaient choisi l'anglais comme langue d'usage à la maison, au Québec, seulement 14 % de ces immigrants avaient choisi le français, et seulement 10 % parmi ceux établis dans l'Île-de-Montréal. Une grande partie de la problématique démolinguistique du Québec se retrouve dans ces chiffres.

Puisque, parmi les immigrants ayant séjourné au moins 14 ans au pays, moins de 36 % avaient effectué un transfert complet en 1996, on peut aisément s'imaginer que ce pourcentage est encore plus faible parmi les immigrants récents. Comme nous avons pu le voir précédemment (chapitre I, tableau 11), 17 % des immigrants arrivés

en 1986-1991 avaient déclaré, en 1991, avoir effectué un transfert complet et, parmi ces mêmes immigrants, un peu plus de 19 % en avaient réalisé un en 1996, soit 2 % de transferts de plus pour cinq ans de séjour additionnels. En 1996, quelque 16 % des immigrants de 1992-1996 avaient réalisé un transfert, soit à peu près le même pourcentage que celui enregistré en 1991 parmi les immigrants récents.

Après les autochtones, après les personnes nées au Canada, après les immigrants anciens, il nous reste à examiner un quatrième sous-groupe au sein de la population de langue maternelle « autre », à savoir celui des immigrants récents. Ce quatrième sous-groupe est le seul pour lequel la force d'attraction du français est nettement supérieure à celle de l'anglais. Alors que, pour les immigrants de langue maternelle « autre » établis au Québec et arrivés avant 1982, quelque 14 % avaient déclaré, en 1996, avoir choisi le français et 22 % l'anglais, parmi ceux arrivés en 1982-1986, ces pourcentages s'élèvent respectivement à 17 % et 8 %, parmi ceux arrivés en 1987-1991, à 14 % et 7 % et, parmi ceux arrivés en 1992-1996, à 11 % et 6 %. La baisse du pourcentage de transferts est bien sûr normale, car la durée de séjour est moins longue.

Un net renversement en faveur du français s'est donc manifesté depuis 1982 parmi les immigrants de langue maternelle « autre ». Pour pouvoir dégager la signification de ce changement et sa portée en matière de prévision, nous analyserons un peu plus en détail la situation des immigrants arrivés en 1992-1996 et recensés en 1996 dans l'Île-de-Montréal (où est concentrée la vaste majorité de ces immigrants). Les chiffres du tableau 11 (voir chapitre I) montrent qu'en 1996, à tous les âges (sauf un), le nombre de transferts complets vers le français dépasse le nombre de transferts complets réalisés vers l'anglais, le rapport étant, dans l'ensemble, presque du simple au double en faveur du français, et même du simple au triple dans certains cas. Tout comme en 1991, les trois quarts de ces immigrants récents avaient cependant gardé

leur langue maternelle « autre », ce qui est certes normal étant donné la courte durée de séjour, mais ce qui implique aussi que le nombre absolu de transferts vers le français est très faible : pour l'ensemble des immigrants de la période 1992-1996, ce nombre s'élève à un peu plus de 7 000.

Comme la durée de séjour des quelque 7 000 personnes ayant effectué ce transfert vers le français est très brève (un peu plus de deux ans) et que près de la moitié de ces nouveaux arrivés ont déjà plus de 30 ans, il est peu probable qu'une part importante de ces transferts vers le français ait été effectuée après l'arrivée de ces immigrants. Il semble plus raisonnable de penser que la plupart de ces transferts vers le français sont le fait d'immigrants déjà francisés avant leur établissement au Québec et que, si ces transferts vers le français sont plus nombreux, cela est dû essentiellement à la modification dans la structure de l'immigration (l'immigration récente comportant plus de personnes provenant de pays « latins » ou de pays de la francophonie étendue, il est probable qu'elle comporte aussi plus de personnes déjà francisées).

Si cette interprétation est pertinente, ses implications « politiques » sont considérables. Cela signifierait en effet que la hausse du pourcentage de transferts « durée de vie » vers le français parmi les rares transferts effectués est due fondamentalement à une structure de l'immigration plus favorable aux immigrants de langue maternelle « autre » déjà « francisés » et très peu à une modification du comportement linguistique des immigrants. D'ailleurs, comme nous l'avons déjà souligné, une telle modification du comportement ne peut se faire que lentement et porter sur de très petits nombres.

Une deuxième implication, sur le plan prévisionnel cette fois, est que, même si le pourcentage de transferts vers le français a augmenté parmi les immigrants récents,

on ne peut guère en inférer pour l'avenir une hausse substantielle des probabilités de transfert vers le français, puisque cette augmentation des transferts « durée de vie » serait le fait d'immigrants déjà francisés.

D'ailleurs, même si l'on supposait que la moitié des transferts « durée de vie » effectués vers le français parmi les immigrants de langue maternelle « autre » arrivés en 1992-1996 ont été réalisés après l'arrivée de ces immigrants, cela ne donnerait, pour l'estimation des probabilités de passage vers le français au cours de cette période censitaire, que des pourcentages (et donc des nombres) extrêmement faibles, même s'ils sont deux fois supérieurs à ceux estimés pour les passages vers l'anglais.

Dans ces conditions, il semble difficile de soutenir que la moitié des transferts de l'ensemble du groupe des personnes de langue maternelle « autre » se font ou se feront vers le français, en se fondant sur le fait qu'en 1996, parmi les immigrants arrivés en 1992-1996, la majorité (les deux tiers) des 14 000 (dont 11 000 dans l'Île-de-Montréal) transferts complets « durée de vie » ont été effectués vers le français, dont sans doute seulement quelques centaines ont été réalisés après l'arrivée de ces immigrants. On ne peut extrapoler le comportement de quelques milliers d'immigrants récents à tout un groupe (celui des personnes de langue maternelle autre) qui en comporte près de 700 000.

En effet, il ne faut pas oublier le poids respectif des divers sous-groupes. Récapitulons la situation. En 1996, pour l'ensemble des personnes de langue maternelle unique « autre » du Québec, parmi les 216 000 non-immigrants (33 % du total), 38 % avaient effectué un transfert complet et seulement 25 % de ceux-ci l'avaient fait vers le français; parmi les 232 000 immigrants arrivés avant 1982 (35 % du total), 36 % avaient réalisé un transfert complet et seulement 40 % de ceux-ci l'avaient fait vers le français; parmi les 43 000 immigrants arrivés en 1982-

1986 (7 % du total), 25 % avaient effectué un transfert et 68 % d'entre eux l'avaient fait vers le français; parmi les 80 000 immigrants arrivés en 1987-1991 (12 % du total), 21 % avaient effectué un transfert complet et 67 % l'avaient fait vers le français; enfin, parmi les 86 mille immigrants arrivés en 1992-1996 (13 % du total), 17 % avaient réalisé un transfert complet, et 67 % l'avaient été vers le français. On remarquera la constance du pourcentage de transferts effectués vers le français parmi les immigrants arrivés depuis 1982 : les deux tiers, quelle que soit la période d'immigration et, donc, quelle que soit la durée de séjour. Si on regroupe les non-immigrants et les immigrants d'avant 1982, qui ont apparemment plus ou moins le même comportement, on obtient un groupe qui représente 68 % du total, dans lequel 37 % avaient effectué un transfert complet, dont 32 % vers le français. Parmi l'ensemble des immigrants arrivés depuis 1982 (32 % du total), 20 % avaient réalisé un transfert complet et les deux tiers de ceux-ci l'avaient effectué vers le français. Avec de telles proportions, on est loin de l'égalité dans la force d'attraction de l'anglais et du français.

C'est cependant en toute connaissance de cause que nous ferons cette hypothèse d'égalité entre la force d'attraction des deux langues pour l'ensemble du groupe de langue maternelle autre, même si, à court et moyen terme, cette hypothèse est peu vraisemblable, voire irréaliste. Nous avons malgré tout fait cette hypothèse pour maximiser la chance de voir apparaître un facteur favorable à l'évolution future du groupe francophone. Le tableau 16 présente les taux de transfert que nous avons utilisés pour chaque groupe linguistique et pour chacun des groupes quinquennaux d'âge entre 20 et 39 ans (comme précédemment, les âges sont des âges révolus en fin de période) et cela, pour chacune des régions du Québec (partie A du tableau), en supposant que les taux sont les mêmes pour toutes les régions du Québec (ce qui favorise sans nul doute le groupe francophone de l'Île-de-Montréal); les taux utilisés pour « le reste du Canada » sont présentés dans la partie B du tableau. Pour le

Québec, ces taux impliquent 2,7 transferts « durée de vie » pour 100 membres du groupe de langue maternelle française, 13,5 transferts « durée de vie » pour 100 membres du groupe de langue maternelle anglaise et 27 transferts pour ceux 100 personnes du groupe « autre » (13,5 vers le français et 13,5 vers l'anglais). Il importe de souligner que – par définition – tous ces transferts sont supposés se réaliser au Québec, alors qu'il est évident que, pour les immigrants (les deux tiers du total), seule une partie (sans doute très faible) des transferts ont été effectués après leur arrivée au pays. Nous avons donc indûment multiplié le nombre de transferts réalisés au Québec, pour encore une fois maximiser les chances de voir le groupe francophone faire des gains significatifs grâce à la mobilité linguistique. Puisque ces divers taux surestiment nettement la force d'attraction du français et le nombre de transferts réalisés au Québec, au moins pour le court et le moyen terme, nous les avons maintenus constants tout au long de la période de prévision. Cette *hypothèse de mobilité linguistique élevée et constante* est la première des cinq hypothèses de mobilité linguistique utilisées dans nos prévisions (hypothèse ML1).

Non content d'avoir ainsi introduit une multiplicité de biais en faveur du groupe francophone, particulièrement celui de l'Île-de-Montréal, nous avons cependant voulu aller jusqu'au bout de l'argumentation qui vise à attribuer à ce groupe le maximum de chances de regagner, par la mobilité linguistique, ce qu'il perd par ailleurs. Aussi avons-nous supposé, dans une seconde hypothèse (appelée ML2), que les taux du tableau 16 (partie A), même s'ils surestiment fortement la force d'attraction actuelle du français au Québec, vont évoluer de manière à encore accroître cette force d'attraction.

Plus précisément, nous avons supposé que, progressivement, les taux de passage du groupe « autre » vers le français vont augmenter (dès 1996-2001), de façon à ce que, dans un quart de siècle, ce dernier devienne aussi attractif pour l'ensemble des

allophones du Québec que l'anglais l'est actuellement pour les allophones du reste du Canada. Cette hypothèse implique également que le nombre de transferts « durée de vie » (55,3 au total pour 100 personnes, dont 41,7 – soit 75 % – transferts vers le français) effectués par les membres du groupe « autre » du Québec sera alors relativement proche de celui actuellement observé parmi les membres de ce groupe résidant dans le reste du Canada. Le tableau 17 explicite les taux de transfert utilisés dans le cadre de cette *hypothèse de mobilité linguistique élevée et croissante*.

La fragilité de toute estimation de la mobilité linguistique par période rend évidemment très facile la remise en cause des hypothèses basées sur une telle estimation. C'est pourquoi, outre les deux hypothèses précédentes, pourtant déjà très favorables au groupe francophone, nous avons introduit une nouvelle hypothèse (appelée ML3), encore plus favorable à ce groupe, en supposant que, dès 1996-2001, les enfants du groupe de langue maternelle « autre » âgés de 10-14 ans (âges révolus en fin de période) auront pour les trois quarts réalisé un transfert linguistique et cela, dans une proportion de deux transferts vers le français pour un transfert vers l'anglais. Après cet âge, les rares personnes de langue maternelle « autre » qui n'ont pas encore effectué un transfert sont soumises à des taux de transfert relativement faibles (2 % dans les deux cas). Les taux de transfert des membres des autres groupes linguistiques sont supposés identiques à ceux de l'hypothèse ML1, et tous les taux sont supposés constants. Le tableau 18 explicite les taux de transfert utilisés dans le cadre de cette *hypothèse de surmobilité immédiate vers le français*.

Une telle hypothèse revient à attribuer, dès 1996, à l'ensemble de la population de langue maternelle « autre », le comportement que l'on peut espérer observer parmi les enfants de la seconde génération d'immigrants. Elle implique cependant que le nombre de transferts « durée de vie » par 100 personnes de langue maternelle « autre » s'élèverait à 80, dont 53 vers le français et 27 vers l'anglais (les 20 « non-

transferts » restants correspondent à des personnes qui ont donc gardé leur langue maternelle). Il est à noter que, dans le reste du Canada, au lieu de 80 transferts « durée de vie » pour 100 personnes de langue maternelle « autre », on observe 55 transferts.

Comme une telle surmobilité linguistique de la part des allophones du Québec est totalement irréaliste (c'est plutôt l'inverse qui prévaut), nous en avons tempéré quelque peu le caractère extrême en introduisant une quatrième hypothèse de mobilité linguistique (ML4), selon laquelle les taux de mobilité des 10-14 ans sont, dans chaque région du Québec, réduits de moitié par rapport aux taux utilisés dans l'hypothèse précédente, tous les autres taux restant identiques. Cette nouvelle *hypothèse de mobilité linguistique immédiate vers le français* implique un total de 53 transferts « durée de vie » pour 100 personnes de langue maternelle « autre », soit 32 vers le français et 21 vers l'anglais.

L'hypothèse ML3 cumulait une très forte mobilité linguistique immédiate avec une nette prédominance du français sur l'anglais. Comme une telle prédominance est totalement irréaliste à court terme (dès 1996), on pourrait se demander ce qui arriverait si le français et l'anglais exerçaient la même attraction, tout en supposant toujours une très forte mobilité immédiate de la part des allophones. En fait, pour obtenir un nombre de transferts « durée de vie » vers le français relativement proche de celui supposé dans l'hypothèse ML3, nous avons encore augmenté la mobilité linguistique de ces derniers, de telle sorte que le nombre total de transferts « durée de vie » des allophones s'élève maintenant à 91 pour 100 personnes (46 vers le français et 45 vers l'anglais). En même temps, nous avons encore réduit (de 2,7 à 2,3 transferts « durée de vie » par 100 personnes) les probabilités qu'un francophone fasse un transfert vers l'anglais et augmenté les probabilités (de 13,5 à 18,5 transferts « durée de vie » par 100 personnes) qu'un anglophone effectue un transfert

vers le français. Les probabilités par âge qui constituent cette *hypothèse de surmobilité linguistique immédiate sans prédominance du français* auprès des allophones (hypothèse ML5) sont présentées dans le tableau 19.

L'intérêt des hypothèses ML3, ML4 et ML5 réside bien entendu dans la signification qu'elles peuvent avoir dans le cadre d'une analyse d'impact. Il serait pour le moins discutable de les considérer comme des hypothèses prévisionnelles, car il est difficilement concevable que la population de langue maternelle « autre » du Québec fasse preuve dans son ensemble, subitement et dès 1996, d'une mobilité linguistique beaucoup plus intense (hypothèses ML3 et ML5) ou aussi forte (hypothèse ML4) que celle observée parmi cette même population résidant dans le reste du Canada, tout comme il n'est guère pensable que l'attraction du français parmi l'ensemble des membres du groupe de langue maternelle « autre » soit devenue au Québec subitement (dès 1996) aussi forte que celle de l'anglais parmi leurs homologues résidant en dehors du Québec.

Avec ces six hypothèses de mobilité linguistique (ML1 à ML5, plus l'hypothèse MLo de mobilité nulle), les deux hypothèses de mortalité (D0 et D1), les cinq hypothèses de fécondité (F0 à F4), les deux hypothèses de migration interprovinciale (MP0 et MP1), les deux hypothèses de migration intraprovinciale (MR0 et MR1) et les sept hypothèses d'immigration internationale (MI0 à MI5, plus l'hypothèse MIo d'immigration nulle), il y a un grand nombre de scénarios possibles. Au total, nous pourrions élaborer 1 680 scénarios ! Il est évident que, parmi ceux-ci, nous n'avons retenu que les scénarios les plus plausibles du point de vue prévisionnel et les scénarios les plus significatifs sur le plan de l'analyse d'impact. Ce choix est nécessairement une question de jugement. Il n'est de toute évidence pas exclu que des scénarios intéressants aient pu être négligés. Étant donné la remarquable convergence des résultats obtenus avec les scénarios que nous avons choisis, il serait

cependant surprenant que les conclusions majeures auxquelles nous avons abouti soient remises en cause à la suite de la prise en considération d'un scénario supplémentaire.

Il serait vain d'attendre d'une prévision une exactitude à l'unité ou à la décimale près. Toute comparaison entre les résultats de la prévision et la « réalité observée » est d'ailleurs sujette à caution et cela, pour au moins quatre raisons. D'abord, parce que les chiffres de population obtenus par un recensement sont eux-mêmes des estimations. Ensuite, parce que les effectifs recensés sont soumis à un sous-dénombrement dont l'intensité varie fortement d'un recensement à l'autre et d'un sous-groupe de population à l'autre. En outre, parce que la prévision ne peut se faire que pour la population non institutionnelle (puisque la langue d'usage n'est pas connue pour la population institutionnelle, c'est-à-dire celle vivant dans les hôpitaux, les prisons, etc., qui représente 1,3 % de la population totale), et que toute extrapolation à la population totale est une source de biais. Et enfin, parce qu'il faut se garder des comparaisons à court terme : un scénario peut être invalidé par la réalité observée pour la première période de prévision et être conforme à celle observée pour la période suivante (il est rare cependant que l'on attende dix ans pour juger de la pertinence d'un scénario : le plus souvent, la valeur d'une prévision est évaluée à partir de sa capacité à prévoir le futur immédiat, même si cette prévision est supposée exprimer l'évolution sur une période plus étendue). Il faut accepter qu'une prévision démographique ne peut que dégager les tendances fondamentales de l'évolution future d'une société. Les divers scénarios retenus devraient nous permettre de saisir ces tendances.

Au total, nous avons retenu 20 scénarios prévisionnels, dont certains permettent également une analyse d'impact. Ces scénarios sont construits à partir d'un scénario dit « de base », qui reprend le comportement de fécondité et de mortalité ainsi que le

niveau d'immigration internationale estimés pour 1998, le comportement migratoire interne de 1991-1996 (dernière période connue) et l'hypothèse d'une mobilité linguistique élevée en faveur du français, mais constante. Ce scénario de base a d'abord été modifié pour tenir compte des divers niveaux et évolutions de la mobilité linguistique discutés précédemment, ce qui nous a permis de réaliser une analyse approfondie de l'impact de la mobilité linguistique. Au terme de ce processus, nous avons retenu deux hypothèses de mobilité linguistique. Avec ces deux hypothèses, nous avons ensuite progressivement modifié le scénario de base pour pouvoir tenir compte des diverses évolutions possibles de la fécondité et de la migration. Le tableau 20 résume chacun des 20 scénarios examinés, en faisant appel aux sigles adoptés ci-dessus lors de l'analyse des hypothèses.

CHAPITRE III : ANALYSE DES RÉSULTATS POUR LA LANGUE D'USAGE À LA MAISON

Avant d'analyser les résultats obtenus dans le cadre de chacun des 20 scénarios explicités dans le tableau 20, il nous faut justifier le choix de nos hypothèses de mobilité linguistique, qui étaient au nombre de six au départ. On aura en effet remarqué que, dans la liste des scénarios retenus, à une seule exception près, seules les hypothèses de mobilité linguistique constante vers le français (ML1) et de mobilité croissante vers le français (ML2) apparaissent. Les autres hypothèses de mobilité linguistique, qu'il s'agisse des hypothèses MLo (mobilité nulle) ou ML3 à ML5 (forte mobilité immédiate vers le français et surmobilité des allophones), ne peuvent en aucune manière être considérées comme des hypothèses prévisionnelles. Elles ont été introduites dans le cadre d'une analyse d'impact et c'est par ce type d'analyse que nous débiterons, afin de pouvoir dégager quelles pourraient être les conséquences d'une erreur même grossière dans l'estimation des probabilités de passage d'une langue à une autre.

Puisque, dans l'évaluation du rôle de la mobilité linguistique, c'est toujours par rapport au groupe francophone que se fait l'analyse, nous avons adopté – comme critère de base pour l'analyse de l'impact de cette mobilité – l'évolution de l'effectif de ce groupe linguistique et de son pourcentage dans la population totale. Le tableau 21 présente cette double évolution pour chacune des trois régions du Québec. Comme ces effectifs et ces pourcentages ne se modifient que lentement dans le temps, nous ne présentons dans ce tableau, outre les chiffres relatifs à la situation de départ (1996), que les chiffres portant sur les années 2001 et 2021 (terme de la période de prévision). Nous y avons ajouté, à titre purement informatif (car, lorsque l'horizon est aussi lointain, il ne peut s'agir de prévisions) les chiffres auxquels on aboutit en poursuivant les tendances jusqu'en 2041 : il s'agit là d'une manière d'évaluer les conséquences à long terme du comportement présent et prévisible à court et moyen terme.

L'impact de la mobilité linguistique dépend évidemment du contexte démographique dans lequel cette mobilité se manifeste. Nous avons choisi d'effectuer cette analyse

d'impact en recourant au scénario de base, c'est-à-dire celui où le comportement observé en 1991-1996 (dernière période connue) pour la mobilité interne, et en 1998 pour la mortalité, la fécondité et l'immigration internationale, est supposé constant. Les résultats présentés dans le tableau 21 permettent de dégager quatre conclusions.

La première est que, comme nous pouvions le supposer, l'impact de la mobilité linguistique sur l'évolution de la structure linguistique est limité. Une manière de dégager ce faible impact consiste à comparer l'évolution obtenue sans mobilité linguistique avec celle obtenue selon les autres hypothèses de mobilité. On constate ainsi que, si l'on compare les résultats obtenus avec MLo (mobilité nulle) et ceux obtenus avec ML1 (mobilité élevée vers le français et constante), après une période de cinq ans (1996-2001), l'écart dans le pourcentage de francophones dans l'Île-de-Montréal n'est que de 0,4 %, et qu'après 25 ans (2016-2021), il n'est que de 1,4 %. À une exception près, les autres hypothèses de mobilité linguistique n'améliorent guère la situation.

La deuxième conclusion, corollaire de la première, est que, même si nous avons fait des erreurs grossières dans l'estimation des probabilités de passage d'une langue à une autre, cela ne porterait guère à conséquence, du moins à court et moyen terme. Même après 25 ans (en 2021), l'écart maximum (en ce qui concerne la part des francophones de l'Île-de-Montréal) entre les quatre hypothèses centrales (après élimination des hypothèses MLo et ML5 de mobilité nulle et de surmobilité immédiate vers le français) est de 2,6 %. Pour la première période de prévision (1996-2001), l'écart est de 0,3 %.

La troisième conclusion, qui est également un corollaire de la première, est que, quelle que soit l'hypothèse de mobilité linguistique, le pourcentage de francophones baisse, et ce dans toutes les régions : exerçant peu d'impact, la mobilité linguistique ne peut que freiner marginalement la baisse due aux facteurs démographiques. La baisse du poids des francophones est particulièrement rapide dans l'Île-de-Montréal, où les facteurs démographiques défavorables au poids du groupe francophone (sous-fécondité, immigration internationale et étalement urbain) jouent fortement, à tel point que ce groupe risque d'y devenir minoritaire au début des années 2020 (du moins avec le régime

démographique utilisé dans cette analyse d'impact). La seule manière d'obtenir une décroissance minimale du poids du groupe francophone est de supposer une surmobilité immédiate des allophones vers le français en même temps qu'une très forte mobilité immédiate des anglophones vers cette langue (hypothèse ML5). Cette hypothèse totalement irréaliste (voir la section 6 du chapitre II) est la seule qui permette de freiner de façon efficace la décroissance du poids du groupe francophone, ce qui prouve par l'absurde l'inéluctabilité de ce déclin.

La quatrième conclusion, qui n'était pas attendue, concerne les nombres absolus qui sous-tendent les pourcentages. On peut en effet constater que, plus la mobilité linguistique est supposée favorable au groupe francophone, plus l'effectif de la population totale de l'Île-de-Montréal, et donc du groupe francophone de cette région, diminue. Sans mobilité linguistique (ML0), le nombre d'habitants de cette région serait en 2021 supérieur de 30 000 unités à ce qu'il serait avec l'hypothèse extrême ML5. En d'autres termes, le dilemme pour l'Île-de-Montréal semble être que, pour rester plus longtemps majoritairement francophone en tentant d'assimiler plus intensément les allophones, elle doit accepter de voir le nombre de ses habitants diminuer plus vite.

Une telle conclusion (qui ne vaut pas pour les autres régions du Québec) ne devrait en fait pas surprendre. En effet, lorsqu'on suppose des niveaux aussi élevés d'assimilation des allophones au groupe francophone, il faut prendre en considération les autres processus d'assimilation. L'assimilation linguistique est normalement l'expression ultime d'un processus global d'assimilation, qui comporte notamment l'assimilation en matière de comportement démographique. Plus précisément, supposer qu'un nombre important d'allophones (langue maternelle) deviennent francophones (langue d'usage à la maison) implique que ces ex-allophones auront aussi moins d'enfants, car ils vont, outre la langue, également adopter le comportement de sous-fécondité du groupe francophone. Comme l'écart de fécondité entre ces deux groupes est très important dans l'Île-de-Montréal, et négligeable ailleurs, il est normal que cet « effet pervers » des hypothèses de forte mobilité linguistique vers le français ne se manifeste que dans cette région.

Puisque la mobilité linguistique n'exerce qu'un impact marginal sur l'évolution démographique du Québec, du moins à court et moyen terme, nous pourrions, à la limite, choisir pour notre analyse prévisionnelle n'importe quelle hypothèse de mobilité, du moins parmi les hypothèses centrales. Pour ne pas multiplier les scénarios prévisionnels, nous avons (à une exception près) limité à deux les hypothèses de mobilité linguistique, soit les hypothèses ML1 de mobilité élevée mais constante vers le français et ML2 de mobilité élevée et croissante. Même si, comme nous l'avons vu dans la section 6 du chapitre II, toutes deux surestiment fort probablement l'attraction du français, elles sont, du moins, du domaine du possible, ce qui n'est certes pas le cas des autres hypothèses de mobilité linguistique, introduites aux seules fins d'une analyse d'impact.

Ces deux hypothèses de mobilité linguistique ont été appliquées à dix jeux d'hypothèses démographiques, élaborés autour d'un scénario de base, ce qui donne au total 20 scénarios. Huit de ces jeux d'hypothèses consistent à faire varier (par rapport au scénario de base) l'hypothèse relative à une seule composante, les autres demeurant inchangées, ce qui permet, tout en obtenant des scénarios plausibles, voire probables, de dégager l'impact de cette composante sur les résultats. Une des conclusions de cette analyse d'impact est que la fécondité et l'immigration sont les composantes dont l'évolution est – de loin – la plus déterminante pour l'avenir démographique du Québec (sauf pour l'Île-de-Montréal, où l'étalement urbain des francophones et la migration interprovinciale des anglophones jouent également un rôle important). Dans le neuvième jeu d'hypothèses démographiques, nous avons donc fait varier ces deux composantes démographiques à la fois (à savoir la fécondité et l'immigration internationale). Enfin, grâce à un dixième jeu d'hypothèses, nous tenterons de dégager ce que pourraient être les bornes extrêmes de l'évolution du groupe francophone, tout en tenant compte de la situation particulière de l'Île-de-Montréal. Cela équivaut à expliciter, d'une part, ce que serait le scénario le plus défavorable au groupe francophone et, d'autre part, ce que serait le scénario le plus favorable à ce groupe.

Pour chacun des 20 scénarios retenus, nous présentons l'évolution quinquennale prévue de 1996 (année de départ de la prévision) à 2021, ainsi que le résultat pour l'année 2041.

Il est évident que, plus on recule l'horizon temporel, plus la prévision devient fragile. En fait, plus éloigné sera cet horizon, moins il s'agira d'une prévision. Si, à court (cinq ou dix ans) et peut-être à moyen terme (15 à 20 ans), on peut encore parler de prévision, au-delà, il s'agit plutôt de perspectives. Lorsqu'on envisage le long terme (l'horizon 2041 en ce qui nous concerne), il ne s'agit plus de prévisions, ni de perspectives, mais d'analyse d'impact; plus précisément, il s'agit alors de dégager les implications à long terme du comportement que l'on peut prévoir pour le court et moyen terme.

Il ne faut cependant pas oublier que les tendances démographiques sont des tendances lourdes, qui ne se modifient que lentement, et qu'il est donc difficile de renverser. Il y a une très forte inertie dans le système démographique. Il faut que des chocs très puissants et répétés agissent sur des facteurs déterminants pour que des modifications marquées puissent apparaître.

Les résultats sont présentés pour chacune des trois régions du Québec que nous avons analysées, ainsi que pour l'ensemble de la région métropolitaine et l'ensemble du Québec. Nous avons également produit les résultats obtenus pour le reste du Canada et pour le Canada dans son ensemble, à titre de comparaison, et pour pouvoir apprécier l'évolution du poids du Québec au sein de l'ensemble canadien.

Les tableaux 22 à 41 présentent, pour chacune des régions et chacune des années considérées, l'effectif total de la population et la répartition linguistique de cette population. Nous analyserons d'abord les principaux résultats obtenus pour chaque scénario, en les comparant entre eux au besoin, et en dégagerons ensuite une vue d'ensemble, tout en essayant d'évaluer lesquels sont les plus probables.

Le *scénario 1*, dont les résultats sont reproduits dans le tableau 22, est considéré comme le scénario de base, non pas parce qu'il est le plus probable, mais parce qu'il est le plus facile à construire : on y suppose constants tout au long de la période de prévision le comportement de fécondité et le niveau de l'immigration internationale actuellement observés (c'est-à-dire en 1998), ainsi que la migration interprovinciale et intraprovinciale

observée en 1991-1996 (dernière période connue); la mobilité linguistique, estimée pour la période 1991-1996, est également maintenue constante; seule la mortalité est supposée évoluer (tendanciellement à la baisse).

Avec ce scénario, le nombre d'habitants de l'Île-de-Montréal et du Québec en dehors de la région métropolitaine commence à baisser entre 2016 et 2021, alors que, dans le reste de la région métropolitaine, l'effectif de la population augmente tout au long de la période de prévision (mais diminue après, entre 2026 et 2031). Dans chacune des régions, la part des francophones dans la population totale de la région diminue tout au long de la période.

La baisse est rapide dans l'Île-de-Montréal : elle est d'environ 1 % en points de pourcentage pour chaque période quinquennale, de telle sorte que, selon ce scénario, le groupe francophone deviendrait minoritaire dans l'Île-de-Montréal peu après 2021. On remarquera que ce scénario implique un net ralentissement de la baisse du poids du groupe francophone par rapport à ce que l'on avait pu observer entre 1991 et 1996, période au cours de laquelle la baisse avait été de 1,7 % en points de pourcentage. Cette baisse marquée, mais donc ralentie, de la part du groupe francophone bénéficie uniquement aux allophones qui, entre 2006 et 2011, dépasseront en nombre les anglophones et représenteront alors près du quart de la population de l'île.

La baisse du poids du groupe francophone est très faible, voire négligeable, en dehors de l'Île-de-Montréal, de telle sorte que, pour l'ensemble de la région métropolitaine et encore plus pour l'ensemble du Québec, l'érosion de la part de ce groupe dans la population totale est relativement faible : de 69,8 % en 1996 à 67,8 % en 2021 dans le premier cas, de 82,8 % à 81,3 % dans le second.

Évidemment, dès que l'on augmente la mobilité linguistique des allophones vers le français, on constate une baisse moins rapide du poids du groupe francophone. Puisque la majorité des allophones est concentrée dans l'Île-de-Montréal et que leur comportement linguistique est crucial, il est normal d'observer que l'impact d'une mobilité linguistique

croissante vers le français se manifeste surtout dans l'Île-de-Montréal. C'est cet impact que permet d'estimer le *scénario 2*, dont les résultats sont présentés dans le tableau 23. Ce scénario est en tout point identique au scénario 1, sauf que, précisément, la mobilité linguistique vers le français y est supposée croître rapidement tout au long de la période de prévision. Une telle évolution de la mobilité linguistique ne ralentit cependant que faiblement le processus de minorisation du groupe francophone dans l'Île-de-Montréal : sur 15 ans (entre 1996 et 2011), le gain (en points de pourcentage) pour ce dernier groupe n'est que de 0,5 % (en 2011, la part des francophones serait de 52,7 % contre 52,2 %); en 25 ans (entre 1996 et 2021), le gain serait de 1,4 %. En dehors de l'Île-de-Montréal, cette mobilité linguistique croissante vers le français n'exerce qu'un impact marginal sur la structure linguistique : les résultats des scénarios 1 et 2 y sont quasiment les mêmes.

Pour pleinement saisir la signification de ce faible impact de la mobilité, il importe – une fois encore – d'examiner le nombre de transferts linguistiques en cause. Avec cette hypothèse de mobilité linguistique croissante vers le français (hypothèse ML2), nous avons, entre 1991-1996 et 2016-2021, triplé, voire quadruplé (selon les groupes d'âge), la probabilité pour les personnes de langue maternelle « autre » d'adopter le français comme langue d'usage, ce qui fait passer le nombre de transferts réalisés au Québec par les membres de ce groupe à plus de 55 pour 100 membres du groupe, alors qu'en 1996, le nombre de transferts « durée de vie » n'était que de 31 (dont, sans doute, du fait des immigrants, un nombre considérable ont été effectués à l'étranger et pas au Québec), et que le nombre de transferts « durée de vie » pour 100 membres de ce groupe résidant en dehors du Québec n'était que de 41. Nous avons donc supposé une très forte augmentation de la mobilité linguistique réalisée au Québec, et cela à partir d'un niveau de mobilité déjà surestimé, et, malgré cela, l'impact sur la structure linguistique est faible. Un tel résultat démontre à quel point d'autres facteurs dominent.

Parmi ces facteurs, il y a bien sûr la fécondité. L'évolution prévisible de cette dernière affecte de façon marquée l'évolution de l'effectif et du poids des groupes linguistiques. Afin de saisir l'importance de la fécondité, en conjonction avec la mobilité linguistique, nous pouvons analyser les six scénarios suivants, au nombre de trois pour l'hypothèse de

mobilité linguistique élevée mais constante (ML1), et de trois pour l'hypothèse de mobilité linguistique élevée et croissante (ML2).

Contrairement au scénario 1, le *scénario 3*, dont les résultats sont présentés dans le tableau 24, suppose que la fécondité va continuer à décroître au Québec, quoique modérément, de 1,47 enfant par femme en 1998 (considéré représentatif pour l'ensemble de la période 1996-2001) à 1,39 en 2001-2006 et 1,30 en 2006-2011, pour rester stable par la suite. Cela conduirait le Québec à un niveau encore supérieur à celui déjà atteint aujourd'hui par plusieurs pays (comme la Bulgarie, la République tchèque, l'Italie, l'Espagne, la Slovénie et la Russie). Une telle hypothèse n'affecte guère la structure linguistique de la population tant montréalaise que québécoise (ce qui est normal, dans la mesure où nous avons supposé que le comportement de fécondité des groupes linguistiques évoluait de manière similaire), mais elle exerce évidemment un impact significatif sur les effectifs, surtout à moyen et long terme. Comme le montrent les chiffres du tableau 24, une telle baisse de la fécondité ferait en effet débiter cinq à dix ans plus tôt la décroissance du nombre d'habitants de l'Île-de-Montréal (dès 2011 au lieu de 2021) et du Québec en dehors de la région métropolitaine (dès 2016 au lieu de 2021), de telle sorte que l'ensemble du Québec verrait débiter sa décroissance démographique entre 2016 et 2021. Une fois amorcé le déclin, la baisse serait très rapide.

Le *scénario 4* (tableau 25) tient compte de la même évolution de la fécondité que le scénario 3, mais dans le contexte d'une mobilité linguistique croissante vers le français, ce qui permet de freiner la décroissance de la part du groupe français dans la population totale de chaque région du Québec, mais, en même temps, accélère quelque peu la baisse des effectifs de l'Île-de-Montréal (un plus grand nombre de personnes y étant « transférées » du groupe allophone, à fécondité élevée, au groupe francophone, à faible fécondité).

Même s'il n'existe actuellement aucune indication permettant de croire en une remontée à court terme de la fécondité, une telle éventualité n'est cependant pas à exclure. Le *scénario 5*, qui suppose une légère remontée de la fécondité (de 1,47 actuellement à 1,62

en 2001-2006), permet d'évaluer les conséquences démographiques d'un tel renversement de tendance. Comme le montrent les résultats présentés dans le tableau 26, ces conséquences ne sont pas négligeables. La répartition de la population selon le groupe linguistique ne varie évidemment pas (pour cela, il faudrait supposer que la remontée sera plus rapide pour les uns que pour les autres, ou encore qu'il y aura remontée pour les uns et baisse pour les autres; en l'absence d'indications, nous avons jugé préférable de supposer des évolutions similaires). Mais les effectifs, tout naturellement, sont plus élevés, de telle sorte que le début de la décroissance des nombres est reporté après 2021 dans chacune des trois régions du Québec.

En comparant les scénarios 1, 3 et 5, on peut évaluer aisément l'impact qu'exerce l'évolution de la fécondité sur le nombre d'habitants dans chaque région. À l'horizon 2006, la variation dans l'effectif de la population de l'Île-de-Montréal (1 750 000 en 1996) va de 1 765 000 à 1 780 000, selon que l'on suppose une baisse ou une hausse de la fécondité. Si, à court terme, l'effet est donc faible, par contre, à moyen terme (à l'horizon 2021), la différence devient marquée : de 1 752 000 à 1 816 000. En d'autres termes, si la fécondité se maintenait au niveau actuel, et en supposant que le niveau de l'immigration internationale reste également au même niveau qu'actuellement, l'effectif de la population de l'Île-de-Montréal pourrait augmenter quelque peu pendant les deux prochaines décennies (d'environ 30 000 unités en 20 ans), mais, si la fécondité devait poursuivre, même légèrement, sa baisse, le nombre d'habitants de l'île resterait stable pendant les prochaines quinze années, pour descendre rapidement par la suite, de telle sorte qu'en 2021, on se retrouverait au niveau de 1996 (environ 1 750 000 habitants).

Le reste de la région métropolitaine est la seule région à connaître la croissance pendant toute la période de prévision, quelle que soit l'hypothèse de fécondité : même si cette région bénéficie peu de l'immigration internationale, l'étalement urbain compense la sous-fécondité. À cause du vieillissement de la population, cet étalement urbain sera cependant de moins en moins important, de telle sorte que, même avec une hypothèse de remontée de la fécondité, la population de cette région va finir par décroître (mais cette décroissance se manifesterait au-delà de l'horizon de notre prévision, soit en 2021). Le

reste du Québec se retrouve dans la même situation, sauf que, dans ce cas, la décroissance se manifeste plus tôt, même si la fécondité restait constante. Cette région ne peut en effet compter sur aucun facteur démographique susceptible de compenser les effets de la sous-fécondité, contrairement à l'Île-de-Montréal (immigration internationale) et au reste de la région métropolitaine (étalement urbain).

Les conclusions dégagées de la comparaison entre les scénarios 1, 3 et 5, c'est-à-dire de l'analyse des effets de trois évolutions différentes de la fécondité (baisse, stabilité et hausse), sont également valables lorsque l'on compare les scénarios 2, 4 et 6, qui ne s'en distinguent que par l'hypothèse de mobilité linguistique (croissante au lieu de stable). Bien sûr, si les effets sur l'évolution des effectifs totaux sont les mêmes, cette évolution se fait à des niveaux différents en ce qui concerne les groupes linguistiques (plus élevés pour les francophones, plus bas pour les autres).

Les six premiers scénarios nous ont donc permis d'analyser l'avenir démographique en fonction de trois évolutions différentes de la fécondité, et ce dans deux contextes linguistiques différents. Les deux scénarios suivants tentent de dégager ce que pourraient être les conséquences d'une détérioration des relations migratoires entre le Québec et le reste du Canada.

Le *scénario 7*, dont les résultats sont reproduits dans le tableau 28, suppose que, par rapport à la situation observée en 1991-1996, les taux d'émigration du Québec vers le reste du Canada augmentent de 10 % et que les taux d'émigration du reste du Canada vers le Québec baissent de 10 %, ce qui implique une perte nette pour le Québec 50 % plus élevée en 1996-2001 (- 11 000 par an au lieu de - 7 000), toutes les autres hypothèses du scénario de base (scénario 1) restant inchangées.

Une telle évolution des échanges migratoires entre le Québec et le reste du Canada a évidemment pour effet de faire baisser l'effectif de la population. L'impact négatif sur les nombres est le plus prononcé dans l'Île-de-Montréal, à cause de la concentration de la population anglophone dans cette région, population qui assume l'essentiel de

l'émigration interprovinciale : en 2021, l'Île-de-Montréal aurait quelque 40 000 habitants de moins s'il y avait une légère détérioration du solde migratoire interprovincial plutôt que stabilité de ce solde, et la décroissance y débiterait cinq ans plus tôt (en 2011-2016 au lieu de 2016-2021). Comme la migration interprovinciale est linguistiquement très différenciée, on observe également un impact sur la structure linguistique de la région. Une détérioration du solde migratoire fait en effet croître la part du groupe francophone et décroître celle du groupe anglophone (l'effet sur la part des allophones est nul). Cet effet sur la structure est cependant relativement faible : après 25 ans (sur la période 1996-2021) le groupe francophone voit sa part monter de 50,3 % à 51,1 % si, au lieu de supposer que le comportement migratoire interprovincial reste inchangé, on suppose une détérioration du solde migratoire.

Une telle détérioration des échanges migratoires entre le Québec et le reste du Canada n'aurait guère d'effet sur le reste de la région métropolitaine, mais elle affecterait quelque peu l'effectif de la population du reste du Québec (à cause, essentiellement, des relations entre Ottawa et l'Outaouais) : une perte nette de 35 000 habitants en 2021, soit après 25 ans.

Il n'est sans doute pas sans intérêt de souligner qu'une détérioration des échanges migratoires interprovinciaux telle que supposée ici (hausse de 10 % des taux d'émigration du Québec, baisse de 10 % des taux d'émigration du reste du Canada, sur une seule période, de 1991-1996 à 1996-2001, avec stabilité par la suite) aurait, à moyen terme, (horizon 2021) un moindre effet sur les nombres que la baisse de fécondité de 10 % pendant deux périodes successives (de 1,47 à 1,39 à 1,30, avec stabilité par la suite) : l'écart est de 50 000 en 2021, ce qui est sans doute relativement faible (à peine 0,7 % de la population), mais devient significatif lorsqu'on parvient à la « croissance zéro ». Par contre, l'effet sur la structure linguistique est très différent dans les deux cas.

Le *scénario 8* (tableau 29) reprend les mêmes hypothèses que le scénario précédent, mais dans un contexte de mobilité linguistique croissante vers le français. Les conclusions qui viennent d'être dégagées en ce qui concerne les effets d'une détérioration du solde

migratoire interprovincial sur les effectifs et la structure linguistique restent évidemment valables, mais à un niveau légèrement plus favorable pour le groupe francophone.

Les deux scénarios suivants tentent de saisir l'évolution démographique des régions du Québec si, entre 1991-1996 et 1996-2001, l'étalement urbain autour de l'Île-de-Montréal continuait à décroître au même rythme (une baisse de 20 % des taux de sortie de l'île vers le reste de la région métropolitaine) que celui observé entre 1986-1991 et 1991-1996. Puisque, de toute évidence, une telle évolution n'a guère d'effets sur le Québec en dehors de la région métropolitaine, nous nous limiterons à l'évolution prévisible dans les deux régions concernées par cet étalement urbain.

Le *scénario 9* envisage cette hypothèse de poursuite de la baisse de l'étalement urbain dans le contexte d'une mobilité linguistique constante et les résultats en sont présentés dans le tableau 30. On constate que l'impact de l'étalement urbain est considérable, bien supérieur à celui d'une variation raisonnable de la fécondité ou de la migration interprovinciale. Comme on peut le voir en comparant ces résultats à ceux du scénario 1, si la baisse de l'étalement urbain autour de l'Île-de-Montréal se poursuivait pendant encore une période et au même rythme qu'entre 1986-1991 et 1991-1996, cela permettrait à l'Île-de-Montréal de connaître une croissance de sa population tout au long de la période de prévision, de telle sorte qu'en 2021, cette région compterait quelque 72 000 habitants de plus que si l'étalement urbain était resté stable au niveau de 1991-1996 (et 100 000 habitants de plus qu'en 1996). Corrélativement, le reste de la région métropolitaine compterait alors environ le même nombre d'habitants en moins (mais continuerait encore à croître très légèrement, à un rythme cependant proche de la « croissance zéro »).

Cette poursuite de la baisse de l'étalement urbain aurait également un effet sur la structure linguistique des deux régions concernées, mais cet effet serait faible : le groupe francophone gagnerait 1,2 % (en points de pourcentage) après 25 ans (en 2021) par rapport à ce que serait sa part dans le cas d'une stabilisation de l'étalement urbain. La

poursuite de la baisse permettrait au groupe francophone de l'Île-de-Montréal de rester majoritaire un lustre de plus.

Si, outre la poursuite de la baisse de l'étalement urbain, on suppose une mobilité linguistique croissante vers le français, cela recule bien sûr encore plus l'échéance de la minorisation des francophones dans l'Île-de-Montréal. Le *scénario 10*, dont les résultats sont présentés dans le tableau 31, permet d'apprécier l'importance de ce report. Sans doute cela ne permet-il pas de renverser la tendance au déclin du poids du groupe francophone dans la population totale de cette région, mais une telle conjonction d'hypothèses favorables a pour effet de freiner fortement ce déclin, au point de maintenir les francophones majoritaires sur l'île pendant encore un demi-siècle.

Les scénarios examinés jusqu'à présent nous ont permis d'analyser l'évolution démographique prévisible si, par rapport à la situation de départ, soit seul le comportement de fécondité, soit seul le comportement migratoire interne (tantôt interprovincial, tantôt intraprovincial) changeait, et cela dans deux contextes linguistiques différents (constance ou croissance de la mobilité linguistique vers le français). Il nous reste cependant une composante démographique à introduire, et non des moindres. Il nous faut en effet analyser également ce qu'il adviendrait si le niveau de l'immigration internationale était modifié. Le « si » n'est d'ailleurs dans ce cas nullement hypothétique, car, s'il est bien une variable démographique dont on peut dire avec certitude qu'elle variera dans le temps, c'est bien celle-là. Le tout est de savoir de combien. Puisque, étant donné le contexte de sous-fécondité chronique dans lequel vit le Québec depuis près de 40 ans, le rôle de l'immigration internationale est crucial mais que son évolution est difficile à prévoir, nous avons multiplié les hypothèses d'évolution de cette composante, et donc le nombre de scénarios qui la concernent.

Les scénarios suivants sont fondés sur trois hypothèses d'évolution de l'immigration internationale : une légère baisse par rapport au niveau actuel (celui de 1998), une légère remontée et une remontée plus forte. Couplés aux deux hypothèses de mobilité linguistique retenues, cela nous donne six scénarios.

Le *scénario 11* combine l’hypothèse de faible baisse de l’immigration (de 27 000 à 22 000 immigrants reçus annuellement au Québec) à celle d’une mobilité élevée (mais constante) vers le français, toutes les autres composantes étant supposées être au même niveau que celui observé en 1996. Les résultats, présentés dans le tableau 32, illustrent bien la forte sensibilité de l’évolution démographique par rapport à une variation du niveau d’immigration.

En effet, si le niveau annuel de l’immigration baissait de quelque 5 000 unités, cela suffirait pour faire décroître immédiatement, dès le début du prochain siècle, l’effectif de la population de l’Île-de-Montréal, alors qu’avec un niveau de 27 000 immigrants reçus chaque année au lieu de 22 000, la population de cette région parviendrait à croître jusqu’en 2016. Cela démontre à quel point l’Île-de-Montréal dépend de l’immigration internationale : cette dernière détermine de plus en plus ce que sera son avenir, d’abord à cause de son apport immédiat en nombre (crucial dans un contexte de sous-fécondité chronique), et ensuite à cause de son apport induit par le biais des naissances d’immigrants (quelque 45 % des naissances y sont le fait de mères nées à l’étranger). En outre, comme on pouvait s’y attendre, une baisse éventuelle de l’immigration permettrait au groupe francophone de voir son poids dans la population diminuer un peu moins vite, mais cet effet sur la structure linguistique est faible (un gain de 0,7 % en points de pourcentage pour le groupe francophone, après 25 ans).

Comme peu d’immigrants sont établis en dehors de l’Île-de-Montréal, une variation dans les entrées internationales n’affecte guère l’évolution démographique en dehors de cette région. On remarquera cependant qu’un certain impact se manifeste pour l’ensemble du Québec, puisqu’une baisse de 5 000 immigrants par an fait anticiper de cinq ans le début du déclin démographique (entre 2016 et 2021, au lieu de 2021-2026).

Le *scénario 12*, dont les résultats sont présentés dans le tableau 33, conduit évidemment aux mêmes conclusions que le scénario précédent, puisqu’il reproduit les mêmes hypothèses dans un contexte linguistique différent : on retrouve les mêmes tendances que dans le scénario 11, mais la mobilité linguistique supposée élevée et croissante vers le

français, conjuguée à la baisse de l'immigration, a bien sûr pour effet de ralentir encore plus la décroissance du poids du groupe francophone de l'Île-de-Montréal, de telle sorte que, même si on poursuivait les tendances jusqu'en 2041, ce groupe y serait toujours (tout juste) majoritaire.

Supposer, comme cela est le cas dans les deux scénarios précédents, que la baisse prononcée et rapide de l'immigration internationale amorcée en 1992 (et qui a réduit en 1998 de quasiment la moitié le chiffre d'immigrants reçus au début de la décennie) va se poursuivre, pourrait être considéré comme quelque peu pessimiste : il est toujours périlleux (et paresseux) de se contenter d'extrapoler dans l'avenir, même à court et moyen terme, l'évolution la plus récente. C'est pourquoi, il nous semble raisonnable d'analyser ce qu'il adviendrait d'une légère hausse de l'immigration. Une telle hypothèse est d'autant plus concevable que l'immigration internationale est un phénomène très cyclique, avec des hauts et des bas, et que, historiquement, les périodes de baisse ont toujours été relativement brèves, la période de baisse actuelle étant exceptionnellement longue.

Une remontée du niveau de l'immigration internationale implique nécessairement des effectifs de population plus élevés, et donc un frein à la décroissance démographique anticipée dans certains régions. Cela implique aussi, quasiment par définition (puisque cette immigration est essentiellement non francophone), une accélération de la baisse du poids du groupe francophone, particulièrement à Montréal où se concentrent ces immigrants.

Le *scénario 13* permet de saisir une fois de plus l'importance de l'immigration internationale pour l'avenir du Québec, particulièrement celui de Montréal. Comme le montrait le scénario 1, si le niveau de l'immigration internationale se maintenait pendant les deux prochaines décennies au niveau actuellement observé (en 1998), et que les autres composantes étaient également stables au niveau observé ou estimé pour le point de départ, entre 2016 et 2021, la population de l'Île-de-Montréal et celle du Québec en dehors de la région métropolitaine commenceraient à décroître, tandis que celle du reste

de la région métropolitaine débiterait son déclin peu après. Comme le démontre la comparaison entre le tableau 34 (scénario 13) et le tableau 22 (scénario 1), une légère remontée du niveau annuel de l'immigration permettrait à l'Île-de-Montréal de reporter l'échéance d'une dizaine d'années, mais n'aurait guère d'effet sur le début anticipé du déclin dans les autres régions. L'immigration internationale permet donc de retarder le début du déclin (et de freiner le vieillissement accéléré de la population, qui est le corollaire de ce déclin), mais est loin de constituer un substitut aux naissances manquantes (et, dans le cas de l'Île-de-Montréal, aux pertes dues à l'émigration interne)³

Une augmentation de l'immigration a nécessairement pour effet d'accélérer la diminution du poids du groupe des francophones de l'Île-de-Montréal : ce groupe pouvait encore espérer rester tout juste majoritaire (à 50,3 %) si les conditions démographiques actuelles restaient constantes pendant les deux prochaines décennies, mais une légère remontée de l'immigration suffit à ramener la part de ce groupe en dessous de 50 %. On remarquera qu'une hausse de l'immigration ne bénéficie guère aux anglophones : leur part continue à baisser pratiquement aussi vite, que l'immigration soit faible comme aujourd'hui ou un peu plus élevée. En fait, seul le groupe allophone voit son poids augmenter, et ce de manière marquée, à tel point que, dans quelques années (peu après 2006), ce groupe serait plus nombreux sur l'Île-de-Montréal que les anglophones.

Si, comme l'envisage le *scénario 14*, dont les résultats sont reproduits dans le tableau 35, la même évolution à la hausse de l'immigration se manifestait dans un contexte de mobilité linguistique croissante vers le français, cela permettrait de retarder de quelque dix années le passage sous la marque symbolique de 50 % du pourcentage de francophones dans l'Île-de-Montréal, mais, à cause essentiellement de l'assimilation sur le plan du comportement de fécondité et d'étalement urbain qu'une telle hypothèse de mobilité linguistique implique, cette plus grande « résistance » du groupe francophone à passer sous la barre des 50 % serait « payée » par une anticipation (d'environ cinq ans)

³ À ce sujet, voir Ledent, 1993.

du début de la décroissance du nombre d'habitants (et donc aussi du nombre de francophones) de l'Île, avec, tout au long de la période de prévision, des effectifs de population légèrement plus bas.

On pourrait évidemment, au vu de l'expérience passée, considérer que 32 000 immigrants reçus annuellement est encore un niveau trop bas, surtout lorsqu'on tient compte de la pression qui pourrait s'exercer sur les instances gouvernementales pour qu'un appel soit fait au levier de l'immigration afin de combattre le déclin anticipé du nombre d'habitants et l'accélération du vieillissement de cette population qui en est le corollaire.

Le *scénario 15* permet d'examiner quelle serait l'évolution démographique du Québec et de ses régions en cas de remontée de l'immigration internationale non pas de 27 000 (niveau actuel) à 32 000 immigrants reçus par an, mais à 37 000. Un tel niveau est sans doute nettement plus élevé qu'aujourd'hui, mais il ne représente rien d'exceptionnel : il est même légèrement inférieur à celui observé en moyenne entre 1991 et 1996.

Comme le montrent les résultats présentés dans le tableau 36, avec un tel niveau d'immigration, chacune des régions du Québec serait assurée d'une croissance continue de la population pendant toute la durée de la prévision, c'est-à-dire jusqu'en 2021. Tout de suite après cependant, l'effectif de la population commencerait à diminuer, sauf dans l'Île-de-Montréal, où le début du déclin serait alors reporté jusqu'en 2041-2046, période à laquelle l'ensemble du Québec amorcerait son déclin démographique. On peut donc avancer que, toutes autres choses restant égales par ailleurs, en accueillant chaque année quelque 37 000 immigrants, soit 10 000 de plus qu'actuellement, le Québec pourrait retarder de quelque 15 ans le début de sa décroissance démographique.

Une telle évolution implique cependant une accélération du déclin du poids du groupe francophone, particulièrement dans l'Île-de-Montréal. Peu après 2016, les francophones seraient minoritaires sur l'île, mais ils représenteraient encore les deux tiers de la population de la région métropolitaine dans son ensemble. Et il est évident que, si l'on considère l'ensemble du Québec, c'est-à-dire un espace suffisamment élargi pour que les

effets de l'immigration soient dilués, l'effet négatif qu'exerce cette dernière sur le poids du groupe francophone devient marginal.

Le *scénario 16*, dont les résultats sont présentés dans le tableau 37, reprend les mêmes hypothèses, à l'exception de la mobilité linguistique supposée croissante vers le français. Il est évident que cela a pour conséquence de freiner la chute du poids du groupe francophone à Montréal, mais très peu : au lieu de devenir minoritaire entre 2016 et 2021, comme dans le scénario précédent, ce groupe tomberait sous la marque des 50 % cinq ans plus tard, juste après 2021. On se rappellera que, si l'on suppose que le niveau actuel d'immigration et le comportement linguistique restaient constants, c'est également peu après 2021 que le groupe francophone deviendrait minoritaire (voir les résultats du scénario 1, présentés dans le tableau 22). En d'autres termes, l'effet négatif sur le poids du groupe francophone résultant d'une augmentation du quota annuel d'immigration de 10 000 unités, ne peut être compensé que si l'on suppose en même temps une mobilité linguistique croissante vers le français (à partir d'un niveau déjà élevé). Le problème qui se pose alors est celui de savoir s'il est réaliste de supposer que la force d'attraction d'une langue d'usage « à la maison » va augmenter significativement lorsque le nombre et le pourcentage de personnes qui parlent cette langue « à la maison » diminuent.

L'analyse qui précède peut avoir donné l'impression que nous considérons le scénario de base (scénario 1), qui maintenait constant tous les comportements démographiques et linguistiques actuels, comme étant le plus plausible. Il est vrai que nous avons systématiquement utilisé ce scénario comme référence, cela afin de mieux évaluer les effets d'une modification dans l'évolution future d'un phénomène. En outre, il est vrai que, dans l'évaluation des « sentiers d'évolution » possibles pour l'avenir, on est toujours tenté de s'inspirer trop profondément de la situation et de l'évolution récentes. C'est pourquoi une nouvelle étape s'impose dans notre réflexion sur l'évolution future possible des divers phénomènes démographiques. Dans les étapes antérieures, nous avons fait varier au maximum deux phénomènes simultanément : la mobilité linguistique et l'un ou l'autre des facteurs démographiques. Les scénarios suivants font varier au moins trois composantes à la fois.

Le *scénario 17* tente de cerner d'une manière moins « extrapolative » ce que pourrait être l'évolution du comportement démographique de la population québécoise. Plus précisément, nous chercherons à dégager ce que pourrait être un scénario plausible, voire probable, non encore couvert par les combinaisons et variantes utilisées dans les scénarios précédents.

Il ne nous semble pas opportun de chercher du côté de la migration interne, tant interprovinciale qu'intraprovinciale. Sauf événements politiques majeurs, le comportement migratoire interprovincial devrait en effet se maintenir relativement stable. Le comportement des anglophones est évidemment crucial en la matière, et l'expérience récente montre que, bon an mal an, les membres de ce groupe continuent à quitter le Québec à un rythme relativement constant. Une telle émigration soutenue est d'autant plus impressionnante lorsqu'on pense aux jeunes anglophones, dont on aurait pu croire qu'étant plus bilingues que leurs aînés, ils seraient moins portés à partir. On peut donc se demander si ce n'est pas précisément parce qu'ils sont bilingues qu'ils émigrent plus facilement, car ce bilinguisme leur apporte un avantage comparatif considérable, voire un quasi-monopole linguistique, sur le marché du travail du reste du Canada et des États-Unis. D'ailleurs, comme nous l'avons constaté grâce aux scénarios 7 et 8, même si nous augmentons de 10 % les taux de sortie interprovinciale du Québec et, simultanément, faisons baisser de 10 % les taux de sortie du reste du Canada, cela ne fait qu'augmenter de quelque 5 000 unités les pertes annuelles nettes du Québec dues aux échanges migratoires interprovinciaux.

De même, il nous semble difficile d'imaginer un renversement considérable dans les comportements en matière de migration intraprovinciale. Depuis plusieurs décennies, les échanges migratoires entre la région métropolitaine et le reste du Québec sont plus ou moins en équilibre, et le vieillissement de la population devrait contribuer à la stabilité du système migratoire. Il est, par contre, plus délicat de se prononcer sur la solidité des hypothèses d'étalement urbain, autour de l'Île-de-Montréal, que nous avons utilisées. Ce type de migration intramétropolitaine est en effet très sensible à la conjoncture économique, particulièrement aux taux hypothécaires qui en sont une des expressions.

Comme il serait pour le moins téméraire de tenter de prévoir les taux hypothécaires qui seront en vigueur dans dix ou vingt ans (même les économistes ne s'aventureraient pas dans cette voie), il nous apparaît préférable de considérer que le comportement actuel pourrait se maintenir. À cet égard, il nous faut insister sur le fait qu'une telle hypothèse de stabilité des comportements de migration intramétropolitaine entraîne nécessairement une baisse de l'étalement urbain, à cause du vieillissement de la population des deux régions concernées. En outre, cette hypothèse de stabilité du comportement actuel implique déjà une baisse de 20 % des taux de sortie de l'Île-de-Montréal par rapport à ceux observés en 1986-1991. Même si nous n'avons pas exclu une telle poursuite de la baisse des taux de sortie de l'île vers le reste de la région métropolitaine (scénarios 9 et 10), il nous apparaît plus prudent de ne pas la considérer comme la plus probable, car, ce faisant, nous ferions fi de la situation économique : tant que celle-ci est favorable, et rien n'indique un renversement majeur à court ou moyen terme, les jeunes ménages de l'Île-de-Montréal continueront sans doute à être tentés par une résidence « en banlieue ».

Outre la mobilité linguistique, pour laquelle il nous semble raisonnable de garder les deux hypothèses utilisées jusqu'à présent (les autres étant totalement irréalistes et introduites seulement dans le cadre d'une analyse d'impact), il n'y a donc, en fin de compte, que sur la fécondité et l'immigration internationale que l'on peut jouer pour élargir notre éventail de scénarios. Comme il s'agit aussi des deux facteurs dont l'évolution a l'impact le plus fort, il s'agira d'être doublement prudent.

De toutes les combinaisons possibles et non encore utilisées dans les scénarios précédents, entre nos cinq hypothèses de fécondité et nos six hypothèses d'immigration internationale, celle qui joint une poursuite légère de la fécondité et une remontée légère de l'immigration nous semble la plus défendable. Il n'est en effet pas du tout exclu, et même il est probable, que la fécondité québécoise continuera encore à baisser. Il n'y a en tout cas aucun signe de reprise prochaine. Dans ces conditions, on a toujours intérêt à examiner ce qui s'est passé et se passe dans les sociétés comparables aux nôtres. Toutes les sociétés industrialisées connaissent (sauf pour une brève remontée à la fin des années 1990) une baisse tendancielle, de longue période, de leur fécondité. Mais les pays

(l'Italie, l'Espagne et l'Autriche) qui, comme le Québec, avaient connu plus longtemps que les autres l'emprise de l'Église (catholique, en l'occurrence) sur les comportements reproductifs et avaient maintenu une fécondité plus élevée, ont tous vécu une chute beaucoup plus rapide de leur fécondité et continuent tous à être engagés dans un processus de baisse. Ce qui nous importe ici, c'est que ces pays sont déjà tous à des niveaux nettement plus bas que le Québec : en 1997, l'Espagne affichait un indice de 1,15 enfant par femme, l'Italie, 1,22, l'Autriche, 1,36. De plus, dans certaines provinces et régions de ces pays, l'indice atteint 0,8.

C'est dire qu'il y a encore place au Québec pour une poursuite significative de la baisse de la fécondité. Nous considérons donc très plausible, sinon probable, que l'indice actuellement observé (1,47) pourrait se retrouver aux alentours de 1,39 au début du prochain siècle, ce qui le situerait encore bien au-dessus des niveaux actuellement observés dans certains pays.

Une poursuite, même faible, de la baisse de la fécondité ne peut qu'aggraver le déficit des naissances, et donc à la fois anticiper le début de la décroissance démographique et accélérer le vieillissement de la population. Dans ce contexte, il est fort probable que les pressions à l'effet d'augmenter le niveau de l'immigration internationale se feront plus intenses. Étant donné l'expérience passée et le fait que cette immigration se retrouve à 80 % concentrée dans l'Île-de-Montréal, il ne nous semble guère réaliste de supposer un niveau très élevé sur longue période. Nous considérons par contre très plausible, voire probable, une légère remontée (de 27 000 à 32 000), avec stabilité après 2006.

Si les réflexions dégagées ci-dessus sont pertinentes, cela nous conduirait à un scénario qui, sans être nécessairement « le plus probable » (nous reviendrons ultérieurement sur ce problème de choix ultime), présente une probabilité non négligeable de réalisation. Selon le scénario 17, la mortalité poursuivrait tendanciellement sa baisse (comme dans tous les scénarios), la fécondité passerait de 1,47 (niveau actuel) à 1,39 en 2001-2006, le comportement migratoire interne observé en 1991-1996 serait maintenu constant tout au long de la période de prévision et l'immigration internationale augmenterait légèrement

de 27 000 par an (niveau actuel) à 32 000 en 2001-2006. Dans une première étape, tout comme précédemment, ces hypothèses démographiques sont couplées à l'hypothèse de mobilité linguistique élevée, mais constante vers le français. Les résultats de ce scénario sont présentés dans le tableau 38.

Ce scénario reproduit pour l'essentiel les principaux résultats dégagés sur la base des autres scénarios : la faible remontée de l'immigration permet à la population de l'Île-de-Montréal et de l'ensemble du Québec de continuer à croître, quoique très modérément, tout au long de la période de prévision, mais peu après 2021 toutes les régions du Québec entreraient dans un processus de déclin démographique. Ce léger report dans l'échéance du début du déclin se voit cependant accompagner d'une minorisation plus rapide du groupe francophone de l'Île-de-Montréal, dont la part dans la population totale tombe sous la barre des 50 % entre 2016 et 2021. Avec une telle convergence dans les résultats d'un scénario à l'autre, il semble bien que ce qui se dégage de ce scénario sera sans doute proche de la réalité, que ce soit ce scénario-là ou un autre qui, finalement, se réalise.

Si, comme le montrent les résultats du *scénario 18*, présentés dans le tableau 39, les hypothèses démographiques du scénario précédent se manifestaient dans le contexte d'une mobilité linguistique croissante vers le français, cela ferait, tout comme avec les autres scénarios, retarder de cinq à dix ans l'échéance de la minorisation des francophones de l'Île-de-Montréal, ce qui, à nouveau, n'est guère surprenant.

Les résultats des 18 scénarios examinés jusqu'à présent convergent donc vers un résultat « moyen », qui pourrait être considéré comme le plus probable. La « variance » autour de cette moyenne est faible, ce qui prouve sans doute la robustesse des résultats et reflète l'inertie du système démographique, mais est dû aussi au fait que nous avons systématiquement, pour chacune des composantes démographiques, écarté toute évolution extrême. On pourrait cependant se demander quelles seraient les bornes extrêmes de l'évolution future. Encore faut-il définir au préalable en quoi se caractérisent ces extrémités. Il nous a semblé opportun, étant donné le contexte linguistique particulier

de l'Île-de-Montréal, de définir comme évolution « extrême » une évolution qui est tantôt très favorable au français, tantôt très défavorable.

Nous commencerons par le scénario le plus défavorable aux francophones, soit le *scénario 19*. Il s'agit donc de choisir, parmi les hypothèses retenues pour chacune des variables, celle qui est la plus « pénalisante » pour le groupe francophone, que ce soit sur le plan des effectifs ou sur celui de la part relative. Comme nous n'avons qu'une seule hypothèse prévisionnelle pour la mortalité (tendance décroissante) et l'émigration internationale (constance du comportement estimé pour 1991-1996), nous ne pouvons jouer sur ces deux composantes. Les autres hypothèses de ce scénario sont les suivantes : une baisse prolongée de la fécondité au Québec, jusqu'à un niveau de 1,30 enfant par femme en 2006-2011 (ce qui amènerait la fécondité des francophones de l'Île-de-Montréal aux alentours de 1,15 enfant par femme); le maintien du comportement de migration interne observé en 1991-1996 (pas de détérioration du solde migratoire, car cela pénaliserait les anglophones et donc ferait croître la part des francophones, et pas d'accélération de l'essoufflement de l'étalement urbain, ce qui favoriserait le poids du groupe francophone); une immigration internationale très élevée (42 000 par an); et une mobilité linguistique constante.

Les résultats obtenus avec un tel jeu d'hypothèses sont présentés dans le tableau 40. Les effets de la baisse de la fécondité sont neutralisés par ceux de la hausse substantielle de l'immigration internationale, de telle sorte que, du moins pendant la période de prévision (1996-2021), l'effectif de la population de l'Île-de-Montréal et de l'ensemble du Québec continue de croître. Comme le Québec en dehors de la région métropolitaine ne bénéficie guère de cette immigration, cette région voit son déclin apparaître dès 2016 et, quelques lustres plus tard, elle sera suivie du reste de la région métropolitaine. Une forte immigration dans un contexte de faiblesse prolongée et accrue de la fécondité ne permet, même à moyen terme, de résoudre le problème des nombres que dans la seule Île-de-Montréal.

Cette croissance démographique assurée à l'Île-de-Montréal grâce à une forte immigration y implique cependant une accélération de la baisse du poids du groupe francophone, qui deviendrait alors minoritaire entre 2011 et 2016, soit cinq à dix ans plus tôt que ce que donnaient les scénarios « moyens ». En outre, comme cette immigration ne profite guère au groupe anglophone, du moins directement, ce groupe deviendrait, dès 2006, moins nombreux que le groupe allophone.

L'évolution la plus favorable au groupe francophone est envisagée dans le *scénario 20*, dont les résultats sont présentés dans le tableau 41. Outre les hypothèses de mortalité et d'émigration internationale communes à tous les scénarios, ce scénario « optimiste », mais comme on le verra, totalement irréaliste, suppose simultanément une remontée de la fécondité québécoise (de 1,47 à 1,63), une détérioration des échanges migratoires avec le reste du Canada, une nouvelle baisse importante de l'étalement urbain autour de l'Île-de-Montréal, une baisse de l'immigration internationale (jusqu'à 22 000 par an) et une très forte surmobilité linguistique des allophones vers le français, jointe à une forte croissance de la mobilité des anglophones vers le français (hypothèse ML5). Si le scénario 19, « le plus défavorable aux francophones », est peu probable, il est du moins possible. Par contre, ce scénario optimiste est totalement utopique, par le seul fait de cette hypothèse de mobilité. Il est en effet tout simplement impossible que les allophones se mettent tout d'un coup presque tous (à 91 %) à faire au Québec un transfert linguistique « durée de vie » (même ceux qui sont arrivés comme immigrants et qui ont donc moins de temps pour le faire, sont supposés faire presque tous un tel transfert au Québec), alors que les allophones du reste du Canada ne le font qu'à concurrence de 41 % et que ce dernier pourcentage comprend les transferts réalisés par les immigrants avant leur arrivée.

Nous avons vu précédemment, dans l'analyse des effets de la mobilité linguistique sur le scénario de base (tableau 21), que le seul moyen, non pas d'augmenter la part des francophones dans la population totale de l'Île-de-Montréal, mais du moins de freiner sérieusement la baisse de cette part, était d'adopter cette hypothèse extrême de mobilité linguistique quasi totale et immédiate. Si, à cette hypothèse de mobilité linguistique, nous ajoutons les hypothèses de migration interne et internationale, ainsi que l'hypothèse de

fécondité, « les plus favorables » au groupe francophone, nous obtenons enfin un scénario dont les résultats conduisent à une légère augmentation du poids du groupe francophone de l'Île-de-Montréal : cette part avait baissé significativement entre 1991 et 1996 (de 57,3 % à 55,6 %), mais, grâce aux hypothèses du scénario 20, nous obtenons une légère hausse du poids de ce groupe (de 55,6 % en 1996 à 56,2 % en 2001, et à 57,9 % en 2021). En d'autres termes, il faudrait que, pendant 25 ans, se manifeste un concours exceptionnel de circonstances, y compris une mobilité linguistique des allophones et des anglophones totalement irréaliste, pour que le groupe francophone de l'Île-de-Montréal puisse voir augmenter sa part de deux maigres pour cent. S'il faut recourir à l'utopie pour renverser la tendance à la minorisation du groupe francophone dans cette région, c'est que cette minorisation est inéluctable.

Après avoir succinctement décrit les principaux résultats obtenus pour chacun des 20 scénarios retenus, il importe de les résumer afin d'en dégager les convergences et divergences. Encore faut-il choisir les critères de celles-ci. Nous en retiendrons deux : la période au cours de laquelle débute le déclin de l'effectif francophone et la période au cours de laquelle débute la décroissance de la part de ce groupe dans la population totale. Le tableau 42 présente les résultats de cet examen.

Les convergences en ce qui concerne la période au cours de laquelle débiterait la décroissance de l'effectif francophone est remarquable. Dans le cas de l'Île-de-Montréal, la question ne se pose même pas, puisque cette décroissance a déjà débuté dans la période antérieure, c'est-à-dire entre 1991 et 1996 (ce que notre étude précédente, basée sur le recensement de 1991, avait prévu). Presque tous les scénarios prévoient une poursuite de cette baisse de l'effectif francophone de l'île, à l'exception des scénarios qui supposent une nouvelle baisse marquée de l'étalement urbain (scénarios 9 et 10) et du scénario « extrêmement favorable » au groupe francophone (scénario 20), dont la réalisation est quasiment impossible (à cause de l'hypothèse de mobilité linguistique).

En ce qui concerne le reste de la région métropolitaine, les scénarios aboutissent quasiment tous à la conclusion que la décroissance de l'effectif francophone débutera soit

en 2021-2026, soit en 2026-2031 (la seule exception étant le scénario 6, qui retarde l'échéance jusqu'en 2031-2036). La même convergence se manifeste en ce qui concerne le reste du Québec, pour lequel la majorité des scénarios prévoient le début de la décroissance en 2016-2021, avec quelques cas d'anticipation ou de report d'un lustre au maximum.

Ces résultats conduisent à prévoir que, pour l'ensemble du Québec, la décroissance de l'effectif francophone commencera soit en 2016-2021, soit entre 2021-2026, ce qui est tout à fait conforme aux prévisions de l'Institut de la statistique du Québec pour l'ensemble de la population, tous groupes linguistiques confondus. En fait, le déclin de l'effectif francophone débiterait cinq ans plus tôt que celui de la population totale, car celle-ci peut continuer à croître un peu plus longtemps grâce à l'augmentation de l'effectif allophone. Ainsi donc, environ un quart de siècle après l'Île-de-Montréal, l'effectif francophone du Québec en dehors de la région métropolitaine empruntera également le chemin de la décroissance, suivi, cinq à dix ans plus tard, par celui du reste de la région métropolitaine. Le groupe francophone de ces trois régions ne bénéficie pas suffisamment de l'immigration internationale pour compenser les effets de la sous-fécondité chronique et, dans le cas de l'Île-de-Montréal, de l'étalement urbain.

En ce qui concerne la période au cours de laquelle le groupe francophone de l'Île-de-Montréal devient minoritaire, les écarts sont considérables d'un scénario à l'autre : le scénario le plus « pessimiste » (scénario 19) à cet égard prévoit le début de la minorisation en 2011-2016 et celui qui serait le plus « optimiste » (scénario 20) exclut toute minorisation en faisant augmenter le pourcentage de francophones dans l'île. Il s'agit aussi des deux scénarios « extrêmes » que nous avons introduits à des fins, non de prévision, mais comme indicateurs de l'étendue maximale de la « fourchette ». Si l'on se limite à des scénarios plus plausibles, on constate que l'écart va de 2016-2021 à 2051-2056, ce qui est important. La forte sensibilité de ces résultats par rapport au choix du scénario s'explique par le fait qu'il s'agit d'un pourcentage qui, quel que soit le scénario (sauf l'exception extrême du scénario 20), évolue toujours à la baisse, plus ou moins

lentement selon le scénario. Dans ce cas, une légère modification dans un des paramètres du scénario suffit à retarder ou avancer d'un lustre le passage sous la barre des 50 %.

On remarquera que ces prévisions (basées sur les résultats du recensement de 1996) impliquent que la minorisation des francophones de l'Île-de-Montréal se trouve retardée de dix à quinze ans (si l'on se limite aux scénarios les plus plausibles) par rapport à ce que nous avons obtenu dans nos prévisions précédentes, basées sur le recensement de 1991. Cela s'explique pour l'essentiel par le fait qu'entre 1991 et 1996, l'immigration internationale a connu une baisse sensible (quasiment de moitié), alors qu'au moment où nous effectuions nos prévisions précédentes, les gouvernements, tant fédéral que provinciaux, manifestaient la volonté très nette de maintenir de hauts niveaux d'immigration. En outre, au cours de la même période 1991-1996, la baisse de l'étalement urbain autour de l'île a été plus rapide que prévu. Malgré ces deux phénomènes, tous deux très favorables au groupe francophone, le pourcentage de francophones dans l'Île-de-Montréal a connu une baisse prononcée entre 1991 et 1996 : de 57,3 % à 55,6 %. Si l'on extrapolait cette baisse, le groupe francophone passerait sous la barre des 50 % peu après 2011, ce qui correspond au résultat de nos prévisions antérieures.

Cette réflexion nous porte à croire que nous avons sans doute adopté des hypothèses trop conservatrices en faveur du groupe francophone de l'île. Autant nos prévisions antérieures avaient-elles été trop influencées par les conditions de l'époque (très forte immigration et étalement urbain rapide), autant nos nouvelles prévisions reflètent-elles sans doute trop fidèlement les conditions actuelles (immigration faible et étalement urbain fortement ralenti), qui sont particulièrement favorables au groupe francophone de l'île. Ceci nous conduit à réfléchir sur la plausibilité de chaque scénario, c'est-à-dire à accorder une probabilité de réalisation à chacun d'eux.

Nous pourrions évidemment suivre la voie facile qui consisterait à accorder une probabilité égale à tous et à laisser au lecteur le soin de choisir, selon son tempérament ou ses préférences, le scénario qui lui apparaît le plus susceptible de se réaliser. Nous

croyons cependant qu'il est de la responsabilité du démographe, non seulement d'élaborer les scénarios « les plus plausibles », mais aussi de tenter de dégager parmi ces derniers ceux qui sont « les plus probables ».

Nous procéderons par élimination. Il est facile de justifier le retrait des scénarios 19 et 20, qui avaient été construits uniquement pour servir de balises et qui ne peuvent donc pas être considérés comme des scénarios prévisionnels. Nous négligerons également les scénarios qui prévoient une remontée de la fécondité (scénarios 5 et 6) ou une détérioration marquée du solde migratoire interprovincial (scénarios 7 et 8), car aucune indication ne porte à croire à une évolution en ce sens. Il est déjà plus délicat de se prononcer sur l'évolution de l'étalement urbain, car il s'agit là d'un phénomène hautement conjoncturel, fortement lié aux conditions économiques. Il nous semble cependant peu probable (mais pas du tout à exclure) que, pendant deux périodes quinquennales successives, la propension à sortir de l'Île-de-Montréal vers le reste de la région métropolitaine puisse baisser aussi fortement que ce que l'on a pu observer entre 1991 et 1996. C'est pourquoi nous serions portés à ne pas accorder une probabilité élevée de réalisation aux scénarios 9 et 10.

L'immigration internationale est également un phénomène très variable, pour ne pas dire imprévisible, et l'expérience a montré que se baser sur les intentions gouvernementales pour guider son choix en la matière n'était pas toujours judicieux. Étant donné le contexte économique actuel et les difficultés d'intégrer un nombre élevé d'immigrants au sein d'une population montréalaise stagnante, voire bientôt en déclin, il nous semble difficile d'imaginer une augmentation considérable de l'immigration internationale. C'est pourquoi nous ne considérons pas parmi les plus plausibles les scénarios 15 et 16. Par ailleurs, à cause précisément de la décroissance anticipée de la population de l'Île-de-Montréal (le scénario 1 montre que, si les conditions actuelles se maintenaient, cette décroissance débiterait peu après 2016), il semble délicat de supposer que le niveau de l'immigration internationale, qui a déjà été réduit de près de moitié entre 1991 et aujourd'hui, puisse continuer à baisser. Aussi écarterons-nous également les scénarios 11 et 12.

Au terme de ce premier tri, il nous reste donc huit scénarios, dont les quatre numéros impairs comportent une hypothèse de mobilité linguistique constante et les quatre numéros pairs une hypothèse de mobilité linguistique croissante vers le français. Parmi ces huit scénarios, deux sont plutôt pessimistes en matière d'évolution des effectifs (les scénarios 3 et 4 supposent une poursuite modérée de la baisse de la fécondité), deux sont plutôt optimistes (les scénarios 13 et 14 supposent une faible remontée de l'immigration internationale), deux combinent les deux évolutions (les scénarios 17 et 18), et deux supposent l'inertie des comportements, en estimant que les conditions actuelles resteront valables dans l'avenir (les scénarios 1 et 2). Pour examiner ce qu'implique le choix entre chacune des quatre hypothèses d'évolution démographique, il suffit de considérer une seule hypothèse linguistique et de comparer ce que produit à moyen terme (2021) chacun des quatre scénarios concernés. Si l'on suppose une mobilité linguistique constante (les scénarios impairs), on obtient en 2021 une population totale qui varie entre 1 752 000 et 1 828 000 pour l'Île-de-Montréal (un écart de 4,2 %), entre 1 750 000 et 1 796 000 pour le reste de la région métropolitaine (un écart de 2,6 %), entre 3 903 000 et 3 986 000 pour le reste du Québec (un écart de 2,1 %), et entre 7 404 000 et 7 610 000 pour l'ensemble du Québec (un écart de 2,7 %), les valeurs extrêmes étant produites respectivement par le scénario 3 (poursuite modérée de la baisse de la fécondité) et le scénario 13 (faible remontée de l'immigration internationale).

Corrélativement, parmi ce petit groupe des quatre scénarios « les plus plausibles », les scénarios 1 (constance des comportements actuels) et 17 (poursuite modérée de la baisse de la fécondité conjuguée avec une faible remontée de l'immigration) apparaissent comme les scénarios centraux, ou « moyens ». L'écart à moyen terme entre ces deux scénarios est faible. En 2021, l'effectif total de la population du Québec serait de 7 541 000 selon le scénario 1, et il serait de 7 532 000 selon le scénario 17, une différence négligeable. Le scénario 1 produit en 2021 un effectif légèrement plus élevé que le scénario 17, sauf pour l'Île-de-Montréal. Si l'on compare les résultats non sur le plan de l'effectif total, mais en fonction des critères relatifs au début de la décroissance de l'effectif francophone et du passage sous la barre des 50 % de ce groupe dans l'Île-de-Montréal, les résultats sont également très proches (l'écart maximum est d'un lustre).

De cette analyse comparative, on pourrait donc conclure à l'équivalence entre les scénarios 1 et 17 (ou 2 et 18, si l'on opte pour l'hypothèse de mobilité linguistique croissante). Même si, en matière de résultats, les deux conduisent à peu de choses près à des évolutions semblables, le choix du scénario 17 (ou 18) nous semble cependant plus aisément justifiable. En effet, il semble difficile de croire à la stabilisation de la fécondité au niveau actuel. Comme nous l'avons vu précédemment, l'expérience des pays semblables au Québec porte à croire qu'il y a encore place pour une baisse même importante de la fécondité (les dernières indications en la matière, relatives à l'évolution mensuelle récente du nombre de naissances au Québec, semblent d'ailleurs confirmer cette tendance baissière). Dans ce contexte, il sera sans doute difficile de résister aux pressions visant à faire remonter le niveau de l'immigration internationale, cela afin de tenter, au moins, de freiner quelque peu la tendance au déclin démographique qui, une fois amorcée, sera rapide. Ces pressions seront d'autant plus fortes si, en outre, l'on tient compte de l'impact de cette décroissance de la population sur le poids du Québec au sein de la confédération canadienne : comme on le verra ultérieurement, la diminution de la part du Québec dans la population canadienne s'annonce radicale.

Il nous reste à choisir entre l'hypothèse de mobilité linguistique constante (scénario 17) et celle de mobilité croissante vers le français. La seconde serait normalement la plus plausible, car on peut espérer que, après plus de 20 ans d'application de la loi 101 et grâce à une immigration d'origine plus latine, l'attraction du français auprès des allophones puisse augmenter. On se souviendra cependant que, dans la construction de nos hypothèses de mobilité linguistique, nous avons fort probablement surestimé aussi bien la propension des individus à changer de langue d'usage à la maison que l'attraction du français auprès de ceux qui ont décidé de changer de langue. Ainsi, dans le cas des immigrants, lors du passage des transferts « durée de vie » (les seuls connus) aux transferts réalisés au Québec au cours d'une période quinquennale donnée, nous avons sans doute supposé un nombre trop élevé de transferts réalisés au Québec. En outre, comme le montrent les chiffres du tableau 17, qui explicitent l'hypothèse de mobilité linguistique croissante vers le français, en faisant presque tripler en vingt ans les probabilités de passage au français, et en supposant que les trois quarts des transferts des

allophones s'effectuent vers le français, nous avons fait croître de manière irréaliste la force d'attraction de cette langue. Enfin, on peut se demander si la force d'attraction d'une langue peut augmenter lorsque le nombre et le pourcentage de locuteurs de cette langue baissent, comme cela est particulièrement le cas dans l'Île-de-Montréal.

Toutes ces raisons nous portent à préférer l'hypothèse de mobilité linguistique constante. Même si cette dernière hypothèse se trouvait infirmée au profit de l'hypothèse de mobilité croissante, cela ne changerait guère les résultats, du moins à court et moyen terme. Comme l'analyse comparative des résultats des divers scénarios l'a montré, il faut attendre 25 ans pour observer un écart de 1,4 % dans le pourcentage de francophones dans l'Île-de-Montréal, et la différence est négligeable ailleurs. En d'autres mots, l'impact d'une erreur dans le choix de l'hypothèse de mobilité linguistique est marginal.

En conclusion, si nous avons à choisir, parmi les scénarios prévisionnels retenus dans notre analyse, celui qui nous apparaît le plus probable, nous retiendrions le scénario 17, étant entendu qu'un scénario considéré comme « le plus probable » n'a pas nécessairement un niveau de probabilité élevé. En démographie comme dans les autres domaines, il serait vain de prétendre connaître avec précision ce que sera l'évolution future. Le seul objectif que l'on peut raisonnablement se fixer est de dégager les tendances fondamentales de l'avenir à court et moyen terme. Nous osons croire que le scénario 17 pourrait assez fidèlement refléter ces tendances fondamentales.

Ce choix étant fait, nous pouvons maintenant analyser l'évolution démographique prévisible, en examinant comment se comportent divers indicateurs de cette évolution. Les tableaux 43 à 48 présentent, pour chacune des régions et chacun des groupes linguistiques, les résultats du scénario 17 sur le plan du taux annuel de croissance, de l'âge moyen de la population et des composantes de la croissance, et cela pour trois années : 2001, 2011 et 2021.

Le tableau 43 montre que, dans l'Île-de-Montréal, les groupes francophones et anglophones connaîtront tous deux une baisse de leur effectif tout au long de la période

de prévision, avec comme conséquence une hausse rapide de l'âge moyen de leur population (de 38,7 années en 1996 à 43,5 années en 2021 pour les francophones et de 37,2 ans à 42,8 ans pour les anglophones), alors que chez les allophones, seul groupe en croissance démographique, ce vieillissement sera nettement plus lent (de 38,2 ans à 41,9 ans). Tant le groupe francophone que le groupe anglophone en sont d'ailleurs actuellement déjà à un accroissement naturel nul, de telle sorte que seule l'immigration internationale et les transferts linguistiques (surtout pour les francophones) sont encore une source de croissance, car la migration intraprovinciale (pour les francophones) et la migration interprovinciale (pour les anglophones) exercent un impact négatif considérable sur leur évolution démographique. Quelques décennies après les anglophones, les francophones de l'Île-de-Montréal connaissent maintenant les effets d'un comportement prolongé de sous-fécondité. Les mêmes causes produisent les mêmes effets et, dans les deux cas, l'immigration internationale, même en comptant les effets induits de celle-ci (naissances parmi les immigrants et transferts linguistiques), ne suffit pas à compenser les pertes chroniques dues aux naissances manquantes et aux migrations internes.

Comme on peut le voir d'après le tableau 44, l'image est différente dans le reste de la région métropolitaine de Montréal. Sans doute celle-ci bénéficie-t-elle relativement peu de l'immigration internationale, mais une fécondité plus élevée et les effets de l'étalement urbain permettront aux trois groupes linguistiques d'y maintenir une croissance positive tout au long de la période de prévision (sauf les anglophones, qui seront bientôt à la « croissance zéro »). Cependant, l'essoufflement de cet étalement urbain et la baisse de la fécondité ne manqueront pas d'avoir un impact prononcé sur le vieillissement de la population, particulièrement parmi les francophones et les anglophones.

Puisque la dynamique démographique est différente dans ces deux régions, lorsqu'on les considère ensemble pour obtenir la région métropolitaine de Montréal (tableau 45), les effets démographiques souvent opposés se neutralisent d'une certaine manière, de telle sorte que l'image globale devient moins nette : la décroissance y est relativement lente

(pour les anglophones) ou retardée (jusqu'en fin de période, pour les francophones), le vieillissement de la population est rapide, mais moins que dans le cas de l'Île-de-Montréal, et la migration intraprovinciale joue un rôle mineur (l'étalement urbain ne jouant plus à cette échelle spatiale).

Les chiffres du tableau 46 montrent que, dans le reste du Québec, la quasi-stagnation démographique est due uniquement au groupe francophone, qui, dans cette région, fait preuve d'une sous-fécondité importante, dont les effets commenceront à se faire sentir dès le début du prochain siècle. Les faibles gains en matière de migration ne permettront pas, ici non plus, de compenser les naissances manquantes au sein de ce groupe. Par contre, la surfécondité des allophones (pour la plupart des autochtones) permet à ce dernier groupe de connaître une croissance relativement importante et un âge moyen nettement plus bas que celui des populations francophones et anglophones.

Enfin, lorsque l'on considère le Québec dans son ensemble (tableau 47), on s'aperçoit qu'à la fin de la période de prévision, seul le groupe allophone connaîtra encore un taux de croissance positif, essentiellement grâce à un accroissement naturel positif et à l'immigration internationale. Les anglophones seront en déclin tout au long de la période, et les francophones les rejoindront en fin de période. Nos prévisions nous conduisent donc à avancer que, dans un peu moins d'un quart de siècle, vers 2021, la population du Québec commencera à diminuer en effectif, ce qui rejoint les résultats obtenus par l'Institut de la statistique du Québec pour ses prévisions sans distinction linguistique. À ce moment, l'âge moyen de la population sera de 44 ans, près de huit ans de plus qu'aujourd'hui. On peut se demander si une population vieillissant si rapidement aura la capacité nécessaire pour s'adapter aisément à un contexte de déclin démographique, avec toutes les conséquences socio-économiques qu'un tel déclin implique.

Deux conséquences des divergences dans les évolutions linguistiques et régionales dégagées sur la base de ces prévisions méritent d'être soulignées. La première a déjà été examinée : il s'agit de l'inéluctable diminution de la part du groupe francophone dans chacune des trois régions. Cette baisse sera faible, voire négligeable, dans la région

métropolitaine en dehors de l'Île-de-Montréal et dans le Québec en dehors de la région métropolitaine. Elle sera par contre significative dans l'Île-de-Montréal, où – quel que soit le scénario prévisionnel – les francophones deviendront minoritaires dans une vingtaine d'années, ou une dizaine d'années plus tard si la mobilité linguistique vers le français augmentait fortement tout au long de la période. On remarquera que, par rapport à nos prévisions antérieures, le passage sous la barre des 50 % est reporté d'une dizaine d'années. Cela est dû essentiellement à la faiblesse de l'immigration et à l'essoufflement urbain. Si l'immigration internationale devait remonter à des niveaux similaires à ceux enregistrés au début des années 1990 et si l'étalement urbain devait connaître une nouvelle expansion, cela rapprocherait de cinq à dix ans l'échéance de la minorisation, qui se manifesterait alors dans dix à quinze ans.

La seconde implication de nos résultats concerne la répartition spatiale de la population. Les différences entre le taux de croissance démographique de l'Île-de-Montréal et celui du reste de la région métropolitaine conduisent nécessairement à une érosion du poids de l'île au sein de la région : à la fin de la période de prévision (2021), la part de la population de l'Île-de-Montréal dans l'ensemble métropolitain sera sur le point de passer sous la barre des 50 %. À ce moment, la part des francophones de l'île dans le total des francophones de la région ne sera plus que de 37 %. Par contre, la part de la population de la région métropolitaine dans l'ensemble de la population québécoise devrait rester stable, autour de 47 %.

Même si nos prévisions portent essentiellement sur les régions du Québec, nous avons dû, pour pouvoir « fermer » le système, c'est-à-dire tenir compte des flux migratoires interprovinciaux, également prendre en considération le « Canada moins le Québec », ce qui nous permet d'examiner l'évolution prévisible du poids démographique du Québec au sein de la population canadienne. Selon nos résultats, cette part passerait de 24,7 % en 1996 à 22,3 % en 2021 (et serait à peine supérieure à 20 % en 2041 si les tendances prévues pour le court et moyen terme se maintenaient).

CHAPITRE IV : IMPLICATIONS POUR LA LANGUE D'USAGE PUBLIC

La plupart des pays connaissent en matière linguistique ce qu'il est convenu d'appeler « la loi du sol », c'est-à-dire, que sur un territoire donné⁴, une seule langue est utilisée dans le domaine public (sauf exceptions ponctuelles, comme des « facilités » locales, ou encore en matière d'affichage). Dans un tel contexte, deux situations peuvent se présenter : soit la langue utilisée dans le domaine public est la même que celle adoptée dans le domaine privé, la première étant l'expression publique de la seconde, soit la langue publique est en quelque sorte « imposée » à une société qui ne peut utiliser sa propre langue que dans la sphère privée (« à la maison »). Dans l'un et l'autre cas, qu'il y ait correspondance ou disjonction entre langue d'usage public et langue d'usage privé, la question du passage d'une langue d'usage privé à une langue d'usage public ne se pose pas. Dans le premier cas, puisqu'il y a homogénéité linguistique et identité entre la langue publique et la langue privée, il n'y a pas de passage à faire; dans le second, lorsqu'il y a hétérogénéité linguistique avec une seule langue publique, le passage est obligatoire. Dans ces conditions, le législateur pourra même à la limite se désintéresser totalement de la langue utilisée dans le domaine privé.

Par contre, dans certains pays de tradition anglo-saxonne, comme le Canada, et donc le Québec, où, dans bien des domaines, les droits de la personne prévalent sur ceux de la société, la loi du sol ne s'applique pas en matière linguistique (du moins en théorie), de sorte que les individus pourront librement choisir à la fois la langue utilisée dans la sphère privée et la langue utilisée dans le domaine public. Ce principe de base peut cependant connaître des exceptions partielles (par exemple, au Québec, l'obligation faite aux enfants d'immigrants non scolarisés en français ou en anglais, d'adopter le français comme langue d'usage dans un domaine public particulier, à savoir l'école). La concrétisation de ce principe en termes de comportement ne s'effectue d'ailleurs pas en vase clos : le fait pour l'individu d'avoir la liberté de choisir ne signifie pas que, dans son

⁴ Ce territoire peut bien sûr ne couvrir qu'une partie du pays : plusieurs pays ont deux ou plusieurs langues officielles ou nationales, chacune de ces langues étant appliquée dans le domaine public dans une partie déterminée du pays. La loi du sol peut s'appliquer aussi bien dans des pays officiellement unilingues que dans des pays officiellement bilingues ou plurilingues.

choix, il ne soit pas soumis à des facteurs externes. Parmi ces derniers, le fait pour le Québec, dernière société majoritairement francophone en Amérique du Nord, d'être une très petite minorité proche de 300 millions d'anglophones n'est certes pas un des moindres. Le libre choix permet aussi le libre jeu du rapport des forces.

Dans un tel contexte de « liberté » linguistique et, donc, de concurrence entre deux ou plusieurs langues sur un même territoire, la question du passage d'une langue à une autre selon que l'on change de sphère d'activité prend évidemment une signification importante, puisque, dans ces conditions, le dynamisme d'une langue doit être évalué dans plusieurs domaines simultanément. C'est à une première ébauche, très limitée et très provisoire, d'une telle évaluation que nous consacrons ce chapitre.

Une étude récente du Conseil de la langue française (Béland, 1999) a en effet permis, sur la base d'une enquête réalisée en 1997 auprès de quelque 14 000 personnes, d'estimer le nombre de locuteurs d'une langue donnée (français, anglais ou « autre ») dans le domaine public. Une dizaine d'activités publiques ont été prises en considération dans cette enquête; certaines d'entre elles sont à la frontière du privé et du public (comme le petit commerce ou l'association non professionnelle), d'autres sont plus traditionnelles (travail, syndicat, centre commercial, banque, administration scolaire, école, CLSC ou hôpital). À partir des résultats obtenus pour chacune de ces activités, un indice composite a été construit afin de saisir en un seul chiffre la situation pour l'ensemble du domaine public. Ces calculs, ventilés selon la région et la langue d'usage à la maison (Béland, 1999, tableau 3.8, p. 50), ont conduit à des probabilités de « passage » d'une langue d'usage privé à une langue d'usage public. Ceci nous a permis d'estimer l'évolution future du nombre et du pourcentage de locuteurs d'une langue d'usage public, en appliquant ces probabilités à nos effectifs prévus par langue d'usage à la maison. Le tableau 48 présente les probabilités de passage utilisées.

Avant d'analyser les résultats de nos estimations, deux remarques s'imposent. La première est conceptuelle, la seconde est méthodologique.

La notion même de langue d'usage public doit d'abord être précisée. S'il est en effet relativement aisé de s'entendre sur le fait qu'il s'agit de la langue la plus souvent utilisée dans les communications publiques (à l'exclusion, donc, des communications avec les autres membres du ménage et avec les amis), encore faut-il définir ce que comportent ces communications « publiques ». La frontière entre le domaine privé et le domaine public n'est pas toujours très précise. Il ne suffit pas de sortir de la maison pour se retrouver dans une situation de communication publique, tout comme on peut avoir dans sa maison des communications publiques (comme dans le cas d'un travailleur autonome). Même le lieu de travail pourrait, dans certaines conditions, relever du domaine privé plutôt que public (le travailleur immigrant qui travaille pour un parent ou ami se trouvera éventuellement dans cette situation). Il faut donc accepter que cette notion de « langue d'usage public » peut recouvrir un éventail de relations « publiques » très large. La langue publique à laquelle il est fait référence dans l'étude du Conseil de la langue française porte sur des situations de communication caractérisées par l'impersonnalité de la relation des situations de communication entre personnes de langue différente.

Le même type de problème conceptuel se pose d'ailleurs lorsqu'il s'agit de la langue utilisée dans le domaine privé. Implicitement, nous avons supposé que la langue « la plus fréquemment utilisée à la maison » est celle qui représente le mieux la langue d'usage privé. Il existe cependant d'autres environnements que « la maison » de résidence d'un individu à prendre en considération. La langue parlée avec des amis et avec les membres de la parenté dans leur propre maison fait normalement également partie de la langue d'usage privé. En outre, même à l'intérieur de la maison, plusieurs langues maternelles peuvent être utilisées à tour de rôle, selon le type de communication. Le même problème de délimitation des situations de communication à retenir se pose donc dans la sphère privée comme dans le domaine public. Une fois sélectionnées les diverses situations de communication, encore faut-il les pondérer. Ce problème de pondération (entre divers types de communication) se présente aussi bien lorsqu'il s'agit de la langue d'usage privé que lorsqu'il s'agit de construire un indice de la langue d'usage public, quoique sans doute de manière moins aiguë dans le premier cas. Par souci de commodité, on supposera que la langue parlée le plus fréquemment à la maison est représentative de la langue

parlée dans le domaine privé, et que celle parlée dans une série d'activités publiques est représentative de la langue utilisée dans le domaine public en général.

La seconde remarque est d'ordre méthodologique. Elle concerne la procédure utilisée pour passer de nos prévisions « langue d'usage à la maison » à des estimations « langue d'usage public ». Comme nous l'avons mentionné, ce passage s'effectue à travers une série de probabilités estimées sur la base d'une enquête réalisée en 1997. Or, cette enquête ne portait que sur la population âgée de 18 ans et plus, native ou immigrée avant 1995 (deux ans avant le sondage). Il nous faudra donc supposer que les moins de 18 ans se comportent, en matière de choix de la langue publique, de la même manière que leurs aînés, ce qui est loin d'être évident. Sans doute les résultats de l'enquête ont-ils été ventilés selon quelques grands groupes d'âge. Mais, outre le fait que ces groupes d'âge ne correspondent pas toujours aux nôtres, cette prise en compte de l'âge conduit très vite au problème des petits effectifs et donc à des taux de passage par âge et région qui ne sont pas toujours statistiquement très significatifs.

Il est donc évident que l'utilisation de ces probabilités de passage, qui sont déjà des estimations au départ, devient encore plus fragile dans le cadre de notre application. Il sera par conséquent important de vérifier, grâce à une série de simulations, la sensibilité de nos résultats à une variation de ces probabilités, afin de pouvoir dégager l'impact d'une erreur dans l'estimation des probabilités sur nos résultats.

Une autre implication méthodologique mérite d'être soulignée. Elle concerne l'évolution future du comportement en matière de langue d'usage public. Les probabilités de passage utilisées dans ce rapport renvoient à l'année 1997, année au cours de laquelle a eu lieu l'enquête. Aucune autre information temporelle n'étant disponible, il nous est impossible d'examiner comment ont pu évoluer ces probabilités dans le passé. Dans ces conditions, il devient extrêmement délicat de prévoir quelle sera leur évolution future et celle du comportement qu'elles reflètent. À nouveau, nous ferons des simulations, afin de tenter de dégager des balises, des bornes extrêmes en ce qui concerne le degré d'utilisation d'une langue dans le domaine public.

Enfin, il existe une troisième implication d'ordre méthodologique, et non des moindres. En appliquant à des effectifs prévus de langue d'usage « à la maison » des probabilités d'adoption d'une langue d'usage public, on peut donner l'impression que la relation entre langue d'usage privé et langue d'usage public est unidirectionnelle et univoque. S'il est vrai que, comme le montrent d'ailleurs clairement les résultats de l'enquête susmentionnée, la langue d'usage privé est le déterminant premier dans le choix d'une langue d'usage public, cela ne signifie cependant pas que ce choix soit influencé uniquement par la langue utilisée au sein du ménage. D'autres facteurs peuvent jouer, comme le contexte local ou régional (qui détermine la possibilité d'utiliser une langue dans un domaine public particulier) ou encore la législation linguistique (qui affecte surtout le comportement des immigrants, surtout les jeunes, par le biais de l'école), de telle sorte que, si la relation directe entre langue d'usage privé et langue d'usage public est sans doute vraie, pour l'essentiel, lorsqu'il s'agit des francophones et des anglophones, elle ne s'applique guère dans le cas des allophones.

Devant toutes les contraintes et réserves énoncées ci-dessus, on pourrait être tenté de s'interroger sur l'opportunité d'une prévision en matière de langue d'usage public. La robustesse des résultats obtenus, plus précisément la remarquable insensibilité de ces résultats à des variations même importantes des probabilités de passage, montre cependant que cet exercice prévisionnel n'est pas vain.

Le tableau 49 présente la répartition « prévue » de la population selon la langue d'usage public, pour chacune des régions du Québec et pour trois années : 1996 (année de départ de la prévision), 2001 et 2021 (vu la très forte inertie de cette répartition, nous ne présentons pas les résultats pour les années intermédiaires). Les chiffres de ce tableau ont été obtenus en supposant que les probabilités de passage d'une langue d'usage privé (la langue à la maison) à une langue d'usage public, telles que spécifiées dans le tableau 48, demeurent constantes tout au long de la période de prévision. Cette hypothèse sera levée par la suite. Les probabilités de passage du tableau 48 ont été appliquées aux effectifs des groupes linguistiques (définis selon la langue d'usage à la maison) observés au

recensement de 1996 et prévus pour 2001 et 2021 selon le scénario 17 (tableau 46), considéré comme le plus plausible.

L'image qui se dégage des résultats présentés dans le tableau 49 est très claire : dans chacune des régions, la répartition ne change pas tout au long de la période de prévision, le français étant et demeurant la langue publique de 68 % des habitants de l'Île-de-Montréal, de 90 % de ceux du reste de la région métropolitaine et de 95 % de ceux du reste du Québec, ce qui donne pour l'ensemble du Québec un pourcentage de 87 % de locuteurs du français dans le domaine public.

On pourrait évidemment avancer que cette constance remarquable dans la répartition de la population selon la langue d'usage public est due à l'hypothèse de constance des probabilités de passage. Nous avons donc effectué plusieurs simulations afin de tenter de mesurer l'impact d'une variation de ces probabilités. Puisque c'est dans l'Île-de-Montréal que la problématique linguistique est la plus délicate, et que c'est dans cette région que l'on peut espérer voir se manifester le plus aisément une variation dans la part de chaque langue d'usage public, nous avons limité ces simulations à cette seule région.

Comme le montrent les chiffres du tableau 48, dans l'Île-de-Montréal, francophones et anglophones utilisent très majoritairement (à 96 % pour les premiers, à 81 % pour les seconds) la même langue lorsqu'ils passent de la sphère privée à la sphère publique. Pour nos simulations, il n'existe donc guère de marge de manoeuvre de ce côté. Par contre, lorsqu'il s'agit du comportement des allophones en matière d'utilisation d'une langue publique, les modifications possibles sont plus étendues. En effet, par la force des choses, les allophones ne peuvent guère utiliser leur langue d'usage « autre » lorsqu'ils passent du domaine privé au domaine public (ils ne sont que 9 % à le faire). En outre, seulement une faible majorité (53 %) adoptent le français comme langue d'usage public. Comme les allophones de l'Île-de-Montréal sont essentiellement des immigrants ou descendants d'immigrants, des interventions « politiques » visant à augmenter la part des allophones qui choisissent le français comme langue publique sont plus aisément envisageables, soit en agissant en amont, avant l'arrivée de ces immigrants, en augmentant la part des

immigrants d'origine latine, plus facilement « francisables », soit en agissant sur le comportement de ces immigrants après leur arrivée (comme cela est déjà le cas dans certains domaines publics avec l'actuelle loi 101).

Dans une première étape, nous avons supposé que, dès 2001, les probabilités de passage des allophones de l'Île-de-Montréal vers, respectivement, le français et l'anglais seraient de 58 % et 35 % (contre 53 % et 38 % en 1997), ce qui laisserait seulement 7 % (au lieu de 9 %) d'allophones dans la sphère publique. Il s'agit donc là d'une augmentation importante et rapide dans l'adoption du français comme langue d'usage public, augmentation qui, nous le verrons ultérieurement, est difficilement réalisable. Même avec une telle hypothèse, le pourcentage de locuteurs « publics » de chacune des langues ne se modifie que très marginalement : 69 % au lieu de 68 % pour le français, et 29 % au lieu de 30 % pour l'anglais.

Dans une seconde étape, nous avons encore renforcé la force d'attraction du français dans la sphère publique, en supposant que, parmi les allophones de l'Île-de-Montréal, la probabilité de passage vers le français va croître jusqu'à 63 % en 2021 (au lieu de 53 % en 1997), et que celle d'utiliser l'anglais diminuera jusqu'à 32 % (au lieu de 38 % en 1997), seulement 5 % utilisant encore une langue « autre » dans le domaine public. Avec un tel jeu d'hypothèses, nous obtenons pour 2021 les pourcentages suivants de locuteurs dans le domaine public : 70 % pour le français, 29 % pour l'anglais et 1 % pour les autres langues. En d'autres termes, pour parvenir à augmenter légèrement (de 68 % à 70 %, et cela sur une période de 25 ans) la part du français comme langue d'usage public, il faut recourir à une hypothèse difficilement défendable.

En effet, le jeu de probabilités que nous venons d'appliquer pour obtenir ce résultat implique que nous déconnexions de plus en plus l'attraction qu'exerce une langue dans le domaine public du nombre de locuteurs et du pourcentage que cette langue représente dans la sphère privée. Une telle déconnexion a des limites. En effet, derrière les probabilités de passage d'une langue privée à une langue publique, il faut regarder les effectifs et les poids respectifs des divers groupes linguistiques. Selon nos prévisions, en

2021, le groupe francophone serait devenu minoritaire dans l'Île-de-Montréal (tableau 38) et le nombre de personnes qui utiliseraient le français à la maison serait passé de 973 000 (en 1996) à 899 000 (tableau 43), alors que le nombre d'allophones augmenterait de 329 000 à 520 000, le poids de ce groupe étant alors proche des 30 %. En appliquant les probabilités de passage estimées pour 1997 (tableau 48) à l'effectif allophone de 1996, on obtient 174 000 locuteurs du français dans le domaine public parmi les 329 000 locuteurs d'une langue « autre » dans le domaine privé. Pour en arriver à augmenter en 25 ans (de 1996 à 2021) de 68 % à 70 % le pourcentage de locuteurs « publics » du français dans l'Île-de-Montréal, nous avons dû supposer qu'en 2021, quelque 63 % des 520 000 allophones, soit 328 000, utilisaient le français. Le problème est donc de savoir d'où viendra cet accroissement de 154 000 allophones (langue privée) locuteurs du français langue publique.

À cet égard, la répartition des flux d'immigration selon l'origine des arrivants représente une variable cruciale. Comme l'a bien montré l'enquête de 1997 du Conseil de la langue française, les « connaissances linguistiques fonctionnelles » des immigrants allophones varient considérablement selon leur origine. Les immigrants d'origine latine ont en effet une connaissance fonctionnelle du français à concurrence de 87 %, alors que ceux d'origine non latine ne sont que 48 % à connaître le français de manière fonctionnelle, c'est-à-dire de manière à pouvoir utiliser cette langue « dans une activité quotidienne à l'extérieur de la maison » (Béland, 1999, tableau 3.35, p. 83). Ces pourcentages ne s'appliquent cependant qu'aux immigrants allophones définis selon la langue maternelle, c'est-à-dire que les immigrants qui ont déjà effectué un transfert vers le français ou l'anglais sont compris dans la population de référence. Si l'on considérait les seuls immigrants de langue maternelle « autre » qui continuent à utiliser leur langue « autre » à la maison, ces pourcentages seraient nettement moins élevés.

Cette connaissance fonctionnelle du français est évidemment nécessaire pour qu'un individu puisse adopter le français comme langue d'usage public. Mais ce n'est pas une condition suffisante : comme le montre le croisement (toujours pour les allophones) des variables « connaissance linguistique fonctionnelle » et « langue d'usage public », ceux

qui connaissent fonctionnellement à la fois le français et l'anglais ne sont que 68 % à utiliser le français comme langue d'usage public (et encore, ce résultat ne vaut que pour l'ensemble de la région métropolitaine, ce qui porte à croire que, dans l'Île-de-Montréal, le pourcentage est encore plus faible). Il en résulte qu'au total, lorsqu'on considère l'ensemble des immigrants allophones qui ont déclaré avoir une connaissance fonctionnelle du français (y compris les personnes qui ont déclaré connaître à la fois le français et l'anglais), la part de ceux qui utilisent le français s'élève à 77 %. Ce dernier pourcentage est d'ailleurs proche de celui (80 %) des immigrants « d'influence latine » utilisant le français comme langue publique (Béland, 1999, tableau 3.31, p. 77), alors que seulement 21 % des immigrants « d'influence non latine » avaient adopté le français. Dans ces conditions, pour pouvoir gagner, d'ici 2021, quelque 154 000 allophones locuteurs du français dans leurs activités publiques, il faudra qu'un pourcentage considérable des futurs immigrants allophones aient cette connaissance, et donc soient d'origine latine.

Les immigrants « d'influence latine » représentaient en 1997 près de 59 % des immigrants de la région métropolitaine de Montréal (Béland, 1999, tableau 3.28, p. 74). D'après nos prévisions (tableau 43), l'Île-de-Montréal peut espérer recevoir, entre 1996 et 2021, quelque 268 000 immigrants allophones. Si la répartition selon l'origine (latine ou non) restait la même, et si le pourcentage de locuteurs publics du français à l'intérieur des deux groupes demeurerait également inchangé, cela impliquerait 158 000 immigrants « latins », dont 126 000 utiliseraient le français dans leurs activités publiques, et 110 000 « non latins », dont 23 000 feraient de même. Si la totalité de ces 268 000 immigrants de la période 1996-2021 demeuraient encore dans l'Île-de-Montréal en 2021 (ce qui est très peu réaliste, même si – selon notre algorithme de prévision – ces immigrants ont déjà échappé à la mortalité et à l'émigration jusqu'à la fin de leur période quinquennale d'immigration), cela donnerait un total de quelque 150 000 locuteurs du français, ce qui n'est guère éloigné (surtout si l'on tient compte des allophones non immigrants, parmi lesquels certains gains peuvent encore être réalisés) des 154 000 locuteurs additionnels à chercher pour parvenir à minimalement augmenter (de 1 ou 2 %) la fréquence de l'utilisation publique du français.

Ce petit exercice d'arithmétique montre donc que, pour pouvoir augmenter de deux points de pourcentage la part du français langue publique dans l'Île-de-Montréal, il faut, si la répartition des futurs immigrants selon l'origine et la propension de ces immigrants à utiliser le français comme langue publique ne changent pas, et si tous sont encore dans cette région en fin de période, supposer une croissance considérable du taux de passage vers le français langue publique parmi les allophones non immigrants de 54 % en 1996 à 72 % (pour faire en sorte qu'en 2021 l'on obtienne 63 % de locuteurs du français parmi l'ensemble des allophones). Ce taux de passage de 72 % devrait cependant être abaissé pour tenir compte du fait que tous les immigrants de 1996-2021 ne seront plus là en 2021 (si les trois quarts sont encore présents, le taux de passage des non-immigrants devrait être de 68 %).

Comme une telle augmentation du taux de passage vers le français parmi les non-immigrants allophones est totalement irréaliste, il faut nécessairement, si l'on veut augmenter de 1 ou 2 % la fréquence de l'utilisation du français dans l'Île-de-Montréal (et si l'on accepte le postulat qu'aucun gain ne peut être fait du côté des francophones), soit convaincre les anglophones d'augmenter leur taux d'utilisation du français, soit agir sur la répartition des futurs immigrants selon leur origine. La seconde option semble à première vue plus aisément réalisable.

Supposons donc que les taux de passage vers le français demeurent stables (au niveau de 1997) pour chacun des groupes pendant toute la période 1996-2021, ce qui est sans doute le plus réaliste, et que l'on compte uniquement sur une présence relativement plus importante d'immigrants « d'influence latine » parmi les cohortes d'immigrants de 1996-2021 pour faire passer de 68 % en 1996 à 70 % en 2021 la fréquence du français comme langue d'usage public dans l'Île-de-Montréal. Dans ce cas, la question est de savoir de combien il faudrait augmenter le nombre et la part de ces immigrants « latins ». La réponse s'obtient de la même manière que précédemment : à partir d'un petit exercice arithmétique, on peut démontrer qu'il faudrait que, parmi l'ensemble des 268 000 immigrants allophones de la période 1996-2021, il y ait 234 000 immigrants « latins », soit 87 % du total. Or, comme nous l'avons souligné plus haut, d'après les résultats de

l'enquête de 1997, 59 % des immigrants allophones étaient « d'influence latine ». Si l'on ajoute à ces 234 000 immigrants allophones « latins » les 107 000 immigrants francophones (latins par définition) prévus pour 1996-2021 (voir tableau 43), on obtient un total de 341 000 immigrants « latins » sur les 439 000 prévus au total pour l'Île-de-Montréal. En d'autres termes, il faut prévoir une immigration qui soit à peu près de 80 % latine pour pouvoir augmenter de 2 % la fréquence d'utilisation publique du français dans l'Île-de-Montréal. Le défi est de taille.

Sans doute les petits exercices arithmétiques auxquels nous nous sommes livré dans ce chapitre peuvent-ils apparaître fastidieux. Ils ont cependant permis de constater qu'il est fort peu probable de voir changer significativement, du moins à court et moyen terme, la répartition de la population selon la langue d'usage public. Apparemment, dans le domaine public plus encore que dans la sphère privée, les tendances démolinguistiques semblent très lourdes.

CONCLUSION

Les prévisions démologiques selon la langue d'usage à la maison que nous avons obtenues en nous basant sur les résultats du recensement de 1996 confirment pour l'essentiel ce que produisait l'exercice prévisionnel que nous avons effectué précédemment (Termote, 1996) à partir de la situation observée en 1991. Quel que soit le scénario envisagé (sauf un cas extrême, totalement irréaliste), la part du groupe francophone diminue tout au long de la période de prévision (1996-2021), et ce dans chacune des trois régions étudiées (l'Île-de-Montréal, le reste de la région métropolitaine et le reste du Québec); la diminution est cependant très lente, voire négligeable, en dehors de l'Île-de-Montréal. L'effectif de la population francophone présente également une tendance à la baisse : celle-ci a déjà débuté en 1991-1996 (tel que nous l'avions prévu) pour les francophones de l'Île-de-Montréal, et elle commencera dans une vingtaine d'années (vers 2016-2021) en dehors de la région métropolitaine, et une dizaine d'années plus tard dans la région métropolitaine en dehors de l'Île-de-Montréal.

La baisse du poids des francophones sera particulièrement rapide dans l'Île-de-Montréal, où presque tous les facteurs démographiques jouent en défaveur du groupe francophone : une sous-fécondité chronique, au même bas niveau que celui des anglophones; un étalement urbain essentiellement francophone; et un gain relativement faible (non proportionnel à sa part dans la population totale) lorsqu'il s'agit de l'immigration internationale et de la mobilité linguistique (le seul élément favorable est la migration interprovinciale, grâce essentiellement à la forte émigration des non-francophones). Il en résultera que, fort probablement dans quinze à vingt ans, le groupe francophone sera minoritaire dans l'Île-de-Montréal.

L'avenir du groupe francophone de l'ensemble de la région métropolitaine est bien sûr nettement plus favorable (ou plutôt, moins défavorable). Puisque l'impact de l'immigration internationale est dilué sur un espace plus étendu et sur un effectif de population plus élevé, et que celui de l'étalement urbain est par définition annulé, la baisse du poids du groupe francophone y est nécessairement plus lente.

Devant ces résultats, d'aucuns estimeront qu'il est sans intérêt d'analyser ce que pourrait être l'avenir démographique de l'Île-de-Montréal (même si celle-ci représente plus de la moitié de la région métropolitaine et le quart de la population du Québec), et que seule l'évolution de la région métropolitaine dans son intégralité serait importante (une prévision par groupe de municipalités pourrait certes également être significative, mais elle n'est pas possible, plusieurs données indispensables n'étant pas disponibles à ce niveau de désagrégation spatiale). D'autres ajouteront que la langue d'usage à la maison n'est pas un critère important pour l'étude de l'évolution démographique d'une société. Ce type d'affirmation relève plus de l'interprétation des résultats qu'il n'est une remise en cause de ces derniers.

Quant au groupe anglophone, il peut espérer pour les prochaines décennies une baisse beaucoup plus lente que celle qu'il a connue au cours des derniers lustres; par contre, sa part dans la population totale continuera à diminuer de manière prononcée. Seul le groupe allophone connaîtra une croissance, tant sur le plan de l'effectif que sur celui de la part dans la population totale. Dans l'Île-de-Montréal, son effectif (et donc sa part) dépassera celui des anglophones peu après 2006.

Corrélativement au déclin des effectifs, on assistera à un vieillissement accéléré de la population francophone du Québec et de la région de Montréal, de telle sorte que

l'âge moyen des francophones du Québec, qui était le plus bas des trois groupes linguistiques en 1996, sera le plus élevé dès 2011.

La remarquable convergence que nous avons pu observer dans les tendances dégagées par chacun des scénarios retenus signifie bien sûr que nos résultats sont « robustes » et « fiables » : même si nous nous sommes trompé dans l'évolution prévue de la fécondité, de la migration interne (interprovinciale et intraprovinciale), de l'immigration internationale ou de la mobilité linguistique, cela ne devrait pas trop influencer les tendances principales obtenues à partir du scénario considéré comme « le plus probable » (le scénario 17). Une telle convergence ne devrait guère surprendre. Comme toute structure, la structure démographique et la structure linguistique d'une société n'évoluent que très lentement. Le poids du passé et la relative stabilité des comportements (à l'exception de l'immigration internationale, qui dépend beaucoup du contexte socio-économique et politique) expliquent cette inertie fondamentale des structures démologiques.

L'analyse de sensibilité que nous avons menée a démontré, une fois de plus, que l'immigration internationale est le facteur qui exerce le rôle le plus considérable dans la baisse de la part des francophones, particulièrement dans l'Île-de-Montréal, où cette immigration se trouve très majoritairement concentrée. Dans un contexte de sous-fécondité chronique et de vieillissement accéléré de la population, et donc dans un contexte d'accroissement naturel décroissant et bientôt négatif, cette immigration internationale joue nécessairement un rôle croissant. Le niveau de la fécondité est aujourd'hui trop bas pour pouvoir affecter de façon marquée, par sa variation, l'évolution de la structure linguistique. Quant à la migration interprovinciale, elle joue en défaveur du groupe anglophone, tout comme l'étalement urbain agit au détriment du groupe francophone de l'Île-de-Montréal. Enfin, grâce à une multiplicité d'hypothèses (certaines toutes théoriques) en matière de changement de

langue d'usage à la maison, nous avons pu démontrer, une fois encore, que la mobilité linguistique ne joue qu'un rôle secondaire dans l'évolution démographique d'une société. Cette mobilité linguistique est trop faible, elle exige des contextes tellement particuliers (l'exogamie, par exemple), et elle prend souvent tellement de temps (parfois deux à trois générations), que ses effets se trouvent nécessairement dominés par les effets des autres facteurs.

Bien sûr, si les tendances qui se dégagent pour le court et le moyen terme sont fort semblables d'un scénario à l'autre, et sont identiques à celles qui se dégagent déjà de nos prévisions antérieures, cela ne signifie pas que, pour une année de prévision donnée, les résultats tant en effectifs qu'en pourcentages soient toujours similaires. Selon que l'on choisisse telle ou telle évolution de la fécondité, de l'immigration internationale, de l'étalement urbain, de la migration interprovinciale ou de la mobilité linguistique, l'évolution des effectifs et des pourcentages sera plus ou moins rapide. Comme c'est dans l'Île-de-Montréal que l'impact d'une variation de ces facteurs est le plus fort, c'est aussi dans cette région que les écarts dans les résultats d'un scénario à l'autre sont les plus importants. Mais, même dans ce cas, les divergences ne sont pas considérables. Même après 25 ans (de 1996 à 2021), les écarts au plan de l'effectif ne sont pas importants : en nous limitant aux huit scénarios les plus plausibles, l'écart maximum est de 4,2 % pour l'Île-de-Montréal, de 2,6 % pour le reste de la région métropolitaine et de 2,1 % pour le reste du Québec, ce qui produit un écart de 2,7 % pour l'ensemble du Québec.

Il en va de même pour le poids du groupe francophone. En dehors de l'Île-de-Montréal, la part de ce groupe dans la population totale est quasiment la même quel que soit le scénario adopté. Par contre, dans l'Île-de-Montréal, où les divers facteurs de l'évolution démographique jouent fortement et simultanément, les écarts deviennent plus prononcés : selon que l'on est plus ou moins optimiste quant à

l'évolution des facteurs favorables ou défavorables au groupe francophone, on peut retarder ou anticiper de plusieurs lustres l'année au cours de laquelle ce groupe deviendra minoritaire. Cela n'est guère surprenant, dans la mesure où il s'agit d'un pourcentage (les structures changent lentement). À cet égard, il importe de ne pas accorder une signification indue à la marque des « 50 % » : que les francophones représentent 51 % ou 49 % de la population ne change guère au poids réel de ce groupe dans l'évaluation de la vitalité du français dans cette région. Ce qui est important ici, ce n'est pas le fait d'être tout juste au-dessus ou au-dessous d'une barre devenue « magique », mais bien la tendance apparemment inéluctable à la baisse.

On remarquera que, par rapport à nos prévisions antérieures (Termote, 1996), nos résultats produisent un net ralentissement dans la baisse de la part des francophones dans la population totale de l'Île-de-Montréal. En fait, notre étude antérieure avait quelque peu surestimé l'intensité de cette baisse. Nous avions prévu une baisse de 57,3 % en 1991 à 54,6 % en 1996, alors que, selon le recensement de 1996, la part des francophones y est de 55,5 %. Sans doute est-il périlleux de faire des comparaisons entre des prévisions basées sur un recensement (1991 en l'occurrence) et les résultats du recensement suivant, parce qu'il y a toujours des différences notables dans l'opération censitaire elle-même (le taux de sous-dénombrement varie considérablement, le questionnaire n'est pas exactement le même, l'impact des déclarations de langues multiples varie, etc.). Il n'en reste pas moins que, même en tenant compte de ces différences, un écart de 0,9 % entre ce qui est prévu et ce qui est vérifié reste significatif.

Il nous semble évident que, dans nos prévisions antérieures, nous avons, comme cela se vérifie d'ailleurs dans la plupart des exercices prévisionnels, été trop influencé par le comportement le plus récent, en l'occurrence celui observé au début des années

1990. Le début de la décennie était caractérisé par un niveau très élevé d'immigration internationale. En outre, les dernières données disponibles à l'époque en matière de migration intraprovinciale (celles portant sur la période 1986-1991) témoignaient d'un important étalement urbain. Or, entre 1991 et 1996, l'immigration internationale a baissé de près de la moitié, à un rythme bien plus élevé que celui que nous avons prévu, et l'étalement urbain s'est considérablement ralenti. La conjonction des deux explique l'essentiel de l'écart entre la prévision et l'observation.

Au vu des résultats de nos nouvelles prévisions, on peut se demander si, cette fois encore, nous n'avons pas été trop influencé par la situation du moment, caractérisée par une faible immigration internationale et un essoufflement prononcé de l'étalement urbain. Lorsqu'on compare l'évolution observée entre 1991 et 1996 en ce qui concerne le poids des francophones dans l'Île-de-Montréal (une baisse de 1,7 % en cinq ans), avec l'évolution prévue pour les lustres futurs, on constate que tous nos scénarios aboutissent à une baisse beaucoup moins rapide (et tendanciellement décroissante) par rapport à l'observation de la période 1991-1996. Plutôt que d'extrapoler la baisse observée au cours de cette dernière période, ce qui ne serait certes pas une procédure très défendable, nos scénarios aboutissent à une baisse asymptotique menant à moyen terme à un niveau proche de la « barre magique » des 50 %. On peut effectivement se demander si nous n'avons pas été trop prudent, trop conservateur dans l'élaboration de nos hypothèses. Il est fort possible que l'évolution future se situe quelque part entre l'extrapolation et l'asymptote. Dans ce cas, nous aurions cette fois sous-estimé la baisse du poids des francophones à Montréal.

Du moins pouvons-nous espérer avoir dégagé les tendances fondamentales, les balises de l'évolution future en matière de langue d'usage « à la maison ». Puisque

nous disposons depuis peu des résultats d'une enquête réalisée en 1997 par le Conseil de la langue française sur l'usage public des langues, il était tentant d'analyser ce que nos prévisions « langue privée » impliquaient en termes de langue d'usage public. Cette enquête a en effet permis d'obtenir, pour chacune de nos trois régions, des taux de passage de chaque langue d'usage « à la maison » vers chacune des langues d'usage public. L'application de ces taux de passage permet d'estimer ce que pourrait être le nombre de locuteurs et la fréquence d'utilisation d'une langue dans le domaine public en fonction de l'évolution prévue des effectifs de population selon la langue utilisée le plus fréquemment dans la sphère privée. Le conditionnel est particulièrement de mise en l'occurrence. Les résultats ainsi obtenus sont en effet basés à la fois sur des prévisions de la population par langue d'usage à la maison et sur des estimations des taux de passage, estimations qui, de surcroît, portent sur la population de 18 ans et plus, native ou immigrée depuis au moins deux ans, et non sur la population totale comme cela est le cas pour nos prévisions par langue d'usage à la maison. En outre, il est évident que la langue d'usage à la maison n'est pas le seul déterminant de l'utilisation d'une langue dans le domaine public, même s'il est indubitablement le facteur dominant, du moins pour les francophones et les anglophones; les conditions locales et la législation linguistique peuvent également affecter la fréquence d'utilisation d'une langue dans les activités publiques (par exemple, en milieu scolaire).

Les résultats obtenus en matière de langue d'usage public sont remarquablement nets : dans chaque région, la fréquence d'utilisation d'une langue donnée reste identique tout au long de la période de prévision. Pour le français, cette fréquence s'élève à 68 % dans l'Île-de-Montréal, à 90 % pour le reste de la région métropolitaine de Montréal et à 95 % dans le reste du Québec. Puisque l'information sur les taux de passage d'une langue privée à une langue d'usage public n'est disponible que pour la seule année 1997, nous avons dû supposer dans une première

étape que ces taux restaient constants tout au long de la période. Lorsque nous avons ensuite levé cette hypothèse, en faisant des simulations impliquant un accroissement considérable de l'utilisation publique du français parmi les allophones, cela n'a affecté que de façon très marginale les fréquences relatives d'utilisation de chaque langue.

Plutôt que de jouer sur les probabilités de passage, nous avons également fait varier la structure de la population soumise à ces probabilités, en modifiant la répartition des futurs immigrants selon leur origine latine ou non, l'argument étant qu'une immigration plus latine implique un plus grand nombre de personnes susceptibles d'adopter le français dans le domaine public. Ici encore, l'impact sur la fréquence d'utilisation publique est quasiment nul. Il faudrait par exemple que, dorénavant et pendant toute la durée de prévision, 80 % des nouveaux arrivés de l'Île-de-Montréal soient d'origine latine pour obtenir une hausse de 2 % de la fréquence d'utilisation publique du français dans cette région.

Les implications « politiques » de ces divers résultats sont multiples. Nous ne pouvons ici que – très prudemment – en énoncer les principales. La première est que, puisque le déclin de l'effectif du groupe francophone, comme d'ailleurs de la population dans son ensemble, est inéluctable (la décroissance du nombre de francophones est déjà en cours dans l'Île-de-Montréal), il faut s'y préparer. La prévision devrait conduire à cultiver la vertu de prévoyance. Cela est d'autant plus impérieux qu'une fois amorcée, la décroissance sera rapide et qu'elle sera conjuguée à un processus de vieillissement accéléré de la population. Une population rapidement vieillissante aura d'ailleurs sans doute plus de difficultés à gérer le déclin démographique, avec tout ce que celui-ci implique en termes socio-économiques, entre autres.

En d'autres termes, il est grand temps d'accepter que nous avons besoin de changer de paradigme. La société québécoise, comme d'ailleurs plusieurs autres sociétés industriellement avancées, ne peut plus continuer à fonctionner comme si la croissance démographique était une donnée de la nature. Ce qui est en cause ici, ce n'est pas tellement le nombre même de personnes qui, demain et après-demain, résideront au Québec. Il n'y a en effet en ce domaine aucun « optimum de population ». Nombre de sociétés très évoluées et économiquement au moins aussi avancées que le Québec ont une population bien moins nombreuse (on pense immédiatement à l'exemple des pays scandinaves). Ces sociétés ont d'ailleurs souvent connu une croissance démographique très faible, et certaines vivent déjà depuis quelque temps la stagnation des nombres. Ce qui importe, c'est beaucoup plus le rythme de décroissance qui attend le Québec.

Pour pouvoir opérer plus aisément les multiples ajustements que nécessitera cette décroissance, il est préférable que celle-ci soit ralentie le plus possible. La question est alors de savoir où se situe ce possible. La seconde implication politique de nos résultats porte précisément sur les moyens d'intervention visant, sinon à renverser, du moins à freiner la dynamique de déclin du groupe francophone (et, par extension, de l'ensemble de la population québécoise, qui ne continuera à croître en nombre que pendant un lustre de plus, grâce à la croissance démographique des allophones). À cet égard, il faut être réaliste : ces moyens sont peu nombreux et leur efficacité est limitée.

On ne voit guère comment on pourrait agir de manière privilégiée sur la fécondité (ni sur la mortalité !) des francophones; l'expérience montre d'ailleurs que toute intervention en la matière se révèle rapidement peu efficace. On ne peut non plus imaginer une intervention discriminatoire dans le domaine de la migration interne. Il ne reste que l'immigration internationale et la mobilité linguistique. Mais si on

maintient l'immigration à un bas niveau pour freiner le déclin du poids du groupe francophone, on ne fait qu'accélérer la décroissance des effectifs de la population. Quant à la mobilité linguistique, nous avons pu démontrer, osons-nous croire, qu'une intervention dans ce domaine ne peut avoir des effets significatifs qu'à très long terme. Et encore, ces effets (bénéfiques au groupe francophone) n'ont-ils été obtenus qu'en supposant que la force d'attraction du français ne décroîtra pas.

La troisième implication politique porte sur le français comme langue d'usage public. Le fait qu'il n'y ait pratiquement pas de modification prévisible dans la répartition de la population selon la langue utilisée dans le domaine public, même en augmentant considérablement la probabilité pour les allophones d'adopter le français, et même en modifiant considérablement les flux futurs d'immigration (jusqu'à 80 % d'immigrants d'origine latine), démontre ici aussi la profonde inertie du système. Cela ne signifie cependant pas que rien ne doit être fait. Puisque l'immigration internationale est une déterminante fondamentale de l'évolution démographique future de la société québécoise, et qu'elle constitue à toutes fins pratiques le seul domaine d'intervention politique susceptible d'être un tant soit peu efficace, autant utiliser ce levier pour infléchir, ou du moins freiner l'évolution prévisible : en augmentant de façon durable et de manière très prononcée la part des immigrants d'origine latine, on devrait finir par obtenir, du moins à long terme, des résultats positifs pour le groupe francophone, tant en ce qui concerne la langue d'usage privé que pour le français langue d'usage public.

La conclusion finale que l'on peut donc dégager de cette étude est qu'en matière de prévision démographique, comme en bien d'autres domaines, les effets de structure et le poids du passé dominant – et de loin – les effets dus aux modifications de comportement que l'on peut espérer obtenir par une intervention. En politique comme ailleurs, la pratique de la nécessaire vertu de prévoyance doit

s'accompagner de la pratique de la non moins nécessaire vertu d'humilité. Si la politique est l'art du possible, la politique de population dont le Québec devra bien un jour se doter permettrait au moins de préciser les enjeux et les défis, et de définir les limites du possible en matière démolinguistique.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

BÉLAND, Paul, 1999. *Le français, langue d'usage public au Québec en 1997*, Québec, Conseil de la langue française, 123 p.

GIRARD, Chantal, 1992. *Développement d'un modèle de projection et analyse de la sensibilité de la composition linguistique de la population du Québec*, Montréal, Université de Montréal, Département de démographie, mémoire de maîtrise, 93 p. et annexes.

LEDENT, Jacques, 1993. *L'impact de l'immigration internationale sur l'évolution démographique du Québec*. Montréal, ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration, 84 p.

LI, Wen Lang, 1983. « The Language Shift of Chinese Americans », *International Journal of the Sociology of Language*, p. 38.

ROBITAILLE, Norbert, Robert BOURBEAU, Chantal GIRARD et Marc TREMBLAY, 1992. « L'avenir des groupes linguistiques au Québec : équilibres et options », *Cahiers québécois de démographie*, 21, n° 2, p. 147-160.

ROGERS, Andrei, 1968. *Matrix Analysis of Interregional Population Growth and Distribution*, Berkeley (California), University of California Press.

ROGERS, Andrei, 1975. *Introduction to Multiregional Mathematical Demography*, New York, John Wiley & Sons.

ROGERS, Andrei, 1995. *Multiregional Demography: Principles, Methods and Extensions*, New York, John Wiley & Sons, 236 p.

SÉGUIN, Anne-Marie et Marc TERMOTE, 1993. « La dimension territoriale de l'immigration internationale, *Cahiers de Géographie du Québec*, 37, p. 241-262.

TERMOTE, Marc, 1992. *La contribution de l'immigration internationale à la démographie montréalaise*. Montréal, ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration, 72 p.

TERMOTE, Marc, 1994. *L'avenir démolinguistique du Québec et de ses régions*, Québec, Conseil de la langue française, 266 p.

TERMOTE, Marc, 1996. *Perspectives démolinguistiques du Québec et de la région de Montréal, 1991-2041*, présenté en annexe de *Le français langue commune. Enjeu de la société québécoise*, Rapport du comité interministériel sur la situation de la langue française, Québec, 73 p. plus annexes.

TERMOTE, Marc, 1998. « L'impact de la mobilité linguistique sur l'évolution démographique des francophones du Québec », *Cahiers québécois de démographie*, 27, n° 2, p. 267-294.

TERMOTE, Marc et Danielle GAUVREAU, 1988. *La situation démolinguistique du Québec*, Québec, Conseil de la langue française, 282 p.

ANNEXE I

DÉCOUPAGE GÉOGRAPHIQUE

Le découpage géographique utilisé dans cette étude comprend trois régions du Québec, soit :

- l'Île-de-Montréal (la Communauté urbaine de Montréal);
- le reste de la région métropolitaine de recensement (RMR) de Montréal;
- le reste du Québec, soit l'ensemble du Québec moins les deux régions précédentes.

Puisque les données de naissances et décès par groupe linguistique et âge ne sont disponibles que par municipalité régionale de comté (MRC), nous avons, pour l'analyse et la prévision du comportement de fécondité et de mortalité, dû regrouper un certain nombre de MRC pour retrouver à quelque 5 % près la région « reste de la région métropolitaine de Montréal ». Les MRC regroupées sont les suivantes : Champlain, Deux-Montagnes, Lajammeraies, L'Assomption, Laval, Les Moulins, Mirabel, Roussillon, Thérèse-de-Blainville, Vallée-du-Richelieu, Vaudreuil-Soulanges. Nous avons supposé que les taux de fécondité (par âge de la mère et groupe linguistique) et les taux de mortalité (par âge et groupe linguistique) obtenus pour ce regroupement de MRC étaient valables pour la région « reste de la région métropolitaine ».

ANNEXE II

TABLEAUX

Tableau 1 – Taux brut de reproduction selon la région et le groupe linguistique, 1986-1991 et 1996

	Francophones		Anglophones		Allophones	
	1986-1991	1996	1986-1991	1996	1986-1991	1996
Île-de-Montréal	0,68	0,72	0,76	0,73	0,82	1,08
Reste de la RMR	0,91	0,88	0,91	0,78	0,83	0,95
Reste du Québec	0,74	0,81	0,66	0,63	1,32	1,25
Reste du Canada	0,87	0,83	0,87	0,85	1,11	0,86

Source : Pour le Québec, statistiques de naissances de l'Institut de la statistique du Québec et calculs de l'auteur; pour le reste du Canada, estimations de l'auteur (les données de naissance ne sont pas disponibles selon la langue).

Tableau 2 – Indice synthétique de fécondité selon la région et le groupe linguistique, 1990-1991 et 1996

	Francophones		Anglophones		Allophones		Total	
	1990-1991	1996	1990-1991	1996	1990-1991	1996	1990-1991	1996
Île-de-Montréal	1,49	1,45	1,53	1,45	2,10	2,23	1,57	1,59
Reste de la RMR	1,82	1,73	1,82	1,53	1,86	1,89	1,82	1,72
Total RMR	1,66	1,59	1,60	1,46	2,06	2,17	1,68	1,63
Reste du Québec	1,75	1,64	1,84	1,29	3,41	2,51	1,78	1,64
Total Québec	1,69	1,62	1,61	1,42	2,35	2,23	1,71	1,63

Source : Statistiques de naissances de l'Institut de la statistique du Québec et calculs de l'auteur.

Tableau 3 – Espérance de vie à la naissance, selon la région et le groupe linguistique, 1986-1991 et 1996

	Francophones		Anglophones		Allophones	
	1986-1991	1996	1986-1991	1996	1986-1991	1996
Île-de-Montréal	74,0	75,9	79,2	79,1	84,2	87,5
Reste de la RMR	74,9	76,2	79,2	79,7	a	a
Reste du Québec	76,1	78,1	79,4	79,4	a	a
Reste du Canada ^b	77,3	78,3	77,3	78,3	77,3	78,3

Source : Statistiques de décès de l'Institut de la statistique du Québec et calculs de l'auteur.

a. Nombre de décès trop faible pour permettre des calculs significatifs.

b. En l'absence de données de mortalité par groupe linguistique, nous avons supposé que, dans le reste du Canada, les conditions de mortalité de chaque groupe étaient identiques.

Tableau 4 – Nombre (en milliers) de migrants internes, par groupe linguistique, région d'origine et région de destination, (1) 1986-1991 et (2) 1991-1996

Groupe linguistique et région d'origine		Région de destination				Total émigrants
		IM	R. RMR	RQ	RC	
Francophones						
Île-de-Montréal	(1)	--	115	66	7	188
(IM)	(2)	--	89	52	6	147
Reste RMR	(1)	46	--	68	4	118
(R. RMR)	(2)	46	--	59	4	109
Reste du Québec	(1)	51	73	--	25	149
(RQ)	(2)	45	58	--	16	119
Reste du Canada	(1)	10	8	28	--	46
(RC)	(2)	6	5	27	--	38
Total	(1)	107	196	162	36	501
Immigrants	(2)	97	152	138	26	413
Solde	(1)	-81	78	13	-10	0
(Immigrants-Émigrants)	(2)	-50	43	19	-11	0
Anglophones						
Île-de-Montréal	(1)	--	19	6	43	68
(IM)	(2)	--	13	5	42	60
Reste RMR	(1)	10	--	2	9	21
(R. RMR)	(2)	9	--	2	9	20
Reste du Québec	(1)	5	3	--	22	30
(RQ)	(2)	4	2	--	20	26
Reste du Canada	(1)	20	6	16	--	42
(RC)	(2)	15	4	16	--	35
Total	(1)	35	28	24	74	161
Immigrants	(2)	28	19	23	71	141
Solde	(1)	-33	7	-6	32	0
(Immigrants-Émigrants)	(2)	-32	-1	-2	36	0
Allophones						
Île-de-Montréal	(1)	--	11	1	7	19
(IM)	(2)	--	6	1	12	19
Reste RMR	(1)	2	--	0	1	3
(R. RMR)	(2)	3	--	0	1	5
Reste du Québec	(1)	2	0	--	2	5
(RQ)	(2)	2	1	--	2	4
Reste du Canada	(1)	3	0	1	--	5
(RC)	(2)	3	0	1	--	5
Total	(1)	7	12	2	10	31
Immigrants	(2)	9	7	2	15	33
Solde	(1)	-12	9	-3	5	0
(Immigrants-Émigrants)	(2)	-10	2	-2	10	0

Source : Compilations spéciales des recensements de 1991 et 1996 et calculs de l'auteur.

Note : Les migrations interprovinciales des 0-4 ans ont été estimées à partir des données sur le lieu de naissance et le lieu de résidence en fin de période censitaire; les migrations intraprovinciales des 0-4 ans ont été estimées.

Tableau 5 – Entrées internationales (de 5 ans et plus) en (1) 1986-1991 et (2) 1991-1996. Nombre (en milliers) et répartition (en %) par région et groupe linguistique

	Francophones		Anglophones		Allophones		Total	
	(1)	(2)	(1)	(2)	(1)	(2)	(1)	(2)
Nombre								
Île-de-Montréal	22	25	20	15	64	63	106	103
Reste RMR	6	6	3	2	10	8	18	16
Reste du Québec	10	13	3	3	5	5	18	21
Total Québec	38	44	25	20	79	76	142	140
Reste du Canada	9	9	317	267	445	512	771	789
Total Canada	47	53	342	287	524	589	913	929
Répartition (en %)								
selon la langue								
Île-de-Montréal	21	24	18	15	61	61	100	100
Reste RMR	31	38	15	12	54	50	100	100
Reste du Québec	57	62	15	14	28	24	100	100
Total Québec	27	32	18	14	55	54	100	100
Reste du Canada	1	1	41	34	58	65	100	100
Total Canada	5	6	37	31	58	63	100	100
selon la région								
Île-de-Montréal	58	57	78	75	81	83	75	74
Reste RMR	15	14	11	10	13	10	13	11
Reste du Québec	27	29	11	15	6	7	12	15
Total	100	100	100	100	100	100	100	100

Source : Statistique Canada, compilations spéciales des recensements de 1991 et 1996, et calculs de l'auteur.

Tableau 6 – Estimation du nombre de transferts linguistiques effectués au cours de la période 1981-1986 au Québec

Langue d'origine (utilisée en 1981)	Langue d'usage (en 1986)			Total
	Français	Anglais	Autre	
Français	---	13 442	0	13 442
Anglais	9 964	---	0	9 964
Autre	3 394	6 889	---	10 283
Total	13 358	20 331	0	33 689
Solde	-84	10 367	-10 283	0

Source : Girard, 1992 (voir aussi Robitaille *et alii*, 1992, p. 153).

Tableau 7 – Répartition des personnes de langue maternelle (unique) autre que française et anglaise, selon la langue parlée à la maison, le groupe d'âge et le lieu de naissance, Île-de-Montréal, 1996

Groupe d'âge	NÉES AU CANADA				NÉES À L'ÉTRANGER*			
	F	A	Ø	M	F	A	Ø	M
0-4 ans	4,5	10,8	76,7	8,0	5,2	3,6	86,5	4,7
5-9 ans	8,8	23,5	56,3	11,4	13,0	3,6	70,0	13,4
10-14 ans	11,7	31,7	43,9	12,7	15,9	4,1	66,3	13,7
15-19 ans	9,9	32,3	42,7	15,1	15,3	6,0	67,1	11,6
20-24 ans	8,7	36,7	40,7	13,9	14,8	9,4	66,9	8,9
25-29 ans	4,9	55,3	29,2	10,6	14,3	13,0	63,0	9,7
30-34 ans	6,1	64,6	20,4	8,9	12,4	13,8	63,1	10,7
35-39 ans	8,4	66,1	17,8	7,7	12,4	15,6	61,7	10,3
40-44 ans	8,7	67,5	16,4	7,4	13,1	18,1	59,2	9,6
45-49 ans	12,6	70,4	14,5	2,5	12,0	20,4	58,7	8,9
50-54 ans	15,0	66,4	9,3	9,3	10,4	16,3	65,0	8,3
55-59 ans	18,8	65,3	12,1	3,8	8,2	13,1	71,4	7,3
60-64 ans	13,9	72,5	6,4	7,2	5,9	12,6	75,8	5,7
65-69 ans	21,0	61,9	9,6	7,5	5,6	13,0	75,4	6,0
70-74 ans	21,6	64,0	6,5	7,9	5,9	16,9	70,9	6,3
75-79 ans	17,9	67,4	6,2	8,5	5,2	17,2	72,0	5,6
80-84 ans	23,0	63,8	8,4	4,8	6,1	17,3	70,3	6,3
85 ans et +	14,5	66,6	15,6	3,3	4,4	23,8	66,2	5,6
TOTAL	8,3	39,0	42,3	10,4	10,9	14,1	66,1	8,9

Source : Compilations spéciales du recensement de 1996 et calculs de l'auteur.

* : Résidents non permanents inclus.

Note : F = français; A = anglais; Ø = autre; M = langues multiples.

Tableau 8 – Répartition des personnes de langue maternelle (unique) autre que française et anglaise, selon la langue parlée à la maison, le groupe d'âge et le lieu de naissance, Reste de la RMR de Montréal, 1996

Groupe d'âge	NÉES AU CANADA				NÉES À L'ÉTRANGER*			
	F	A	Ø	M	F	A	Ø	M
0-4 ans	6,7	15,3	71,5	6,5	11,8	5,3	76,3	6,6
5-9 ans	9,4	24,5	53,1	13,0	21,0	2,1	65,5	11,4
10-14 ans	16,7	30,1	40,2	13,0	20,3	2,9	64,6	12,2
15-19 ans	12,6	31,4	40,7	15,3	16,8	4,6	67,4	11,2
20-24 ans	9,5	34,4	41,2	14,9	19,2	5,2	65,0	10,6
25-29 ans	12,6	47,6	28,4	11,4	22,5	10,2	54,7	12,6
30-34 ans	12,8	63,3	14,7	9,2	19,9	17,1	51,8	11,2
35-39 ans	17,5	65,8	9,5	7,2	21,2	17,6	50,6	10,6
40-44 ans	29,1	57,1	6,9	6,9	21,2	17,7	51,4	9,7
45-49 ans	29,0	50,8	16,2	4,0	20,1	17,5	52,8	9,6
50-54 ans	35,6	52,1	5,1	7,2	19,7	15,8	53,7	10,8
55-59 ans	29,3	70,7	0,0	0,0	14,9	16,2	60,9	8,0
60-64 ans	28,6	57,8	10,9	2,7	12,2	16,1	63,6	8,1
65-69 ans	43,9	53,2	2,9	0,0	10,6	18,0	64,2	7,2
70-74 ans	30,0	52,1	4,1	13,8	9,7	16,0	70,0	4,3
75-79 ans	47,7	36,4	15,9	0,0	9,4	13,2	69,3	8,1
80-84 ans	46,7	53,3	0,0	0,0	4,8	11,6	78,3	5,3
85 ans et +	66,7	33,3	0,0	0,0	7,8	13,4	75,6	3,2
TOTAL	13,4	38,1	37,8	10,7	17,8	14,8	57,8	9,6

Source : Compilations spéciales du recensement de 1996 et calculs de l'auteur.

* : Résidents non permanents inclus.

Note : F = français; A = anglais; Ø = autre; M = langues multiples.

Tableau 9 – Répartition des personnes de langue maternelle (unique) autre que française et anglaise, selon la langue parlée à la maison, le groupe d'âge et le lieu de naissance, Québec moins la RMR de Montréal, 1996

Groupe d'âge	NÉES AU CANADA				NÉES À L'ÉTRANGER*			
	F	A	Ø	M	F	A	Ø	M
0-4 ans	5,1	1,7	90,0	3,2	15,6	2,4	73,6	8,4
5-9 ans	5,3	3,1	87,2	4,4	16,3	0,0	71,7	12,0
10-14 ans	8,6	3,8	82,2	5,4	19,8	3,5	67,3	9,4
15-19 ans	9,0	4,7	81,2	5,1	35,2	2,4	53,1	9,3
20-24 ans	10,2	5,4	79,7	4,7	31,3	4,5	51,3	12,9
25-29 ans	10,6	6,5	78,4	4,5	36,8	12,1	38,6	12,5
30-34 ans	12,7	9,9	72,6	4,8	35,5	10,1	45,4	9,0
35-39 ans	15,1	11,3	66,6	7,0	28,8	13,7	45,5	12,0
40-44 ans	14,7	15,3	63,9	6,1	36,2	9,5	45,9	8,4
45-49 ans	9,1	10,1	74,0	6,8	36,0	15,2	40,0	8,8
50-54 ans	6,5	10,4	78,4	4,7	38,2	16,0	36,3	9,5
55-59 ans	8,3	11,4	76,7	3,6	35,1	18,1	35,1	11,7
60-64 ans	8,6	10,2	76,9	4,3	36,2	19,6	36,1	8,1
65-69 ans	9,0	14,0	73,0	4,0	24,1	21,4	43,7	10,8
70-74 ans	14,6	15,5	64,1	5,8	18,8	30,1	40,8	10,3
75-79 ans	6,2	15,6	75,0	3,2	16,1	28,5	40,8	14,6
80-84 ans	4,9	26,0	64,2	4,9	22,7	18,9	49,3	10,1
85 ans et +	8,3	12,5	79,2	0,0	26,7	23,1	46,7	3,5
TOTAL	9,1	6,7	79,4	4,8	31,7	13,2	44,8	10,3

Source : Compilations spéciales du recensement de 1996 et calculs de l'auteur.

* : Résidents non permanents inclus.

Note : F = français; A = anglais; Ø = autre; M = langues multiples.

Tableau 10 – Répartition des personnes de langue maternelle (unique) autre que française et anglaise, selon la langue parlée à la maison, le groupe d'âge et le lieu de naissance, Reste du Canada, 1996

Groupe d'âge	NÉES AU CANADA				NÉES À L'ÉTRANGER*			
	F	A	Ø	M	F	A	Ø	M
0-4 ans	0,1	13,9	79,6	6,4	0,1	9,0	86,5	4,4
5-9 ans	0,0	28,6	61,3	10,1	0,2	19,2	71,4	9,2
10-14 ans	0,0	43,3	46,7	10,0	0,2	22,7	66,3	10,8
15-19 ans	0,0	50,4	40,2	9,4	0,1	23,1	67,5	9,3
20-24 ans	0,0	55,6	36,5	7,9	0,1	25,9	66,2	7,8
25-29 ans	0,0	66,9	27,0	6,1	0,2	29,7	62,8	7,3
30-34 ans	0,1	76,5	19,1	4,3	0,2	29,7	62,4	7,7
35-39 ans	0,0	81,8	14,8	3,4	0,2	29,5	62,1	8,2
40-44 ans	0,1	81,3	15,3	3,3	0,2	34,1	57,8	7,9
45-49 ans	0,1	77,5	18,8	3,6	0,2	41,4	51,5	6,9
50-54 ans	0,1	80,7	16,3	2,9	0,1	43,0	50,3	6,6
55-59 ans	0,0	82,6	14,4	3,0	0,1	39,7	54,2	6,0
60-64 ans	0,0	85,4	11,8	2,8	0,1	37,4	57,0	5,5
65-69 ans	0,0	85,9	11,2	2,9	0,1	37,3	56,8	5,8
70-74 ans	0,1	82,9	13,4	3,6	0,1	37,3	56,9	5,7
75-79 ans	0,0	82,6	12,9	4,5	0,1	32,4	62,0	5,5
80-84 ans	0,1	81,2	14,3	4,4	0,1	29,8	65,4	4,6
85 ans et +	0,1	72,5	22,4	5,0	0,1	35,9	60,1	3,9
TOTAL	0,0	59,4	34,7	5,9	0,2	33,5	59,2	7,1

Source : Compilations spéciales du recensement de 1996 et calculs de l'auteur.

* : Résidents non permanents inclus.

Note : F = français; A = anglais; Ø = autre; M = langues multiples.

Tableau 11 – Répartition des immigrants de langue maternelle (unique) autre que française et anglaise, arrivés de 1986 à 1991 et de 1992 à 1996, selon la langue parlée à la maison et le groupe d'âge, Île-de-Montréal, 1991 et 1996

Groupe d'âge en 1996	ARRIVÉS EN 1986-1991								ARRIVÉS EN 1992-1996			
	Langue d'usage en 1991 et 1996								Langue d'usage en 1996			
	F		A		Ø		M		F	A	Ø	M
	1991	1996	1991	1996	1991	1996	1991	1996				
5-9 ans	---	16,0	---	4,6	---	64,7	---	14,7	13,9	3,1	69,6	13,4
10-14 ans	8,5	21,2	4,2	3,6	77,3	62,6	10,0	12,6	13,4	3,7	68,7	14,2
15-19 ans	9,2	17,6	4,2	5,4	76,1	67,1	10,5	9,9	9,7	4,1	74,9	11,3
20-24 ans	7,7	12,1	4,9	7,6	77,0	71,6	10,4	8,7	9,8	6,6	75,6	8,0
25-29 ans	9,0	12,5	9,1	9,2	72,5	68,2	9,4	10,1	12,2	9,3	69,1	9,4
30-34 ans	10,7	12,7	11,2	9,8	69,1	66,5	9,0	11,0	12,3	8,8	68,4	10,5
35-39 ans	8,8	12,3	10,0	7,6	70,8	69,3	10,4	10,8	10,6	6,3	73,8	9,3
40-44 ans	8,9	13,5	10,5	6,0	71,1	71,5	9,5	8,9	8,7	5,7	75,6	10,0
45-49 ans	8,8	11,5	8,3	6,3	74,4	75,1	8,5	7,1	8,1	3,9	80,5	7,5
50-54 ans	7,6	5,9	7,7	5,7	76,9	81,2	7,8	7,2	6,0	2,4	83,0	8,6
55-59 ans	6,6	7,2	5,1	3,8	81,1	83,0	7,2	6,0	2,9	3,5	87,8	5,8
60-64 ans	6,8	4,7	4,7	5,2	81,6	85,6	6,9	4,5	3,4	2,0	90,5	4,1
65-69 ans	3,8	2,1	4,8	1,7	85,3	93,2	6,1	3,0	4,5	1,4	91,9	2,2
70-74 ans	3,5	4,1	3,5	2,0	85,2	87,8	7,8	6,1	6,0	1,5	88,7	3,8
75-79 ans	4,4	3,1	4,4	4,2	83,9	88,6	7,3	4,1	2,9	0,0	86,8	10,3
80-84 ans	4,6	4,9	4,6	0,2	86,2	88,8	4,6	6,1	5,7	0,0	88,6	5,7
85 ans et +	2,4	0,4	2,4	0,2	91,0	99,0	4,2	0,4	11,3	0,0	88,7	0,0
TOTAL	8,6	12,7	8,1	6,8	74,0	70,9	9,3	9,6	10,3	5,9	74,1	9,7

Source : Compilations spéciales du recensement de 1996 et calculs de l'auteur.

Note : F = français; A = anglais; Ø = autre; M = langues multiples.

Tableau 12 – Répartition (en %) selon la langue d'usage à la maison de la population de langue maternelle (unique) anglaise résidant au Québec et de langue maternelle (unique) française résidant dans le reste du Canada, 1996

Groupe d'âge	Langue maternelle anglaise, Québec Langue d'usage à la maison				Langue maternelle française, Reste du Canada Langue d'usage à la maison			
	F	A	Ø	M	F	A	Ø	M
0-4 ans	2,3	95,3	0,7	1,7	89,4	8,0	0,3	2,3
5-9 ans	3,7	93,4	0,7	2,2	84,9	11,8	0,2	3,1
10-14 ans	4,7	92,3	0,6	2,4	79,0	11,8	0,1	3,1
15-19 ans	5,5	90,8	0,8	2,9	75,0	21,8	0,1	3,1
20-24 ans	9,8	86,2	1,4	2,6	64,4	32,2	0,2	3,2
25-29 ans	12,2	83,1	1,3	3,4	55,7	40,3	0,2	3,8
30-34 ans	11,9	83,8	1,1	3,2	54,7	41,7	0,1	3,5
35-39 ans	13,3	82,5	1,0	3,2	54,3	41,9	0,2	3,6
40-44 ans	12,8	83,6	0,8	2,8	53,5	43,3	0,1	3,1
45-49 ans	12,1	84,9	0,5	2,5	51,9	45,0	0,2	2,9
50-54 ans	12,8	84,3	0,5	2,4	52,3	44,9	0,1	2,7
55-59 ans	11,4	85,7	0,6	2,3	52,1	44,4	0,2	3,3
60-64 ans	11,2	85,9	0,5	2,4	53,0	43,2	0,2	3,6
65-69 ans	10,4	86,9	0,3	2,4	54,3	41,7	0,2	3,8
70-74 ans	9,2	88,3	0,5	2,0	56,6	39,2	0,2	4,0
75-79 ans	8,4	89,9	0,2	1,5	58,8	37,7	0,2	3,3
80-84 ans	7,7	90,5	0,2	1,6	59,6	36,3	0,2	3,9
85 ans et +	6,9	92,0	0,2	0,9	62,0	34,3	0,3	3,4
TOTAL	9,4	87,2	0,8	2,6	60,0	36,5	0,2	3,3

Source : Compilations spéciales du recensement de 1996 et calculs de l'auteur.

Note : F = français; A = anglais; Ø = autre; M = langues multiples.

Tableau 13 – Composition linguistique par région, en 1991 et 1996. Effectifs (en milliers) et répartition (en %)

	Population totale (en milliers)		Pourcentage du groupe					
			Francophone		Anglophone		Allophone	
	1991	1996	1991	1996	1991	1996	1991	1996
Île-de-Montréal	1 776	1 750	57,3	55,6	26,2	25,6	16,5	18,8
Reste RMR Montréal	1 358	1 538	84,8	85,9	10,6	9,5	4,6	4,6
RMR Montréal	3 134	3 288	69,2	69,8	19,5	18,1	11,3	12,1
Reste du Québec	3 762	3 757	94,3	94,1	4,4	4,5	1,3	1,4
Total Québec	6 896	7 045	82,9	82,8	11,2	10,8	5,9	6,4
Reste du Canada	20 401	21 483	3,2	2,9	87,5	86,3	9,3	10,8

Source : Compilations spéciales des recensements de 1991 et 1996, et calcul de l'auteur.

- Notes :
1. La population couverte est la population non institutionnelle, c'est-à-dire celle ne vivant pas en prison, dans les hôpitaux, etc. La population québécoise intégrale (population institutionnelle incluse) est supérieure de 1,3 % à la population non institutionnelle.
 2. Les langues multiples ont été réparties $\frac{1}{2}$ - $\frac{1}{2}$ lorsque deux langues ont été déclarées et $\frac{1}{3}$ - $\frac{1}{3}$ - $\frac{1}{3}$ lorsque les trois langues ont été déclarées.

Tableau 14 – Âge moyen (nombre d'années) de la population totale de chaque région et de chaque groupe linguistique, 1991 et 1996

	Francophones		Anglophones		Allophones		Total	
	1991	1996	1991	1996	1991	1996	1991	1996
Île-de-Montréal	38,6	38,7	37,6	37,2	38,8	38,2	38,4	38,2
Reste de la RMR	33,4	34,3	35,0	35,0	36,0	37,9	33,7	34,5
Total RMR	35,8	36,2	37,0	36,7	38,4	38,2	36,3	36,5
Reste du Québec	35,3	36,3	39,1	38,3	30,7	29,4	35,4	36,3
Total Québec	35,5	36,3	37,4	37,0	37,5	37,1	35,8	36,4
Reste du Canada	36,0	37,2	34,9	35,4	38,8	38,4	35,3	35,8

Source : Statistique Canada, compilations spéciales des recensements de 1991 et 1996, et calculs de l'auteur.

Tableau 15 – Répartition (en %) des immigrants de langue maternelle (unique) autre que française et anglaise, arrivés avant 1982, selon la langue parlée à la maison et le groupe d'âge, Québec et Île-de-Montréal, 1996

Groupe d'âge (en 1996)	Québec				Île-de-Montréal			
	F	A	Ø	M	F	A	Ø	M
15-19 ans	28	9	47	16	20	14	47	19
20-24 ans	28	14	47	11	24	17	47	12
25-29 ans	28	23	38	11	24	25	40	11
30-34 ans	19	31	39	11	14	33	42	11
35-39 ans	18	30	42	10	13	33	44	10
40-44 ans	20	28	43	9	15	31	45	9
45-49 ans	18	26	47	9	13	28	50	9
50-54 ans	17	20	54	9	12	20	59	9
55-59 ans	12	17	63	8	9	15	68	8
60-64 ans	10	16	68	6	6	15	73	6
65-69 ans	8	17	68	7	6	16	72	6
70-74 ans	8	21	65	6	6	20	68	6
75-79 ans	7	20	66	7	5	20	69	6
80-84 ans	7	20	66	7	6	20	67	7
85 ans et +	6	25	63	6	4	26	64	6
TOTAL	14	22	55	9	10	22	60	8

Source : Statistique Canada, compilations spéciales du recensement de 1996, et calculs de l'auteur.

Note : F = français; A = anglais; Ø = autre; M = langues multiples.

Tableau 16 – Hypothèse ML1 de mobilité linguistique. Taux quinquennaux de mobilité linguistique (en %) par groupe d'âge et groupe linguistique, 1996-2041 (taux constants)

A. — Pour chaque région du Québec

Âge et langue d'origine		Langue d'usage		
		Français	Anglais	Autre
20-24 ans	F	—	7,6	0,0
	A	40,0	—	0,0
	Ø	42,0	42,0	—
25-29 ans	F	—	7,2	0,0
	A	38,0	—	0,0
	Ø	38,0	38,0	—
30-34 ans	F	—	6,6	0,0
	A	34,0	—	0,0
	Ø	34,0	34,0	—
35-39 ans	F	—	6,2	0,0
	A	30,0	—	0,0
	Ø	30,0	30,0	—

B. — «Canada moins Québec»

Âge et langue d'origine		Langue d'usage		
		Français	Anglais	Autre
20-24 ans	F	—	40,0	0,0
	A	0,0	—	0,0
	Ø	0,0	84,0	—
25-29 ans	F	—	38,0	0,0
	A	0,0	—	0,0
	Ø	0,0	76,0	—
30-34 ans	F	—	34,0	0,0
	A	0,0	—	0,0
	Ø	0,0	68,0	—
35-39 ans	F	—	30,0	0,0
	A	0,0	—	0,0
	Ø	0,0	60,0	—

Notes : 1. Pour le Québec, ces probabilités impliquent 2,7 transferts « durée de vie » pour 100 membres du groupe de langue maternelle française, 13,5 transferts pour 100 du groupe anglais et 27 transferts pour 100 du groupe « autre » (13,5 vers le français et 13,5 vers l'anglais).

2. F = français; A = anglais; Ø = autre.

Tableau 17 – Hypothèse ML2 de mobilité linguistique. Taux quinquennaux de mobilité linguistique (en ‰) par groupe d'âge et groupe linguistique, Québec et «Canada moins Québec», 1996-2041

Tous les taux sont identiques à ceux de l'hypothèse ML1 (tableau 16 A et B), sauf les quatre taux de transfert du groupe « autre » vers le français au Québec : pour chacune des régions du Québec, ces taux sont augmentés de 20 ‰ (soit 2 % en points de pourcentage) à chaque lustre (après 2021, ils sont supposés constants); pour 1996-2001, on applique les probabilités du tableau 16 A augmentées de 10 ‰. Nous avons donc les probabilités (en pour mille) suivantes pour les transferts du groupe « autre » au groupe francophone :

Âge	1996-2001	2001-2006	2006-2011	2011-2016	2016-2021
20-24 ans	52,0	72,0	92,0	112,0	132,0
25-29 ans	48,0	68,0	88,0	108,0	128,0
30-34 ans	44,0	64,0	84,0	104,0	124,0
35-39 ans	40,0	60,0	80,0	100,0	120,0

Note : Ces taux impliquent que le nombre total de transferts «durée de vie» du groupe « autre » passe de 27 (dont la moitié vers le français) en 1991-1996 à 55,3 en 2016-2021 (dont 41,7, soit 75 % vers le français). Rappelons qu'il s'agit de transferts réalisés au Québec (et non avant leur arrivée lorsqu'il s'agit d'immigrants).

Tableau 18 – Hypothèse ML3 de mobilité linguistique. Taux quinquennaux de mobilité linguistique (en %) par groupe d'âge, Québec et «Canada moins Québec», 1991-2021 (taux constants)

Toutes les probabilités du « Canada moins Québec » sont les mêmes que celles de l'hypothèse ML1, mais, pour chaque région du Québec, on applique dès 1996-2001 les probabilités suivantes :

Âge et langue d'origine	Langue d'usage			
	Français	Anglais	Autre	
10-14 ans	F	—	0,0	0,0
	A	0,0	—	0,0
	Ø	500,0	250,0	—
15-19 ans	F	—	0,0	0,0
	A	0,0	—	0,0
	Ø	20,0	20,0	—
20-24 ans	F	—	7,6	0,0
	A	40,0	—	0,0
	Ø	20,0	20,0	—
25-29 ans	F	—	7,2	0,0
	A	38,0	—	0,0
	Ø	20,0	20,0	—
30-34 ans	F	—	6,6	0,0
	A	34,0	—	0,0
	Ø	20,0	20,0	—
35-39 ans	F	—	6,2	0,0
	A	30,0	—	0,0
	Ø	20,0	20,0	—

Note : F = français; A = anglais; Ø = autre.

Tableau 19 – Hypothèse ML5 de mobilité linguistique. Probabilités quinquennales de transfert (en %) entre groupes linguistiques par groupe d'âge, Québec et «Canada moins Québec», 1996-2041 (taux constants)

Toutes les probabilités du « Canada moins Québec » sont les mêmes que celles de l'hypothèse ML1, mais, pour chaque région du Québec, on applique dès 1996-2001 les probabilités suivantes :

Âge et langue d'origine	Langue d'usage		
	Français	Anglais	Autre
20-24 ans			
F	—	6,4	0,0
A	56,0	—	0,0
Ø	265,0	260,0	—
25-29 ans			
F	—	6,0	0,0
A	52,0	—	0,0
Ø	240,0	235,0	—
30-34 ans			
F	—	5,6	0,0
A	48,0	—	0,0
Ø	215,0	210,0	—
35-39 ans			
F	—	5,2	0,0
A	44,0	—	0,0
Ø	190,0	185,0	—

Note : 1. Pour le Québec, ces probabilités impliquent 2,3 transferts « durée de vie » pour 100 membres du groupe français (contre 2,7 selon l'hypothèse ML1), 18,5 transferts pour 100 membres du groupe anglais (contre 13,5) et 91 transferts pour 100 membres du groupe « autre » (contre 27 selon ML1), dont 46 vers le français et 45 vers l'anglais.

2. F = français; A = anglais; Ø = autre.

Tableau 20 – Liste des scénarios retenus

N° du scénario	Contenu et signification succincte du scénario
1	D1, F1, MP0, MR0, MI2, ML1 Scénario de base (avec mobilité linguistique élevée vers le français)
2	D1, F1, MP0, MR0, MI2, ML2 Scénario de base avec mobilité linguistique croissante vers le français
3	D1, F3, MP0, MR0, MI2, ML1 Scénario de base avec fécondité modérément décroissante
4	D1, F3, MP0, MR0, MI2, ML2 Idem que scénario 2, mais avec fécondité modérément décroissante
5	D1, F4, MP0, MR0, MI2, ML1 Scénario de base avec légère remontée de la fécondité
6	D1, F4, MP0, MR0, MI2, ML2 Idem que scénario 2, mais avec légère remontée de la fécondité
7	D1, F1, MP1, MR0, MI2, ML1 Scénario de base avec détérioration du solde migratoire interprovincial du Québec
8	D1, F1, MP1, MR0, MI2, ML2 Idem que scénario 2, mais avec détérioration du solde migratoire interprovincial du Québec
9	D1, F1, MP0, MR1, MI2, ML1 Scénario de base avec baisse marquée de l'étalement urbain
10	D1, F1, MP0, MR1, MI2, ML2 Idem que scénario 2, mais avec baisse marquée de l'étalement urbain
11	D1, F1, MP0, MR0, MI1, ML1 Scénario de base avec légère baisse de l'immigration
12	D1, F1, MP0, MR0, MI1, ML2 Idem que scénario 2, mais avec légère baisse de l'immigration
13	D1, F1, MP0, MR0, MI3, ML1 Scénario de base avec faible remontée de l'immigration
14	D1, F1, MP0, MR0, MI3, ML2 Idem que scénario 2, mais avec faible remontée de l'immigration
15	D1, F1, MP0, MR0, MI4, ML1 Scénario de base avec forte remontée de l'immigration
16	D1, F1, MP0, MR0, MI4, ML2 Idem que scénario 2, mais avec forte remontée de l'immigration
17	D1, F2, MP0, MR0, MI3, ML1 Scénario de base avec fécondité faiblement décroissante et faible remontée de l'immigration
18	D1, F2, MP0, MR0, MI3, ML2 Idem que scénario 2, mais avec fécondité faiblement décroissante et faible remontée de l'immigration
19	D1, F3, MP0, MR0, MI5, ML1 Scénario le plus défavorable au français (faible fécondité, forte immigration)
20	D1, F4, MP1, MR1, MI1, ML5 Scénario le plus favorable au français (remontée de la fécondité, détérioration du solde migratoire interprovincial, baisse marquée de l'étalement urbain, faible immigration, surmobilité linguistique immédiate des allophones et forte augmentation de l'attraction du français auprès des anglophones)

Tableau 21 – Effectif total et pourcentage de francophones selon six hypothèses linguistiques, par région, 1996-2041

	Hypothèse linguistique					
	(1) (ML0)	(2) (ML1)	(3) (ML2)	(5) (ML3)	(4) (ML4)	(6) (ML5)
ÎLE-DE-MONTRÉAL						
<i>Effectif total</i>						
1996	1750	1750	1750	1750	1750	1750
2001	1765	1764	1764	1764	1764	1758
2021	1796	1782	1774	1774	1780	1736
2041	1788	1751	1726	1718	1739	1655
<i>Pourcentage de francophones</i>						
1996	55,6	55,6	55,6	55,6	55,6	55,6
2001	54,0	54,4	54,4	54,7	54,5	55,6
2021	48,9	50,3	51,7	52,9	51,5	55,1
2041	44,0	46,5	49,8	51,1	48,7	54,4
RESTE DE LA RMR						
<i>Effectif total</i>						
1996	1538	1538	1538	1538	1538	1538
2001	1620	1621	1621	1621	1621	1623
2021	1783	1785	1791	1793	1789	1805
2041	1712	1715	1733	1741	1727	1751
<i>Pourcentage de francophones</i>						
1996	85,9	85,9	85,9	85,9	85,9	85,9
2001	85,8	85,8	85,8	85,9	85,8	86,2
2021	85,1	85,2	85,7	86,0	85,6	87,0
2041	83,2	83,7	85,0	85,6	84,6	87,0
RESTE DU QUÉBEC						
<i>Effectif total</i>						
1996	3757	3757	3757	3757	3757	3757
2001	3853	3852	3852	3852	3852	3854
2021	3988	3973	3978	3980	3976	3996
2041	3673	3646	3667	3676	3659	3703
<i>Pourcentage de francophones</i>						
1996	94,1	94,1	94,1	94,1	94,1	94,1
2001	94,1	94,0	94,0	94,1	94,0	94,2
2021	93,7	93,5	93,6	93,8	93,7	94,1
2041	92,9	92,6	93,0	93,4	93,0	93,7

Tableau 22 – Évolution prévisible des effectifs et de la structure linguistique selon le scénario 1

	Population totale (en milliers)	% francophones	% anglophones	% allophones
<i>Île-de-Montréal</i>				
1991	1 776	57,3	26,2	16,5
1996	1 750	55,6	25,6	18,8
2001	1 764	54,4	24,6	21,0
2006	1 770	53,3	23,7	23,0
2011	1 779	52,2	23,0	24,8
2016	1 783	51,3	22,3	26,4
2021	1 782	50,3	21,8	27,9
2041	1 751	46,5	20,1	33,4
<i>Reste région métropolitaine</i>				
1991	1 358	84,8	10,6	4,6
1996	1 538	85,9	9,5	4,6
2001	1 621	85,8	9,3	4,9
2006	1 682	85,7	9,0	5,3
2011	1 730	85,6	8,7	5,7
2016	1 764	85,4	8,5	6,1
2021	1 785	85,2	8,4	6,4
2041	1 715	83,7	8,1	8,2
<i>Total région métropolitaine</i>				
1991	3 134	69,2	19,5	11,3
1996	3 288	69,8	18,1	12,1
2001	3 385	69,4	17,3	13,3
2006	3 452	69,1	16,5	14,4
2011	3 509	68,7	15,9	15,4
2016	3 547	68,3	15,5	16,2
2021	3 567	67,8	15,1	17,1
2041	3 466	64,9	14,2	20,9
<i>Reste du Québec</i>				
1991	3 762	94,3	4,4	1,3
1996	3 757	94,1	4,5	1,4
2001	3 852	94,0	4,5	1,5
2006	3 915	93,9	4,5	1,6
2011	3 961	93,8	4,5	1,7
2016	3 981	93,6	4,6	1,8
2021	3 973	93,5	4,6	1,9
2041	3 646	92,6	4,9	2,5

Tableau 22 (suite)

	Population totale (en milliers)	% francophones	% anglophones	% allophones
Total Québec				
1991	6 896	82,9	11,2	5,9
1996	7 045	82,8	10,8	6,4
2001	7 237	82,5	10,5	7,0
2006	7 368	82,3	10,1	7,6
2011	7 471	82,0	9,9	8,1
2016	7 528	81,7	9,7	8,6
2021	7 541	81,3	9,6	9,1
2041	7 111	79,1	9,4	11,5
Reste du Canada				
1991	20 401	3,2	87,5	9,3
1996	21 483	2,9	86,3	10,8
2001	22 695	2,7	84,9	12,4
2006	23 735	2,6	83,6	13,8
2011	24 717	2,4	82,4	15,2
2016	25 606	2,3	81,4	16,3
2021	26 400	2,2	80,4	17,4
2041	28 007	1,8	76,9	21,3
Total Canada				
1991	27 297	23,3	68,2	8,5
1996	28 528	22,6	67,6	9,8
2001	29 932	22,0	66,9	11,1
2006	31 102	21,4	66,2	12,4
2011	32 188	20,9	65,6	13,5
2016	33 134	20,3	65,1	14,6
2021	33 941	19,8	64,7	15,5
2041	35 118	17,5	63,2	19,3

Hypothèses :

- (1) mortalité : baisse tendancielle
- (2) fécondité : niveau de 1998 constant (= $F_{1991-1996}$ moins 10%)
- (3) migration interprovinciale : taux de 1991-1996 constants
- (4) migration intraprovinciale : taux de 1991-1996 constants
- (5) immigration internationale : niveau actuel (27 000) constant
- (6) mobilité linguistique : taux estimés pour 1991-1996 constants

Tableau 23 – Évolution prévisible des effectifs et de la structure linguistique selon le scénario 2

	Population totale (en milliers)	% francophones	% anglophones	% allophones
<i>Île-de-Montréal</i>				
1991	1 776	57,3	26,2	16,5
1996	1 750	55,6	25,6	18,8
2001	1 764	54,4	24,6	21,0
2006	1 769	53,5	23,6	22,7
2011	1 777	52,7	23,0	24,3
2016	1 779	52,2	22,4	25,4
2021	1 774	51,7	21,9	26,4
2041	1 726	49,8	20,3	29,9
<i>Reste région métropolitaine</i>				
1991	1 358	84,8	10,6	4,6
1996	1 538	85,9	9,5	4,6
2001	1 621	85,8	9,3	4,9
2006	1 683	85,8	9,0	5,2
2011	1 732	85,7	8,7	5,6
2016	1 767	85,7	8,5	5,8
2021	1 791	85,7	8,3	6,0
2041	1 733	85,0	8,0	7,0
<i>Total région métropolitaine</i>				
1991	3 134	69,2	19,5	11,3
1996	3 288	69,8	18,1	12,1
2001	3 385	69,5	17,2	13,3
2006	3 452	69,2	16,6	14,2
2011	3 509	69,0	15,9	15,1
2016	3 546	68,9	15,5	15,6
2021	3 565	68,7	15,1	16,2
2041	3 459	67,5	14,1	18,4
<i>Reste du Québec</i>				
1991	3 762	94,3	4,4	1,3
1996	3 757	94,1	4,5	1,4
2001	3 852	94,0	4,5	1,5
2006	3 916	93,9	4,5	1,6
2011	3 963	93,8	4,5	1,7
2016	3 983	93,7	4,6	1,7
2021	3 978	93,6	4,6	1,8
2041	3 667	93,0	4,8	2,2

Tableau 23 (suite)

	Population totale (en milliers)	% francophones	% anglophones	% allophones
<i>Total Québec</i>				
1991	6 896	82,9	11,2	5,9
1996	7 045	82,8	10,8	6,4
2001	7 237	82,5	10,5	7,0
2006	7 368	82,4	10,1	7,5
2011	7 471	82,2	9,9	7,9
2016	7 529	82,0	9,7	8,3
2021	7 543	81,9	9,5	8,6
2041	7 126	80,6	9,3	10,1
<i>Reste du Canada</i>				
1991	20 401	3,2	87,5	9,3
1996	21 483	2,9	86,3	10,8
2001	22 695	2,7	84,9	12,4
2006	23 735	2,6	83,6	13,8
2011	24 717	2,4	82,4	15,2
2016	25 604	2,3	81,4	16,3
2021	26 396	2,2	80,5	17,3
2041	27 986	1,8	77,0	21,2
<i>Total Canada</i>				
1991	27 297	23,3	68,2	8,5
1996	28 528	22,6	67,6	9,8
2001	29 932	22,0	66,9	11,1
2006	31 102	21,5	66,2	12,4
2011	32 188	20,9	65,6	13,5
2016	33 133	20,4	65,1	14,5
2021	33 939	19,9	64,7	15,4
2041	35 112	17,8	63,2	19,0

Hypothèses : Les mêmes que celles du scénario 1, à l'exception de la mobilité linguistique, supposée rapidement croissante vers le français.

Tableau 24 – Évolution prévisible des effectifs et de la structure linguistique selon le scénario 3

	Population totale (en milliers)	% francophones	% anglophones	% allophones
<i>Île-de-Montréal</i>				
1991	1 776	57,3	26,2	16,5
1996	1 750	55,6	25,6	18,8
2001	1 764	54,4	24,6	21,0
2006	1 765	53,3	23,7	23,0
2011	1 765	52,2	23,0	24,8
2016	1 761	51,4	22,3	26,3
2021	1 752	50,4	21,8	27,8
2041	1 680	46,3	20,1	33,6
<i>Reste région métropolitaine</i>				
1991	1 358	84,8	10,6	4,6
1996	1 538	85,9	9,5	4,6
2001	1 621	85,8	9,3	4,9
2006	1 677	85,7	9,0	5,3
2011	1 715	85,6	8,7	5,7
2016	1 739	85,4	8,5	6,1
2021	1 750	85,2	8,4	6,4
2041	1 633	83,6	8,2	8,2
<i>Total région métropolitaine</i>				
1991	3 134	69,2	19,5	11,3
1996	3 288	69,8	18,1	12,1
2001	3 385	69,4	17,2	13,3
2006	3 443	69,1	16,6	14,3
2011	3 481	68,7	15,9	15,4
2016	3 500	68,3	15,5	16,2
2021	3 502	67,8	15,1	17,1
2041	3 313	64,7	14,2	21,1
<i>Reste du Québec</i>				
1991	3 762	94,3	4,4	1,3
1996	3 757	94,1	4,5	1,4
2001	3 852	94,0	4,5	1,5
2006	3 905	93,9	4,5	1,6
2011	3 930	93,8	4,5	1,7
2016	3 929	93,6	4,6	1,8
2021	3 903	93,5	4,6	1,9
2041	3 488	92,6	4,9	2,5

Tableau 24 (suite)

	Population totale (en milliers)	% francophones	% anglophones	% allophones
Total Québec				
1991	6 896	82,9	11,2	5,9
1996	7 045	82,8	10,8	6,4
2001	7 237	82,5	10,5	7,0
2006	7 347	82,3	10,1	7,6
2011	7 411	82,0	9,9	8,1
2016	7 429	81,7	9,7	8,6
2021	7 404	81,3	9,6	9,1
2041	6 802	79,0	9,4	11,6
Reste du Canada				
1991	20 401	3,2	87,5	9,3
1996	21 483	2,9	86,3	10,8
2001	22 695	2,7	84,9	12,4
2006	23 666	2,6	83,5	13,9
2011	24 508	2,4	82,4	15,2
2016	25 253	2,3	81,4	16,3
2021	25 903	2,2	80,4	17,4
2041	26 817	1,8	76,6	21,6
Total Canada				
1991	27 297	23,3	68,2	8,5
1996	28 528	22,6	67,6	9,8
2001	29 932	22,0	66,9	11,1
2006	31 014	21,4	66,2	12,4
2011	31 920	20,9	65,6	13,5
2016	32 683	20,3	65,1	14,6
2021	33 307	19,8	64,6	15,6
2041	33 618	17,4	63,1	19,5

Hypothèses : Les mêmes que celles du scénario 1, à l'exception de la fécondité, qui poursuit sa baisse jusqu'en 2006-2011 et se stabilise par la suite à 1,30 enfant par femme.

Tableau 25 – Évolution prévisible des effectifs et de la structure linguistique selon le scénario 4

	Population totale (en milliers)	% francophones	% anglophones	% allophones
<i>Île-de-Montréal</i>				
1991	1 776	57,3	26,2	16,5
1996	1 750	55,6	25,6	18,8
2001	1 764	54,4	24,6	21,0
2006	1 765	53,5	23,8	22,7
2011	1 763	52,7	23,0	24,3
2016	1 757	52,2	22,4	25,4
2021	1 745	51,7	21,9	26,4
2041	1 657	49,5	20,3	30,2
<i>Reste région métropolitaine</i>				
1991	1 358	84,8	10,6	4,6
1996	1 538	85,9	9,5	4,6
2001	1 621	85,8	9,3	4,9
2006	1 678	85,8	9,0	5,2
2011	1 717	85,7	8,7	5,6
2016	1 742	85,7	8,5	5,8
2021	1 755	85,6	8,4	6,0
2041	1 650	84,9	8,0	7,1
<i>Total région métropolitaine</i>				
1991	3 134	69,2	19,5	11,3
1996	3 288	69,8	18,1	12,1
2001	3 385	69,5	17,2	13,3
2006	3 442	69,2	16,6	14,2
2011	3 480	69,0	16,0	15,0
2016	3 499	68,8	15,5	15,7
2021	3 500	68,7	15,1	16,2
2041	3 307	67,2	14,2	18,6
<i>Reste du Québec</i>				
1991	3 762	94,3	4,4	1,3
1996	3 757	94,1	4,5	1,4
2001	3 852	94,0	4,5	1,5
2006	3 905	93,9	4,5	1,6
2011	3 932	93,8	4,5	1,7
2016	3 932	93,7	4,6	1,7
2021	3 908	93,6	4,6	1,8
2041	3 509	93,0	4,8	2,2

Tableau 25 (suite)

	Population totale (en milliers)	% francophones	% anglophones	% allophones
Total Québec				
1991	6 896	82,9	11,2	5,9
1996	7 045	82,8	10,8	6,4
2001	7 237	82,5	10,5	7,0
2006	7 348	82,4	10,1	7,5
2011	7 412	82,2	9,9	7,9
2016	7 431	82,0	9,7	8,3
2021	7 407	81,8	9,6	8,6
2041	6 816	80,5	9,4	10,1
Reste du Canada				
1991	20 401	3,2	87,5	9,3
1996	21 483	2,9	86,3	10,8
2001	22 695	2,7	84,9	12,4
2006	23 666	2,6	83,6	13,9
2011	24 507	2,4	82,4	15,2
2016	25 251	2,3	81,4	16,3
2021	25 898	2,2	80,4	17,4
2041	26 797	1,8	76,7	21,5
Total Canada				
1991	27 297	23,3	68,2	8,5
1996	28 528	22,6	67,6	9,8
2001	29 932	22,0	66,9	11,1
2006	31 014	21,5	66,2	12,3
2011	31 919	21,0	65,5	13,5
2016	32 682	20,4	65,1	14,5
2021	33 306	19,9	64,7	15,4
2041	33 613	17,8	63,0	19,2

Hypothèses : Les mêmes que celles du scénario 2, à l'exception de la fécondité, qui poursuit sa baisse jusqu'en 2006-2011 et se stabilise par la suite à 1,30 enfant par femme.

Tableau 26 – Évolution prévisible des effectifs et de la structure linguistique selon le scénario 5

	Population totale (en milliers)	% francophones	% anglophones	% allophones
Île-de-Montréal				
1991	1 776	57,3	26,2	16,5
1996	1 750	55,6	25,6	18,8
2001	1 764	54,4	24,6	21,0
2006	1 780	53,3	23,7	23,0
2011	1 798	52,2	23,0	24,8
2016	1 809	51,3	22,3	26,4
2021	1 816	50,3	21,8	27,9
2041	1 830	46,7	20,1	33,2
Reste région métropolitaine				
1991	1 358	84,8	10,6	4,6
1996	1 538	85,9	9,5	4,6
2001	1 621	85,8	9,3	4,9
2006	1 692	85,7	9,0	5,3
2011	1 750	85,6	8,7	5,7
2016	1 794	85,4	8,5	6,1
2021	1 826	85,2	8,4	6,4
2041	1 808	83,8	8,1	8,1
Total région métropolitaine				
1991	3 134	69,2	19,5	11,3
1996	3 288	69,8	18,1	12,1
2001	3 385	69,4	17,3	13,3
2006	3 472	69,1	16,5	14,4
2011	3 548	68,7	15,9	15,4
2016	3 603	68,3	15,4	16,3
2021	3 642	67,8	15,1	17,1
2041	3 639	65,2	14,1	20,7
Reste du Québec				
1991	3 762	94,3	4,4	1,3
1996	3 757	94,1	4,5	1,4
2001	3 852	94,0	4,5	1,5
2006	3 936	93,9	4,5	1,6
2011	4 003	93,8	4,5	1,7
2016	4 042	93,6	4,6	1,8
2021	4 055	93,4	4,6	2,0
2041	3 827	92,5	4,9	2,6

Tableau 26 (suite)

	Population totale (en milliers)	% francophones	% anglophones	% allophones
Total Québec				
1991	6 896	82,9	11,2	5,9
1996	7 045	82,8	10,8	6,4
2001	7 237	82,5	10,5	7,0
2006	7 408	82,3	10,1	7,6
2011	7 550	82,0	9,9	8,1
2016	7 646	81,7	9,7	8,6
2021	7 696	81,3	9,6	9,1
2041	7 466	79,2	9,4	11,4
Reste du Canada				
1991	20 401	3,2	87,5	9,3
1996	21 483	2,9	86,3	10,8
2001	22 695	2,7	84,9	12,4
2006	23 872	2,6	83,6	13,8
2011	24 994	2,4	82,4	15,2
2016	26 026	2,3	81,4	16,3
2021	26 967	2,2	80,5	17,3
2041	29 354	1,8	77,2	21,0
Total Canada				
1991	27 297	23,3	68,2	8,5
1996	28 528	22,6	67,6	9,8
2001	29 932	22,0	66,9	11,1
2006	31 280	21,4	66,2	12,4
2011	32 545	20,9	65,6	13,5
2016	33 672	20,3	65,2	14,5
2021	34 663	19,8	64,7	15,5
2041	36 820	17,5	63,4	19,1

Hypothèses : Les mêmes que celles du scénario 1, à l'exception de la fécondité, qui remonte à 1,63 enfant par femme dès 2001-2006, pour rester stable par la suite.

Tableau 27 – Évolution prévisible des effectifs et de la structure linguistique selon le scénario 6

	Population totale (en milliers)	% francophones	% anglophones	% allophones
Île-de-Montréal				
1991	1 776	57,3	26,2	16,5
1996	1 750	55,6	25,6	18,8
2001	1 764	54,4	24,6	21,0
2006	1 779	53,5	23,7	22,8
2011	1 795	52,7	23,0	24,3
2016	1 805	52,1	22,4	25,5
2021	1 808	51,7	21,9	26,4
2041	1 803	50,0	20,3	29,7
Reste région métropolitaine				
1991	1 358	84,8	10,6	4,6
1996	1 538	85,9	9,5	4,6
2001	1 621	85,8	9,3	4,9
2006	1 692	85,8	9,0	5,2
2011	1 752	85,7	8,7	5,6
2016	1 797	85,7	8,5	5,8
2021	1 831	85,7	8,3	6,0
2041	1 827	85,2	8,0	6,8
Total région métropolitaine				
1991	3 134	69,2	19,5	11,3
1996	3 288	69,8	18,1	12,1
2001	3 385	69,5	17,2	13,3
2006	3 472	69,2	16,6	14,2
2011	3 547	69,0	15,9	15,1
2016	3 602	68,9	15,4	15,7
2021	3 639	68,8	15,1	16,1
2041	3 630	67,7	14,1	18,2
Reste du Québec				
1991	3 762	94,3	4,4	1,3
1996	3 757	94,1	4,5	1,4
2001	3 852	94,0	4,5	1,5
2006	3 936	93,9	4,5	1,6
2011	4 004	93,8	4,5	1,7
2016	4 045	93,7	4,5	1,8
2021	4 060	93,6	4,6	1,8
2041	3 850	93,0	4,8	2,2

Tableau 27 (suite)

	Population totale (en milliers)	% francophones	% anglophones	% allophones
Total Québec				
1991	6 896	82,9	11,2	5,9
1996	7 045	82,8	10,8	6,4
2001	7 237	82,5	10,5	7,0
2006	7 408	82,4	10,1	7,5
2011	7 551	82,1	9,9	8,0
2016	7 647	82,0	9,7	8,3
2021	7 699	81,9	9,5	8,6
2041	7 480	80,7	9,3	10,0
Reste du Canada				
1991	20 401	3,2	87,5	9,3
1996	21 483	2,9	86,3	10,8
2001	22 695	2,7	84,9	12,4
2006	23 871	2,6	83,6	13,8
2011	24 993	2,5	82,4	15,1
2016	26 024	2,3	81,4	16,3
2021	26 962	2,2	80,5	17,3
2041	29 332	1,8	77,3	20,9
Total Canada				
1991	27 297	23,3	68,2	8,5
1996	28 528	22,6	67,6	9,8
2001	29 932	22,0	66,9	11,1
2006	31 279	21,5	66,2	12,3
2011	32 544	20,9	65,6	13,5
2016	33 671	20,4	65,1	14,5
2021	34 661	19,9	64,8	15,3
2041	36 812	17,8	63,5	18,7

Hypothèses : Les mêmes que celles du scénario 2, à l'exception de la fécondité, qui remonte à 1,63 enfant par femme dès 2001-2006, pour rester stable par la suite.

Tableau 28 – Évolution prévisible des effectifs et de la structure linguistique selon le scénario 7

	Population totale (en milliers)	% francophones	% anglophones	% allophones
Île-de-Montréal				
1991	1 776	57,3	26,2	16,5
1996	1 750	55,6	25,6	18,8
2001	1 755	54,6	24,4	21,0
2006	1 753	53,7	23,4	22,9
2011	1 755	52,8	22,4	24,8
2016	1 752	52,0	21,7	26,3
2021	1 744	51,1	21,0	27,9
2041	1 694	47,6	19,0	33,4
Reste région métropolitaine				
1991	1 358	84,8	10,6	4,6
1996	1 538	85,9	9,5	4,6
2001	1 618	85,9	9,2	4,9
2006	1 677	85,9	8,8	5,3
2011	1 722	85,8	8,5	5,7
2016	1 753	85,7	8,3	6,0
2021	1 771	85,6	8,0	6,4
2041	1 691	84,3	7,6	8,1
Total région métropolitaine				
1991	3 134	69,2	19,5	11,3
1996	3 288	69,8	18,1	12,1
2001	3 373	69,6	17,1	13,3
2006	3 430	69,4	16,3	14,3
2011	3 477	69,1	15,6	15,3
2016	3 505	68,9	14,9	16,2
2021	3 516	68,5	14,5	17,0
2041	3 385	66,0	13,3	20,7
Reste du Québec				
1991	3 762	94,3	4,4	1,3
1996	3 757	94,1	4,5	1,4
2001	3 844	94,1	4,4	1,5
2006	3 899	94,1	4,3	1,6
2011	3 938	94,0	4,3	1,7
2016	3 951	93,9	4,3	1,8
2021	3 938	93,8	4,3	1,9
2041	3 594	93,1	4,4	2,5

Tableau 28 (suite)

	Population totale (en milliers)	% francophones	% anglophones	% allophones
Total Québec				
1991	6 896	82,9	11,2	5,9
1996	7 045	82,8	10,8	6,4
2001	7 217	82,6	10,3	7,0
2006	7 329	82,5	9,9	7,6
2011	7 415	82,3	9,6	8,1
2016	7 456	82,1	9,3	8,6
2021	7 454	81,9	9,1	9,0
2041	6 979	80,0	8,7	11,3
Reste du Canada				
1991	20 401	3,2	87,5	9,3
1996	21 483	2,9	86,3	10,8
2001	22 715	2,8	84,8	12,4
2006	23 773	2,6	83,5	13,9
2011	24 773	2,5	82,3	15,2
2016	25 678	2,4	81,3	16,3
2021	26 487	2,3	80,4	17,3
2041	28 139	1,9	76,8	21,3
Total Canada				
1991	27 297	23,3	68,2	8,5
1996	28 528	22,6	67,6	9,8
2001	29 932	22,0	66,9	11,1
2006	31 102	21,4	66,2	12,4
2011	32 188	20,9	65,6	13,5
2016	33 134	20,3	65,1	14,6
2021	33 941	19,8	64,7	15,5
2041	35 117	17,4	63,3	19,3

Hypothèses : Les mêmes que celles du scénario 1, à l'exception de l'émigration des régions du Québec vers le reste du Canada, dont les taux sont supposés augmenter de 10 %, et de l'émigration du reste du Canada vers le Québec, dont les taux sont supposés baisser de 10 %, cette hausse et cette baisse se manifestant entre 1991-1996 et 1996-2001, tous les taux étant constants par la suite.

Tableau 29 – Évolution prévisible des effectifs et de la structure linguistique selon le scénario 8

	Population totale (en milliers)	% francophones	% anglophones	% allophones
Île-de-Montréal				
1991	1 776	57,3	26,2	16,5
1996	1 750	55,6	25,6	18,8
2001	1 755	54,6	24,4	21,0
2006	1 752	53,9	23,4	22,7
2011	1 753	53,2	22,5	24,3
2016	1 748	52,8	21,7	25,5
2021	1 737	52,5	21,1	26,4
2041	1 671	50,9	19,2	29,9
Reste région métropolitaine				
1991	1 358	84,8	10,6	4,6
1996	1 538	85,9	9,5	4,6
2001	1 618	85,9	9,2	4,9
2006	1 677	85,9	8,9	5,2
2011	1 724	85,9	8,5	5,6
2016	1 756	86,0	8,2	5,8
2021	1 777	86,0	8,0	6,0
2041	1 709	85,6	7,5	6,9
Total région métropolitaine				
1991	3 134	69,2	19,5	11,3
1996	3 288	69,8	18,1	12,1
2001	3 373	69,6	17,1	13,3
2006	3 430	69,6	16,3	14,2
2011	3 476	69,5	15,5	15,0
2016	3 504	69,5	14,9	15,6
2021	3 514	69,4	14,5	16,1
2041	3 379	68,4	13,3	18,3
Reste du Québec				
1991	3 762	94,3	4,4	1,3
1996	3 757	94,1	4,5	1,4
2001	3 844	94,1	4,4	1,5
2006	3 900	94,1	4,3	1,6
2011	3 940	94,1	4,3	1,6
2016	3 954	94,0	4,3	1,7
2021	3 943	93,9	4,3	1,8
2041	3 615	93,5	4,4	2,1

Tableau 29 (suite)

	Population totale (en milliers)	% francophones	% anglophones	% allophones
Total Québec				
1991	6 896	82,9	11,2	5,9
1996	7 045	82,8	10,8	6,4
2001	7 217	82,7	10,3	7,0
2006	7 329	82,6	9,9	7,5
2011	7 416	82,5	9,6	7,9
2016	7 458	82,5	9,3	8,2
2021	7 457	82,4	9,1	8,5
2041	6 995	81,4	8,7	9,9
Reste du Canada				
1991	20 401	3,2	87,5	9,3
1996	21 483	2,9	86,3	10,8
2001	22 715	2,8	84,8	12,4
2006	23 773	2,6	83,5	13,9
2011	24 772	2,5	82,3	15,2
2016	25 675	2,4	81,3	16,3
2021	26 482	2,3	80,4	17,3
2041	28 117	2,0	76,8	21,2
Total Canada				
1991	27 297	23,3	68,2	8,5
1996	28 528	22,6	67,6	9,8
2001	29 932	22,0	66,9	11,1
2006	31 102	21,5	66,2	12,3
2011	32 188	20,9	65,6	13,5
2016	33 133	20,4	65,1	14,5
2021	33 939	19,9	64,7	15,4
2041	35 112	17,8	63,2	19,0

Hypothèses : Les mêmes que celles du scénario 2, à l'exception de l'émigration des régions du Québec vers le reste du Canada, dont les taux sont supposés augmenter de 10 %, et de l'émigration du reste du Canada vers le Québec, dont les taux sont supposés baisser de 10 %, cette hausse et cette baisse se manifestant entre 1991-1996 et 1996-2001, tous les taux étant constants par la suite.

Tableau 30 – Évolution prévisible des effectifs et de la structure linguistique selon le scénario 9

	Population totale (en milliers)	% francophones	% anglophones	% allophones
Île-de-Montréal				
1991	1 776	57,3	26,2	16,5
1996	1 750	55,6	25,6	18,8
2001	1 785	54,7	24,4	20,9
2006	1 809	53,9	23,5	22,6
2011	1 831	53,1	22,6	24,3
2016	1 846	52,3	21,9	25,8
2021	1 854	51,5	21,4	27,1
2041	1 841	48,1	19,6	32,3
Reste région métropolitaine				
1991	1 358	84,8	10,6	4,6
1996	1 538	85,9	9,5	4,6
2001	1 599	85,9	9,2	4,9
2006	1 643	85,8	8,9	5,3
2011	1 676	85,7	8,7	5,6
2016	1 698	85,6	8,4	6,0
2021	1 709	85,4	8,3	6,3
2041	1 614	84,1	8,0	7,9
Total région métropolitaine				
1991	3 134	69,2	19,5	11,3
1996	3 288	69,8	18,1	12,1
2001	3 384	69,4	17,3	13,3
2006	3 451	69,1	16,5	14,4
2011	3 507	68,7	15,9	15,4
2016	3 544	68,3	15,5	16,3
2021	3 563	67,8	15,1	17,1
2041	3 455	64,9	14,2	20,9
Reste du Québec				
1991	3 762	94,3	4,4	1,3
1996	3 757	94,1	4,5	1,4
2001	3 852	94,0	4,5	1,5
2006	3 915	93,9	4,5	1,6
2011	3 962	93,8	4,5	1,7
2016	3 981	93,6	4,6	1,8
2021	3 974	93,5	4,6	1,9
2041	3 646	92,6	4,9	2,5

Tableau 30 (suite)

	Population totale (en milliers)	% francophones	% anglophones	% allophones
Total Québec				
1991	6 896	82,9	11,2	5,9
1996	7 045	82,8	10,8	6,4
2001	7 236	82,5	10,4	7,1
2006	7 367	82,3	10,1	7,6
2011	7 469	82,0	9,9	8,1
2016	7 525	81,7	9,7	8,6
2021	7 536	81,3	9,6	9,1
2041	7 101	79,1	9,4	11,5
Reste du Canada				
1991	20 401	3,2	87,5	9,3
1996	21 483	2,9	86,3	10,8
2001	22 695	2,7	84,9	12,4
2006	23 735	2,6	83,6	13,8
2011	24 718	2,4	82,4	15,2
2016	25 607	2,3	81,4	16,3
2021	26 402	2,2	80,4	17,4
2041	28 010	1,8	76,9	21,3
Total Canada				
1991	27 297	23,3	68,2	8,5
1996	28 528	22,6	67,6	9,8
2001	29 932	22,0	66,9	11,1
2006	31 102	21,4	66,2	12,4
2011	32 189	20,9	65,6	13,5
2016	33 132	20,3	65,1	14,6
2021	33 938	19,8	64,7	15,5
2041	35 111	17,4	63,3	19,3

Hypothèses : Les mêmes que celles du scénario 1, à l'exception de l'émigration de l'Île-de-Montréal vers le reste de la région métropolitaine, dont les taux sont supposés baisser de 20 % entre 1991-1996 et 1996-2001, pour rester constants par la suite.

Tableau 31 – Évolution prévisible des effectifs et de la structure linguistique selon le scénario 10

	Population totale (en milliers)	% francophones	% anglophones	% allophones
Île-de-Montréal				
1991	1 776	57,3	26,2	16,5
1996	1 750	55,6	25,6	18,8
2001	1 785	54,8	24,4	20,8
2006	1 808	54,1	23,5	22,4
2011	1 829	53,5	22,7	23,8
2016	1 842	53,2	22,0	24,8
2021	1 847	52,9	21,4	25,7
2041	1 818	51,4	19,7	28,9
Reste région métropolitaine				
1991	1 358	84,8	10,6	4,6
1996	1 538	85,9	9,5	4,6
2001	1 599	85,9	9,2	4,9
2006	1 643	85,9	8,9	5,2
2011	1 677	85,8	8,7	5,5
2016	1 700	85,9	8,4	5,7
2021	1 713	85,9	8,2	5,9
2041	1 629	85,3	7,9	6,8
Total région métropolitaine				
1991	3 134	69,2	19,5	11,3
1996	3 288	69,8	18,1	12,1
2001	3 384	69,5	17,2	13,3
2006	3 451	69,2	16,6	14,2
2011	3 507	69,0	15,9	15,1
2016	3 543	68,8	15,5	15,7
2021	3 560	68,7	15,1	16,2
2041	3 448	67,4	14,1	18,5
Reste du Québec				
1991	3 762	94,3	4,4	1,3
1996	3 757	94,1	4,5	1,4
2001	3 852	94,0	4,5	1,5
2006	3 916	93,9	4,5	1,6
2011	3 963	93,8	4,5	1,7
2016	3 984	93,7	4,6	1,7
2021	3 979	93,6	4,6	1,8
2041	3 668	93,0	4,8	2,2

Tableau 31 (suite)

	Population totale (en milliers)	% francophones	% anglophones	% allophones
Total Québec				
1991	6 896	82,9	11,2	5,9
1996	7 045	82,8	10,8	6,4
2001	7 236	82,5	10,5	7,0
2006	7 367	82,4	10,1	7,5
2011	7 470	82,2	9,9	7,9
2016	7 526	82,0	9,7	8,3
2021	7 539	81,9	9,5	8,6
2041	7 116	80,6	9,3	10,1
Reste du Canada				
1991	20 401	3,2	87,5	9,3
1996	21 483	2,9	86,3	10,8
2001	22 695	2,7	84,9	12,4
2006	23 735	2,6	83,6	13,8
2011	24 717	2,4	82,4	15,2
2016	25 604	2,3	81,4	16,3
2021	26 397	2,2	80,5	17,3
2041	27 989	1,8	77,0	21,2
Total Canada				
1991	27 297	23,3	68,2	8,5
1996	28 528	22,6	67,6	9,8
2001	29 932	22,0	66,9	11,1
2006	31 102	21,5	66,2	12,3
2011	32 186	20,9	65,6	13,5
2016	33 131	20,4	65,1	14,5
2021	33 936	19,9	64,7	15,4
2041	35 105	17,8	63,2	19,0

Hypothèses : Les mêmes que celles du scénario 2, à l'exception de l'émigration de l'Île-de-Montréal vers le reste de la région métropolitaine, dont les taux sont supposés baisser de 20 % entre 1991-1996 et 1996-2001, pour rester constants par la suite.

Tableau 32 – Évolution prévisible des effectifs et de la structure linguistique selon le scénario 11

	Population totale (en milliers)	% francophones	% anglophones	% allophones
Île-de-Montréal				
1991	1 776	57,3	26,2	16,5
1996	1 750	55,6	25,6	18,8
2001	1 764	54,4	24,6	21,0
2006	1 758	53,5	23,8	22,7
2011	1 755	52,6	23,1	24,3
2016	1 747	51,9	22,5	25,6
2021	1 736	51,0	22,0	27,0
2041	1 668	47,7	20,3	32,0
Reste région métropolitaine				
1991	1 358	84,8	10,6	4,6
1996	1 538	85,9	9,5	4,6
2001	1 621	85,8	9,3	4,9
2006	1 680	85,8	9,0	5,2
2011	1 726	85,7	8,7	5,6
2016	1 756	85,6	8,5	5,9
2021	1 774	85,4	8,4	6,2
2041	1 688	84,2	8,1	7,7
Total région métropolitaine				
1991	3 134	69,2	19,5	11,3
1996	3 288	69,8	18,1	12,1
2001	3 385	69,4	17,3	13,3
2006	3 438	69,3	16,5	14,2
2011	3 480	69,0	16,0	15,0
2016	3 504	68,8	15,5	15,7
2021	3 510	68,4	15,1	16,5
2041	3 356	66,0	14,2	19,8
Reste du Québec				
1991	3 762	94,3	4,4	1,3
1996	3 757	94,1	4,5	1,4
2001	3 852	94,0	4,5	1,5
2006	3 912	93,9	4,5	1,6
2011	3 956	93,8	4,5	1,7
2016	3 972	93,7	4,5	1,8
2021	3 961	93,5	4,6	1,9
2041	3 617	92,7	4,9	2,4

Tableau 32 (suite)

	Population totale (en milliers)	% francophones	% anglophones	% allophones
Total Québec				
1991	6 896	82,9	11,2	5,9
1996	7 045	82,8	10,8	6,4
2001	7 237	82,5	10,5	7,0
2006	7 350	82,4	10,1	7,5
2011	7 436	82,2	9,9	7,9
2016	7 475	82,0	9,7	8,3
2021	7 471	81,8	9,5	8,7
2041	6 974	79,9	9,3	10,8
Reste du Canada				
1991	20 401	3,2	87,5	9,3
1996	21 483	2,9	86,3	10,8
2001	22 695	2,7	84,9	12,4
2006	23 735	2,6	83,6	13,8
2011	24 717	2,4	82,4	15,2
2016	25 604	2,3	81,4	16,3
2021	26 395	2,2	80,4	17,4
2041	27 987	1,8	76,9	21,3
Total Canada				
1991	27 297	23,3	68,2	8,5
1996	28 528	22,6	67,6	9,8
2001	29 932	22,0	66,9	11,1
2006	31 085	21,4	66,2	12,4
2011	32 153	20,9	65,6	13,5
2016	33 079	20,3	65,2	14,5
2021	33 866	19,7	64,8	15,5
2041	34 961	17,4	63,4	19,2

Hypothèses : Les mêmes que celles du scénario 1, à l'exception de l'immigration internationale du Québec, dont le niveau annuel d'immigrants reçus est maintenu constant au niveau actuel (27 000 immigrants reçus en 1998) pour toute la période 1996-2001, puis est supposé diminuer jusqu'à 22 000 en 2001-2006 pour rester constant par la suite.

Tableau 33 – Évolution prévisible des effectifs et de la structure linguistique selon le scénario 12

	Population totale (en milliers)	% francophones	% anglophones	% allophones
Île-de-Montréal				
1991	1 776	57,3	26,2	16,5
1996	1 750	55,6	25,6	18,8
2001	1 764	54,4	24,6	21,0
2006	1 757	53,7	23,8	22,5
2011	1 753	53,1	23,1	23,8
2016	1 743	52,7	22,5	24,8
2021	1 728	52,4	22,1	25,5
2041	1 644	50,9	20,5	28,6
Reste région métropolitaine				
1991	1 358	84,8	10,6	4,6
1996	1 538	85,9	9,5	4,6
2001	1 621	85,8	9,3	4,9
2006	1 681	85,8	9,0	5,2
2011	1 727	85,8	8,7	5,5
2016	1 759	85,9	8,5	5,6
2021	1 779	85,9	8,3	5,8
2041	1 705	85,5	8,0	6,5
Total région métropolitaine				
1991	3 134	69,2	19,5	11,3
1996	3 288	69,8	18,1	12,1
2001	3 385	69,5	17,2	13,3
2006	3 438	69,4	16,6	14,0
2011	3 480	69,3	16,0	14,7
2016	3 502	69,4	15,5	15,1
2021	3 508	69,4	15,1	15,5
2041	3 349	68,5	14,1	17,4
Reste du Québec				
1991	3 762	94,3	4,4	1,3
1996	3 757	94,1	4,5	1,4
2001	3 852	94,0	4,5	1,5
2006	3 913	93,9	4,5	1,6
2011	3 957	93,9	4,5	1,6
2016	3 974	93,8	4,5	1,7
2021	3 966	93,7	4,6	1,7
2041	3 638	93,1	4,8	2,1

Tableau 33 (suite)

	Population totale (en milliers)	% francophones	% anglophones	% allophones
<i>Total Québec</i>				
1991	6 896	82,9	11,2	5,9
1996	7 045	82,8	10,8	6,4
2001	7 237	82,5	10,5	7,0
2006	7 351	82,5	10,1	7,4
2011	7 437	82,4	9,9	7,7
2016	7 477	82,3	9,7	8,0
2021	7 473	82,3	9,5	8,2
2041	6 987	81,3	9,3	9,4
<i>Reste du Canada</i>				
1991	20 401	3,2	87,5	9,3
1996	21 483	2,9	86,3	10,8
2001	22 695	2,7	84,9	12,4
2006	23 734	2,6	83,6	13,8
2011	24 715	2,4	82,4	15,2
2016	25 601	2,3	81,4	16,3
2021	26 391	2,2	80,5	17,3
2041	27 968	1,8	77,0	21,2
<i>Total Canada</i>				
1991	27 297	23,3	68,2	8,5
1996	28 528	22,6	67,6	9,8
2001	29 932	22,0	66,9	11,1
2006	31 085	21,5	66,2	12,3
2011	32 152	20,9	65,6	13,5
2016	33 078	20,4	65,2	14,4
2021	33 864	19,9	64,8	15,3
2041	34 955	17,7	63,4	18,9

Hypothèses : Les mêmes que celles du scénario 2, à l'exception de l'immigration internationale du Québec, dont le niveau annuel d'immigrants reçus est maintenu constant au niveau actuel (27 000 immigrants reçus en 1998) pour toute la période 1996-2001, puis est supposé diminuer jusqu'à 22 000 en 2001-2006 pour rester constant par la suite.

Tableau 34 – Évolution prévisible des effectifs et de la structure linguistique selon le scénario 13

	Population totale (en milliers)	% francophones	% anglophones	% allophones
Île-de-Montréal				
1991	1 776	57,3	26,2	16,5
1996	1 750	55,6	25,6	18,8
2001	1 764	54,4	24,6	21,0
2006	1 783	53,1	23,7	23,2
2011	1 804	51,9	22,8	25,3
2016	1 819	50,8	22,2	27,0
2021	1 828	49,7	21,6	28,7
2041	1 834	45,5	18,8	34,7
Reste région métropolitaine				
1991	1 358	84,8	10,6	4,6
1996	1 538	85,9	9,5	4,6
2001	1 621	85,8	9,3	4,9
2006	1 684	85,6	9,0	5,4
2011	1 735	85,5	8,7	5,8
2016	1 772	85,3	8,5	6,2
2021	1 796	85,0	8,4	6,6
2041	1 741	83,2	8,2	8,6
Total région métropolitaine				
1991	3 134	69,2	19,5	11,3
1996	3 288	69,8	18,1	12,1
2001	3 385	69,4	17,3	13,3
2006	3 467	68,9	16,5	14,6
2011	3 538	68,3	15,9	15,8
2016	3 590	67,8	15,4	16,8
2021	3 625	67,1	15,1	17,8
2041	3 575	63,9	14,1	22,0
Reste du Québec				
1991	3 762	94,3	4,4	1,3
1996	3 757	94,1	4,5	1,4
2001	3 852	94,0	4,5	1,5
2006	3 918	93,9	4,5	1,6
2011	3 967	93,7	4,5	1,8
2016	3 990	93,5	4,6	1,9
2021	3 986	93,4	4,6	2,0
2041	3 674	92,4	4,9	2,7

Tableau 34 (suite)

	Population totale (en milliers)	% francophones	% anglophones	% allophones
Total Québec				
1991	6 896	82,9	11,2	5,9
1996	7 045	82,8	10,8	6,4
2001	7 237	82,5	10,5	7,0
2006	7 385	82,2	10,1	7,7
2011	7 506	81,8	9,9	8,3
2016	7 580	81,4	9,7	8,9
2021	7 610	80,9	9,6	9,5
2041	7 249	78,3	9,5	12,2
Reste du Canada				
1991	20 401	3,2	87,5	9,3
1996	21 483	2,9	86,3	10,8
2001	22 695	2,7	84,9	12,4
2006	23 735	2,6	83,6	13,8
2011	24 718	2,4	82,4	15,2
2016	25 609	2,3	81,4	16,3
2021	26 401	2,2	80,4	17,4
2041	28 027	1,8	76,9	21,3
Total Canada				
1991	27 297	23,3	68,2	8,5
1996	28 528	22,6	67,6	9,8
2001	29 932	22,0	66,9	11,1
2006	31 120	21,5	66,1	12,4
2011	32 224	20,9	65,5	13,6
2016	33 189	20,4	65,0	14,6
2021	34 016	19,8	64,6	15,6
2041	35 276	17,5	63,0	19,5

Hypothèses : Les mêmes que celles du scénario 1, à l'exception de l'immigration internationale du Québec, dont le niveau annuel d'immigrants reçus est supposé remonter à 32 000 à partir de 2001 pour rester constant par la suite.

Tableau 35 – Évolution prévisible des effectifs et de la structure linguistique selon le scénario 14

	Population totale (en milliers)	% francophones	% anglophones	% allophones
Île-de-Montréal				
1991	1 776	57,3	26,2	16,5
1996	1 750	55,6	25,6	18,8
2001	1 764	54,4	24,6	21,0
2006	1 782	53,3	23,7	23,0
2011	1 801	52,3	22,9	24,8
2016	1 814	51,6	22,2	26,2
2021	1 820	51,0	21,7	27,3
2041	1 807	48,8	20,0	31,2
Reste région métropolitaine				
1991	1 358	84,8	10,6	4,6
1996	1 538	85,9	9,5	4,6
2001	1 621	85,8	9,3	4,9
2006	1 685	85,7	9,0	5,3
2011	1 736	85,6	8,7	5,7
2016	1 775	85,5	8,5	6,0
2021	1 802	85,4	8,4	6,2
2041	1 760	84,6	8,1	7,3
Total région métropolitaine				
1991	3 134	69,2	19,5	11,3
1996	3 288	69,8	18,1	12,1
2001	3 385	69,5	17,2	13,3
2006	3 467	69,1	16,5	14,4
2011	3 538	68,7	15,9	15,4
2016	3 589	68,4	15,4	16,2
2021	3 622	68,1	15,1	16,8
2041	3 568	66,5	14,1	19,4
Reste du Québec				
1991	3 762	94,3	4,4	1,3
1996	3 757	94,1	4,5	1,4
2001	3 852	94,0	4,5	1,5
2006	3 918	93,9	4,5	1,6
2011	3 968	93,8	4,5	1,7
2016	3 992	93,6	4,6	1,8
2021	3 991	93,5	4,6	1,9
2041	3 697	92,8	4,9	2,3

Tableau 35 (suite)

	Population totale (en milliers)	% francophones	% anglophones	% allophones
<i>Total Québec</i>				
1991	6 896	82,9	11,2	5,9
1996	7 045	82,8	10,8	6,4
2001	7 237	82,5	10,5	7,0
2006	7 385	82,2	10,2	7,6
2011	7 506	81,9	9,9	8,2
2016	7 581	81,7	9,7	8,6
2021	7 613	81,4	9,6	9,0
2041	7 264	79,9	9,4	10,7
<i>Reste du Canada</i>				
1991	20 401	3,2	87,5	9,3
1996	21 483	2,9	86,3	10,8
2001	22 695	2,7	84,9	12,4
2006	23 735	2,6	83,6	13,8
2011	24 717	2,4	82,4	15,2
2016	25 606	2,3	81,4	16,3
2021	26 400	2,2	80,4	17,4
2041	28 005	1,8	76,9	21,3
<i>Total Canada</i>				
1991	27 297	23,3	68,2	8,5
1996	28 528	22,6	67,6	9,8
2001	29 932	22,0	66,9	11,1
2006	31 120	21,5	66,1	12,4
2011	32 223	21,0	65,5	13,5
2016	33 188	20,5	65,0	14,5
2021	34 014	19,9	64,6	15,5
2041	35 269	17,9	63,0	19,1

Hypothèses : Les mêmes que celles du scénario 2, à l'exception de l'immigration internationale du Québec, dont le niveau annuel d'immigrants reçus est supposé remonter à 32 000 à partir de 2001 pour rester constant par la suite.

Tableau 36 – Évolution prévisible des effectifs et de la structure linguistique selon le scénario 15

	Population totale (en milliers)	% francophones	% anglophones	% allophones
Île-de-Montréal				
1991	1 776	57,3	26,2	16,5
1996	1 750	55,6	25,6	18,8
2001	1 764	54,4	24,6	21,0
2006	1 795	52,9	23,6	23,5
2011	1 828	51,5	22,7	25,8
2016	1 854	50,3	22,0	22,7
2021	1 875	49,0	21,5	29,5
2041	1 917	44,5	19,6	35,9
Reste région métropolitaine				
1991	1 358	84,8	10,6	4,6
1996	1 538	85,9	9,5	4,6
2001	1 621	85,8	9,3	4,9
2006	1 686	85,6	9,0	5,4
2011	1 739	85,3	8,8	5,9
2016	1 779	85,1	8,5	6,4
2021	1 807	84,8	8,4	6,8
2041	1 767	82,8	8,2	9,0
Total région métropolitaine				
1991	3 134	69,2	19,5	11,3
1996	3 288	69,8	18,1	12,1
2001	3 385	69,4	17,3	13,3
2006	3 481	68,8	16,5	14,7
2011	3 567	68,0	15,9	16,1
2016	3 634	67,3	15,4	17,3
2021	3 682	66,6	15,0	18,4
2041	3 685	62,9	14,1	23,0
Reste du Québec				
1991	3 762	94,3	4,4	1,3
1996	3 757	94,1	4,5	1,4
2001	3 852	94,0	4,5	1,5
2006	3 921	93,8	4,5	1,7
2011	3 973	93,7	4,5	1,8
2016	3 999	93,5	4,6	1,9
2021	3 998	93,3	4,6	2,1
2041	3 702	92,3	4,9	2,8

Tableau 36 (suite)

	Population totale (en milliers)	% francophones	% anglophones	% allophones
<i>Total Québec</i>				
1991	6 896	82,9	11,2	5,9
1996	7 045	82,8	10,8	6,4
2001	7 237	82,4	10,5	7,1
2006	7 402	82,0	10,2	7,8
2011	7 540	81,5	9,9	8,6
2016	7 632	81,0	9,8	9,2
2021	7 680	80,5	9,6	9,9
2041	7 387	77,6	9,5	12,9
<i>Reste du Canada</i>				
1991	20 401	3,2	87,5	9,3
1996	21 483	2,9	86,3	10,8
2001	22 695	2,7	84,9	12,4
2006	23 735	2,6	83,6	13,8
2011	24 719	2,4	82,4	15,2
2016	25 611	2,3	81,4	16,3
2021	26 410	2,2	80,4	17,4
2041	28 047	1,8	76,8	21,4
<i>Total Canada</i>				
1991	27 297	23,3	68,2	8,5
1996	28 528	22,6	67,6	9,8
2001	29 932	22,0	66,9	11,1
2006	31 137	21,5	66,1	12,4
2011	32 259	20,9	65,5	13,6
2016	33 244	20,4	64,9	14,7
2021	34 090	19,8	64,5	15,7
2041	35 434	17,6	62,8	19,6

Hypothèses : Les mêmes que celles du scénario 1, à l'exception de l'immigration internationale du Québec, dont le niveau annuel est supposé s'élever à 37 000 immigrants reçus dès 2001, pour rester constant par la suite.

Tableau 37 – Évolution prévisible des effectifs et de la structure linguistique selon le scénario 16

	Population totale (en milliers)	% francophones	% anglophones	% allophones
Île-de-Montréal				
1991	1 776	57,3	26,2	16,5
1996	1 750	55,6	25,6	18,8
2001	1 764	54,4	24,6	21,0
2006	1 794	53,1	23,6	23,3
2011	1 826	51,9	22,8	25,3
2016	1 850	51,1	22,1	26,8
2021	1 866	50,4	21,5	28,1
2041	1 889	47,9	19,8	32,3
Reste région métropolitaine				
1991	1 358	84,8	10,6	4,6
1996	1 538	85,9	9,5	4,6
2001	1 621	85,8	9,3	4,9
2006	1 687	85,7	9,0	5,3
2011	1 741	85,5	8,7	5,8
2016	1 782	85,4	8,5	6,1
2021	1 813	85,2	8,4	6,4
2041	1 788	84,2	8,1	7,7
Total région métropolitaine				
1991	3 134	69,2	19,5	11,3
1996	3 288	69,8	18,1	12,1
2001	3 385	69,5	17,2	13,3
2006	3 481	68,9	16,5	14,6
2011	3 567	68,3	15,9	15,8
2016	3 632	67,9	15,4	16,7
2021	3 679	67,6	15,0	17,4
2041	3 677	65,6	14,1	20,3
Reste du Québec				
1991	3 762	94,3	4,4	1,3
1996	3 757	94,1	4,5	1,4
2001	3 852	94,0	4,5	1,5
2006	3 921	93,9	4,5	1,6
2011	3 974	93,7	4,5	1,8
2016	4 002	93,6	4,6	1,8
2021	4 004	93,5	4,6	1,9
2041	3 726	92,7	4,9	2,4

Tableau 37 (suite)

	Population totale (en milliers)	% francophones	% anglophones	% allophones
<i>Total Québec</i>				
1991	6 896	82,9	11,2	5,9
1996	7 045	82,8	10,8	6,4
2001	7 237	82,5	10,5	7,0
2006	7 402	82,1	10,2	7,7
2011	7 541	81,7	9,9	8,4
2016	7 634	81,4	9,7	8,9
2021	7 683	81,1	9,6	9,3
2041	7 403	79,2	9,5	11,3
<i>Reste du Canada</i>				
1991	20 401	3,2	87,5	9,3
1996	21 483	2,9	86,3	10,8
2001	22 695	2,7	84,9	12,4
2006	23 735	2,6	83,6	13,8
2011	24 718	2,4	82,4	15,2
2016	25 609	2,3	81,4	16,3
2021	26 405	2,2	80,4	17,4
2041	28 024	1,8	76,9	21,3
<i>Total Canada</i>				
1991	27 297	23,3	68,2	8,5
1996	28 528	22,6	67,6	9,8
2001	29 932	22,0	66,9	11,1
2006	31 137	21,5	66,1	12,4
2011	32 259	21,0	65,4	13,6
2016	33 242	20,5	64,9	14,6
2021	34 088	20,0	64,5	15,5
2041	35 427	18,0	62,8	19,2

Hypothèses : Les mêmes que celles du scénario 2, à l'exception de l'immigration internationale du Québec, dont le niveau annuel est supposé s'élever à 37 000 immigrants reçus dès 2001, pour rester constant par la suite.

Tableau 38 – Évolution prévisible des effectifs et de la structure linguistique selon le scénario 17

	Population totale (en milliers)	% francophones	% anglophones	% allophones
Île-de-Montréal				
1991	1 776	57,3	26,2	16,5
1996	1 750	55,6	25,6	18,8
2001	1 764	54,4	24,6	21,0
2006	1 778	53,1	23,7	23,2
2011	1 794	51,9	22,8	25,3
2016	1 805	50,8	22,2	27,0
2021	1 811	49,7	21,6	28,7
2041	1 794	45,4	19,8	34,8
Reste région métropolitaine				
1991	1 358	84,8	10,6	4,6
1996	1 538	85,9	9,5	4,6
2001	1 621	85,8	9,3	4,9
2006	1 679	85,6	9,0	5,4
2011	1 725	85,5	8,7	5,8
2016	1 756	85,2	8,6	6,2
2021	1 776	85,0	8,4	6,6
2041	1 695	83,2	8,2	8,6
Total région métropolitaine				
1991	3 134	69,2	19,5	11,3
1996	3 288	69,8	18,1	12,1
2001	3 385	69,4	17,3	13,3
2006	3 457	68,9	16,6	14,5
2011	3 519	68,3	16,0	15,7
2016	3 562	67,8	15,4	16,8
2021	3 587	67,1	15,1	17,8
2041	3 490	63,7	14,2	22,1
Reste du Québec				
1991	3 762	94,3	4,4	1,3
1996	3 757	94,1	4,5	1,4
2001	3 852	94,0	4,5	1,5
2006	3 908	93,9	4,5	1,6
2011	3 946	93,7	4,5	1,8
2016	3 959	93,6	4,5	1,9
2021	3 945	93,4	4,6	2,0
2041	3 586	92,4	4,9	2,7

Tableau 38 (suite)

	Population totale (en milliers)	% francophones	% anglophones	% allophones
<i>Total Québec</i>				
1991	6 896	82,9	11,2	5,9
1996	7 045	82,8	10,8	6,4
2001	7 237	82,5	10,5	7,0
2006	7 365	82,2	10,1	7,7
2011	7 466	81,8	9,9	8,3
2016	7 521	81,4	9,7	8,9
2021	7 532	80,9	9,6	9,5
2041	7 076	78,3	9,5	12,2
<i>Reste du Canada</i>				
1991	20 401	3,2	87,5	9,3
1996	21 483	2,9	86,3	10,8
2001	22 695	2,7	84,9	12,4
2006	23 666	2,6	83,5	13,9
2011	24 580	2,4	82,4	15,2
2016	25 399	2,3	81,4	16,3
2021	26 122	2,2	80,4	17,4
2041	27 373	1,8	76,7	21,5
<i>Total Canada</i>				
1991	27 297	23,3	68,2	8,5
1996	28 528	22,6	67,6	9,8
2001	29 932	22,0	66,9	11,1
2006	31 031	21,5	66,1	12,4
2011	32 045	20,9	65,5	13,6
2016	32 919	20,4	65,0	14,6
2021	33 654	19,8	64,6	15,6
2041	34 448	17,5	62,9	19,6

Hypothèses : Les mêmes que celles du scénario 1, à l'exception de la fécondité, supposée poursuivre sa baisse jusqu'à 1,39 au Québec en 2001-2006 et demeurer constante par la suite, et de l'immigration internationale, supposée remonter légèrement jusqu'à 32 000 immigrants reçus chaque année en 2001-2006 pour rester constante par la suite.

Tableau 39 – Évolution prévisible des effectifs et de la structure linguistique selon le scénario 18

	Population totale (en milliers)	% francophones	% anglophones	% allophones
Île-de-Montréal				
1991	1 776	57,3	26,2	16,5
1996	1 750	55,6	25,6	18,8
2001	1 764	54,4	24,6	21,0
2006	1 777	53,3	23,7	23,0
2011	1 792	52,3	22,9	24,8
2016	1 801	51,7	22,2	26,1
2021	1 803	51,0	21,7	27,3
2041	1 769	48,7	20,0	31,3
Reste région métropolitaine				
1991	1 358	84,8	10,6	4,6
1996	1 538	85,9	9,5	4,6
2001	1 621	85,8	9,3	4,9
2006	1 680	85,7	9,0	5,3
2011	1 726	85,6	8,7	5,7
2016	1 760	85,5	8,5	6,0
2021	1 781	85,4	8,4	6,2
2041	1 714	84,5	8,1	7,4
Total région métropolitaine				
1991	3 134	69,2	19,5	11,3
1996	3 288	69,8	18,1	12,1
2001	3 385	69,5	17,2	13,3
2006	3 457	69,1	15,5	14,4
2011	3 519	68,7	15,9	15,4
2016	3 561	68,4	15,4	16,2
2021	3 585	68,1	15,1	16,8
2041	3 483	66,3	14,1	19,6
Reste du Québec				
1991	3 762	94,3	4,4	1,3
1996	3 757	94,1	4,5	1,4
2001	3 852	94,0	4,5	1,5
2006	3 908	93,9	4,5	1,6
2011	3 948	93,8	4,5	1,7
2016	3 962	93,6	4,6	1,8
2021	3 950	93,5	4,6	1,9
2041	3 608	92,8	4,9	2,3

Tableau 39 (suite)

	Population totale (en milliers)	% francophones	% anglophones	% allophones
<i>Total Québec</i>				
1991	6 896	82,9	11,2	5,9
1996	7 045	82,8	10,8	6,4
2001	7 237	82,5	10,5	7,0
2006	7 365	82,2	10,2	7,6
2011	7 466	81,9	9,9	8,2
2016	7 522	81,7	9,7	8,6
2021	7 535	81,4	9,6	9,0
2041	7 091	79,8	9,4	10,8
<i>Reste du Canada</i>				
1991	20 401	3,2	87,5	9,3
1996	21 483	2,9	86,3	10,8
2001	22 695	2,7	84,9	12,4
2006	23 666	2,6	83,5	13,9
2011	24 579	2,4	82,4	15,2
2016	25 396	2,3	81,4	16,3
2021	26 117	2,2	80,4	17,4
2041	27 352	1,8	76,8	21,4
<i>Total Canada</i>				
1991	27 297	23,3	68,2	8,5
1996	28 528	22,6	67,6	9,8
2001	29 932	22,0	66,9	11,1
2006	31 031	21,5	66,1	12,4
2011	32 045	21,0	65,5	13,5
2016	32 918	20,5	65,0	14,5
2021	33 652	19,9	64,6	15,5
2041	34 442	17,9	62,9	19,2

Hypothèses : Les mêmes que celles du scénario 2, à l'exception de la fécondité, supposée poursuivre sa baisse jusqu'à 1,39 au Québec en 2001-2006 pour demeurer constante par la suite, et de l'immigration internationale, supposée remonter légèrement jusqu'à 32 000 immigrants reçus chaque année en 2001-2006 pour rester constante par la suite.

Tableau 40 – Évolution prévisible des effectifs et de la structure linguistique selon le scénario 19

	Population totale (en milliers)	% francophones	% anglophones	% allophones
Île-de-Montréal				
1991	1 776	57,3	26,2	16,5
1996	1 750	55,6	25,6	18,8
2001	1 764	54,4	24,6	21,0
2006	1 802	52,7	23,6	23,7
2011	1 836	51,2	22,6	26,2
2016	1 863	49,8	21,9	28,3
2021	1 885	48,5	21,3	30,2
2041	1 915	43,5	19,4	37,1
Reste région métropolitaine				
1991	1 358	84,8	10,6	4,6
1996	1 538	85,9	9,5	4,6
2001	1 621	85,8	9,3	4,9
2006	1 683	85,5	9,0	5,5
2011	1 729	85,2	8,8	6,0
2016	1 761	84,9	8,6	6,5
2021	1 781	84,6	8,4	7,0
2041	1 707	82,2	8,3	9,5
Total région métropolitaine				
1991	3 134	69,2	19,5	11,3
1996	3 288	69,8	18,1	12,1
2001	3 385	69,4	17,3	13,3
2006	3 485	68,6	16,5	14,9
2011	3 564	67,7	15,9	16,4
2016	3 624	66,9	15,4	17,7
2021	3 666	66,0	15,1	19,0
2041	3 623	61,7	14,2	24,1
Reste du Québec				
1991	3 762	94,3	4,4	1,3
1996	3 757	94,1	4,5	1,4
2001	3 852	94,0	4,5	1,5
2006	3 913	93,8	4,5	1,7
2011	3 947	93,7	4,5	1,8
2016	3 955	93,5	4,6	1,9
2021	3 938	93,2	4,7	2,1
2041	3 568	92,1	5,0	2,9

Tableau 40 (suite)

	Population totale (en milliers)	% francophones	% anglophones	% allophones
Total Québec				
1991	6 896	82,9	11,2	5,9
1996	7 045	82,8	10,8	6,4
2001	7 237	82,5	10,5	7,0
2006	7 397	81,9	10,2	7,9
2011	7 511	81,3	10,0	8,7
2016	7 580	80,7	9,8	9,5
2021	7 604	80,1	9,7	10,2
2041	7 191	76,8	9,6	13,6
Reste du Canada				
1991	20 401	3,2	87,5	9,3
1996	21 483	2,9	86,3	10,8
2001	22 695	2,7	84,9	12,4
2006	23 667	2,6	83,5	13,9
2011	24 511	2,4	82,4	15,2
2016	25 261	2,3	81,4	16,3
2021	25 917	2,2	80,4	17,4
2041	26 872	1,8	76,6	21,6
Total Canada				
1991	27 297	23,3	68,2	8,5
1996	28 528	22,6	67,6	9,8
2001	29 932	22,0	66,9	11,1
2006	31 064	21,5	66,1	12,4
2011	32 022	20,9	65,4	13,7
2016	32 840	20,4	64,8	14,8
2021	33 521	19,9	64,3	15,8
2041	34 063	17,7	62,4	19,9

Hypothèses :

- (1) mortalité : baisse tendancielle
- (2) fécondité : poursuite de la baisse de la fécondité au Québec jusqu'en 2006-2011, l'indice de fécondité s'élevant alors à 1,30 enfant par femme, pour rester stable par la suite
- (3) migration interprovinciale : mêmes taux qu'en 1991-1996
- (4) migration intraprovinciale : mêmes taux qu'en 1991-1996
- (5) immigration internationale : remontée jusqu'à 42 000 immigrants reçus chaque année en 2001-2006 et par la suite
- (6) mobilité linguistique : mobilité linguistique élevée mais constante vers le français (hypothèse ML1)

Tableau 41 – Évolution prévisible des effectifs et de la structure linguistique selon le scénario 20

	Population totale (en milliers)	% francophones	% anglophones	% allophones
Île-de-Montréal				
1991	1 776	57,3	26,2	16,5
1996	1 750	55,6	25,6	18,8
2001	1 771	56,2	25,1	18,7
2006	1 775	56,8	24,6	18,6
2011	1 777	57,1	24,1	18,8
2016	1 772	57,6	23,8	18,6
2021	1 760	57,9	23,6	18,5
2041	1 688	58,6	22,9	18,5
Reste région métropolitaine				
1991	1 358	84,8	10,6	4,6
1996	1 538	85,9	9,5	4,6
2001	1 598	86,3	9,3	4,4
2006	1 650	86,7	9,1	4,2
2011	1 691	87,0	8,8	4,2
2016	1 721	87,4	8,6	4,0
2021	1 739	87,7	8,4	3,9
2041	1 684	88,4	8,0	3,6
Total région métropolitaine				
1991	3 134	69,2	19,5	11,3
1996	3 288	69,8	18,1	12,1
2001	3 369	70,5	17,6	11,9
2006	3 425	71,2	17,1	11,7
2011	3 469	71,7	16,6	11,7
2016	3 493	72,3	16,3	11,4
2021	3 499	72,7	16,0	11,3
2041	3 372	73,5	15,5	11,0
Reste du Québec				
1991	3 762	94,3	4,4	1,3
1996	3 757	94,1	4,5	1,4
2001	3 845	94,3	4,4	1,3
2006	3 922	94,4	4,4	1,2
2011	3 984	94,5	4,3	1,2
2016	4 019	94,5	4,3	1,2
2021	4 028	94,6	4,3	1,1
2041	3 801	94,4	4,4	1,2

Tableau 41 (suite)

	Population totale (en milliers)	% francophones	% anglophones	% allophones
Total Québec				
1991	6 896	82,9	11,2	5,9
1996	7 045	82,8	10,8	6,4
2001	7 214	83,1	10,6	6,3
2006	7 347	83,6	10,3	6,1
2011	7 452	83,9	10,0	6,1
2016	7 512	84,2	9,9	5,9
2021	7 528	84,4	9,8	5,8
2041	7 173	84,6	9,6	5,8
Reste du Canada				
1991	20 401	3,2	87,5	9,3
1996	21 483	2,9	86,3	10,8
2001	22 715	2,8	84,8	12,4
2006	23 909	2,6	83,6	13,8
2011	25 047	2,5	82,4	15,1
2016	26 091	2,4	81,5	16,1
2021	27 042	2,3	80,6	17,1
2041	29 439	2,0	77,4	20,6
Total Canada				
1991	27 297	23,3	68,2	8,5
1996	28 528	22,6	67,6	9,8
2001	29 930	22,1	66,9	11,0
2006	31 256	21,7	66,3	12,0
2011	32 499	21,2	65,8	13,0
2016	33 603	20,7	65,5	13,8
2021	34 569	20,2	65,1	14,7
2041	36 612	18,2	64,1	17,7

Hypothèses :

- (1) mortalité : baisse tendancielle
- (2) fécondité : remontée à 1,62 enfant par femme au Québec dès 2001-2006, pour rester stable par la suite
- (3) migration interprovinciale : par rapport à 1991-1996, augmentation de 10 % des taux d'émigration du Québec et baisse de 10 % des taux d'émigration du reste du Canada vers le Québec
- (4) migration intraprovinciale : par rapport à 1991-1996, baisse de 20 % en 1996-2001 des taux d'émigration de l'Île-de-Montréal vers le reste de la région métropolitaine, avec stabilité de ces taux par la suite; tous les autres taux sont ceux de 1991-1996
- (5) immigration internationale : baisse jusqu'à 22 000 immigrants reçus par an au Québec dès 2001-2006, et stabilité par la suite
- (6) mobilité linguistique : surmobilité immédiate des allophones avec prédominance du français et forte augmentation des taux de transfert des anglophones vers le français (hypothèse ML5)

Tableau 42 – Période quinquennale au cours de laquelle débute le déclin de l'effectif des francophones, selon la région et le scénario

Numéro du scénario	% F < 50 % à Montréal	Île-de-Montréal	Reste de la RMR	Total RMR Montréal	Reste du Québec	Ensemble du Québec
1	2021-2026	1991-1996	2026-2031	2016-2021	2021-2026	2021-2026
2	2036-2041	1991-1996	2026-2031	2021-2026	2016-2021	2016-2021
3	2021-2026	1991-1996	2021-2026	2011-2016	2011-2016	2011-2016
4	2036-2041	1991-1996	2021-2026	2016-2021	2011-2016	2016-2021
5	2021-2026	1991-1996	2026-2031	2021-2026	2021-2026	2021-2026
6	2041-2046	1991-1996	2031-2036	2026-2031	2021-2026	2021-2026
7	2026-2031	1991-1996	2021-2026	2016-2021	2016-2021	2016-2021
8	2046-2051	1991-1996	2026-2031	2021-2026	2016-2021	2016-2021
9	2026-2031	2001-2006	2021-2026	2016-2021	2016-2021	2016-2021
10	2051-2056	2016-2021	2021-2026	2021-2026	2016-2021	2016-2021
11	2026-2031	1991-1996	2021-2026	2016-2021	2016-2021	2016-2021
12	2036-2041	1991-1996	2026-2031	2021-2026	2016-2021	2016-2021
13	2016-2021	1991-1996	2026-2031	2021-2026	2016-2021	2016-2021
14	2031-2036	1991-1996	2026-2031	2021-2026	2016-2021	2021-2026
15	2016-2021	1991-1996	2026-2031	2021-2026	2016-2021	2016-2021
16	2021-2026	1991-1996	2026-2031	2026-2031	2016-2021	2021-2026
17	2016-2021	1991-1996	2021-2026	2016-2021	2016-2021	2016-2021
18	2026-2031	1991-1996	2026-2031	2021-2026	2016-2021	2016-2021
19	2011-2016	1991-1996	2021-2026	2016-2021	2016-2021	2016-2021
20	-----	2016-2021	2026-2031	2026-2031	2021-2026	2021-2026

Tableau 43 – Divers indicateurs démolinquistiques de l'évolution prévisible selon le scénario 17, Île-de-Montréal, 1996-2021

		Francophones	Anglophones	Allophones	Total
Effectif (en milliers)					
	1996	973	448	329	1 750
	2001	959	434	371	1 764
	2011	931	410	453	1 794
	2021	899	392	520	1 811
Taux annuel de croissance (en %)					
	1996	-0,88	-0,73	2,46	-0,29
	2001	-0,28	-0,65	2,44	0,16
	2011	-0,29	-0,51	1,89	0,18
	2021	-0,39	-0,44	1,27	0,06
Âge moyen					
	1996	38,7	37,2	38,2	38,2
	2001	40,0	38,6	39,4	39,5
	2011	42,0	40,9	41,0	41,5
	2021	43,5	42,8	41,9	42,9
Accroissement naturel *					
(en milliers)	1996-2001	0	2	14	16
	2006-2011	-14	-4	9	-9
	2016-2021	-20	-4	4	-20
Accroissement migratoire interprovincial					
(en milliers)	1996-2001	-0	-25	-11	-36
	2006-2011	-0	-20	-13	-33
	2016-2021	-0	-19	-14	-33
Accroissement migratoire intraprovincial					
(en milliers)	1996-2001	-39	-4	-2	-45
	2006-2011	-28	-2	-3	-33
	2016-2021	-27	-1	-3	-31
Immigration internationale					
(en milliers)	1996-2001	19	12	48	79
	2006-2011	22	13	55	90
	2016-2021	22	13	55	90
Solde des transferts linguistiques					
(en milliers)	1996-2001	6	1	-7	0
	2006-2011	6	2	-8	0
	2016-2021	7	3	-10	0

* L'accroissement naturel comprend l'émigration internationale (considérée comme un décès dans l'algorithme de prévision).

Tableau 44 – Divers indicateurs démographiques de l'évolution prévisible selon le scénario 17, Reste de la région métropolitaine, 1996-2021

		Francophones	Anglophones	Allophones	Total
Effectif (en milliers)					
	1996	1 322	146	70	1 538
	2001	1 390	150	80	1 621
	2011	1 474	151	100	1 725
	2021	1 509	149	118	1 776
Taux annuel de croissance (en %)					
	1996	2,95	0,28	2,58	2,65
	2001	1,02	0,49	2,68	1,04
	2011	0,49	-0,03	2,16	0,54
	2021	0,16	-0,13	1,50	0,22
Âge moyen					
	1996	34,3	35,0	37,9	34,5
	2001	36,3	36,9	39,9	36,5
	2011	39,8	40,2	42,8	40,0
	2021	42,5	42,5	44,4	42,6
Accroissement naturel *					
(en milliers)	1996-2001	31	3	4	38
	2006-2011	12	0	2	14
	2016-2021	-3	-1	1	-3
Accroissement migratoire interprovincial					
(en milliers)	1996-2001	1	-5	-1	-5
	2006-2011	1	-5	-1	-5
	2016-2021	0	-5	-1	-6
Accroissement migratoire intraprovincial					
(en milliers)	1996-2001	31	3	3	37
	2006-2011	17	1	4	22
	2016-2021	10	1	4	15
Immigration internationale					
(en milliers)	1996-2001	5	1	6	12
	2006-2011	6	2	7	15
	2016-2021	6	2	7	15
Solde des transferts linguistiques					
(en milliers)	1996-2001	-0	2	-2	0
	2006-2011	-0	2	-2	0
	2016-2021	-0	2	-2	0

* L'accroissement naturel comprend l'émigration internationale (considérée comme un décès dans l'algorithme de prévision).

Tableau 45 – Divers indicateurs démographiques de l'évolution prévisible selon le scénario 17, Total région métropolitaine, 1996-2021

		Francophones	Anglophones	Allophones	Total
Effectif (en milliers)					
	1996	2 295	594	399	3 288
	2001	2 350	584	451	3 385
	2011	2 405	561	554	3 519
	2021	2 408	541	638	3 587
Taux annuel de croissance (en %)					
	1996	1,16	-0,56	2,54	0,98
	2001	0,47	-0,37	2,48	0,58
	2011	0,18	-0,39	1,93	0,36
	2021	-0,05	-0,35	1,31	0,14
Âge moyen					
	1996	36,2	36,7	38,2	36,5
	2001	37,8	38,1	39,5	38,1
	2011	40,7	40,7	41,4	40,8
	2021	42,9	42,7	42,3	42,8
Accroissement naturel *					
(en milliers)	1996-2001	31	5	18	54
	2006-2011	-2	-4	11	5
	2016-2021	-23	-4	5	-22
Accroissement migratoire interprovincial					
(en milliers)	1996-2001	1	-30	-12	-41
	2006-2011	1	-25	-13	-37
	2016-2021	0	-24	-15	-39
Accroissement migratoire intraprovincial					
(en milliers)	1996-2001	-8	-1	1	-8
	2006-2011	-11	-1	1	-11
	2016-2021	-17	-1	1	-18
Immigration internationale					
(en milliers)	1996-2001	24	13	54	91
	2006-2011	28	15	62	105
	2016-2021	28	15	62	105
Solde des transferts linguistiques					
(en milliers)	1996-2001	6	3	-9	0
	2006-2011	6	4	-10	0
	2016-2021	7	5	-12	0

* L'accroissement naturel comprend l'émigration internationale (considérée comme un décès dans l'algorithme de prévision).

Tableau 46 – Divers indicateurs démographiques de l'évolution prévisible selon le scénario 17, Reste du Québec, 1996-2021

		Francophones	Anglophones	Allophones	Total
Effectif (en milliers)					
	1996	3 536	168	54	3 758
	2001	3 620	173	59	3 852
	2011	3 699	178	69	3 946
	2021	3 684	182	79	3 945
Taux annuel de croissance (en %)					
	1996	-0,07	0,24	2,04	-0,02
	2001	0,47	0,54	1,78	0,50
	2011	0,17	0,30	1,58	0,20
	2021	-0,11	0,17	1,27	-0,07
Âge moyen					
	1996	36,3	38,3	29,4	36,3
	2001	38,6	39,9	31,5	38,5
	2011	42,5	42,6	34,3	42,4
	2021	45,6	44,7	35,9	45,3
Accroissement naturel *					
(en milliers)	1996-2001	60	1	4	65
	2006-2011	3	-4	3	2
	2016-2021	-54	-6	4	-56
Accroissement migratoire interprovincial					
(en milliers)	1996-2001	9	-5	-1	3
	2006-2011	8	-4	-1	3
	2016-2021	7	-4	-1	2
Accroissement migratoire intraprovincial					
(en milliers)	1996-2001	8	1	-1	8
	2006-2011	11	1	-1	11
	2016-2021	17	1	-1	17
Immigration internationale					
(en milliers)	1996-2001	11	2	4	17
	2006-2011	13	3	5	21
	2016-2021	13	3	5	21
Solde des transferts linguistiques					
(en milliers)	1996-2001	-4	6	-1	0
	2006-2011	-4	6	-1	0
	2016-2021	-3	5	-2	0

* L'accroissement naturel comprend l'émigration internationale (considérée comme un décès dans l'algorithme de prévision).

Tableau 47 – Divers indicateurs démographiques de l'évolution prévisible selon le scénario 17, Total Québec, 1996-2021

		Francophones	Anglophones	Allophones	Total
Effectif (en milliers)					
	1996	5 830	762	453	7 045
	2001	5 970	756	510	7 237
	2011	6 104	739	623	7 466
	2021	6 093	723	716	7 532
Taux annuel de croissance (en %)					
	1996	0,40	-0,26	2,26	0,43
	2001	0,48	-0,16	2,40	0,54
	2011	0,17	-0,22	1,89	0,27
	2021	-0,09	-0,22	1,30	0,03
Âge moyen					
	1996	36,3	37,0	37,1	36,4
	2001	38,3	38,5	38,6	38,3
	2011	41,8	41,2	40,6	41,6
	2021	44,5	43,2	41,6	44,1
Accroissement naturel *					
(en milliers)	1996-2001	91	6	22	119
	2006-2011	1	-8	14	7
	2016-2021	-77	-10	9	-78
Accroissement migratoire interprovincial					
(en milliers)	1996-2001	10	-35	-13	-38
	2006-2011	9	-30	-14	-34
	2016-2021	7	-28	-16	-37
Accroissement migratoire intraprovincial					
(en milliers)	1996-2001	0	0	0	0
	2006-2011	0	0	0	0
	2016-2021	0	0	0	0
Immigration internationale					
(en milliers)	1996-2001	35	15	58	108
	2006-2011	41	17	67	126
	2016-2021	41	17	67	126
Solde des transferts linguistiques					
(en milliers)	1996-2001	2	8	-10	0
	2006-2011	2	10	-11	0
	2016-2021	4	10	-13	0

* L'accroissement naturel comprend l'émigration internationale (considérée comme un décès dans l'algorithme de prévision).

Tableau 48 – Taux de passage d’une langue d’usage à la maison à une langue d’usage public, par région, 1997 (en %)

	Langue d’usage à la maison	Langue d’usage public		
		F	A	Ø
Île-de-Montréal	F	96	4	0
	A	19	81	0
	Ø	53	38	9
Reste de la RMR de Montréal	F	98	2	0
	A	34	66	0
	Ø	56	40	4
Reste du Québec	F	99	1	0
	A	23	77	0
	Ø	74	19	7

Source : Paul Béland, *Le français, langue d’usage public au Québec en 1997*, Québec, Conseil de la langue française, 1999, tableau 3.8, page 50 et calculs de l’auteur (en regroupant une langue utilisée « surtout » en public avec la même langue parlée seulement en public).

Note : F = français; A = anglais; Ø = autre.

Tableau 49 – Répartition prévue de la population selon la langue d’usage public, par région, 1996-2021, avec taux de passage constants

		Langue d’usage public		
		Français	Anglais	Autre
Île-de-Montréal	1996	68	30	2
	2001	68	30	2
	2021	67	30	3
Reste de la région métropolitaine	1996	90	10	0
	2001	90	10	0
	2021	90	10	0
Total RMR de Montréal	1996	81	18	1
	2001	81	18	1
	2021	81	18	1
Reste du Québec	1996	95	5	0
	2001	95	5	0
	2021	95	5	0
Total Québec	1996	87	12	1
	2001	87	12	1
	2021	87	12	1

Source : Calculs de l’auteur sur la base des tableaux 43 à 48.